



LES STRATÉGIES DE FINANCEMENT LIÉES A L'EAU DANS LA RÉGION DU LIPTAKO-GOURMA

Les enjeux de la coopération entre
l'humanitaire, le développement et la paix

Clause de non-responsabilité

Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions et politiques des organisations ou des Etats qui y sont mentionnés. Il n'implique pas, en particulier, les bailleurs de fonds, les gestionnaires de projet et les acteurs humanitaires qui y sont mentionnés. Les opinions exprimées dans ce document n'impliquent aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, municipalités ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le contenu de ce document n'engage pas la responsabilité des institutions qui soutiennent le Geneva Water Hub.

Publié en mai 2022.

Auteurs principaux de l'étude : Jean Willemin et Quentin Parent. Infographies et mise en forme : Stéphane Kluser

Cadrage stratégique de l'étude : Prof. Christian Bréthaut, Christophe Bosch, François Münger et Ibrahim Ag Youssouf

Nous remercions pour leurs contributions à la réflexion et au document :

Jean Bosco Bazié, Alain Boinet, Yves Etienne, Fatine Ezbakhe, Philippe Fayet, Guillaume Pierrehumbert, René Saameli ainsi que les organisations Armed Conflict Location and Event Data (ACLED) et Hydrosolutions.

Crédits photo

Couverture; Agriculture au Pays Dogon, Mali. © Torsten Pursche sur Shutterstock.

P.4; Silhouette d'un pêcheur malien relevant ses filets sur son bateau sur le fleuve Niger au coucher du soleil.

© Riccardo Niels Mayer sur Adobe Stock.

P.10; Vaches assoiffées buvant dans un trou d'eau utilisé par les tribus nomades près du village de Dagala au Tchad, 2 février 2017. © Xavier Boulenger sur Shutterstock.

P.28; © Pascal Bierret sur Adobe Stock

ISBN : 978-2-9701504-3-5

Le Geneva Water Hub reçoit le soutien de :



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

Au coeur de :

**Blue
Peace**



LES STRATÉGIES DE FINANCEMENT LIÉES A L'EAU DANS LA RÉGION DU LIPTAKO-GOURMA

Les enjeux de la coopération entre
l'humanitaire, le développement et la paix



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES GRAPHIQUES	4
LISTE DES ABRÉVIATIONS	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF (EXECUTIVE SUMMARY)	8
1. INTRODUCTION ET OBJECTIF DE L'ÉTUDE	11
2. CONTEXTE ET BESOINS CONNUS DANS LA RÉGION D'ÉTUDE DU LIPTAKO-GOURMA	13
2.1 Contexte géographique et institutionnel du Liptako-Gourma	13
2.2 Contexte sécuritaire	14
2.3 Besoins relatifs à l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le cadre de l'objectif de développement durable n°6 des pays	16
2.4 Besoins humanitaires évalués au Sahel central	22
2.5 Engagement budgétaire global de développement au niveau national	24
2.6 Pondération relative de l'aide publique au développement dans l'apport en capitaux étrangers	25
2.7 Rapport entre l'engagement budgétaire de développement et de sécurité	26
3. CADRE MÉTHODOLOGIQUE	29
3.1 Contraintes et réponses méthodologiques	30
3.2 Contenu de la base de données de l'étude	32
3.3 Données secondaires	34
4. RÉSULTATS	35
4.1 Types d'investissement dans l'eau et l'assainissement du milieu dans la région d'étude du Liptako-Gourma	35
4.2 Profil par pays des gestionnaires et des engagements budgétaires liés à l'eau dans la zone du Liptako-Gourma dans le nexus humanitaire-développement	37
4.3 Profil par zone d'étude des acteurs de financement et de gestion, et des engagements budgétaires dans la zone du Liptako-Gourma	48
4.4 Profil de l'engagement des acteurs humanitaires dans le Liptako-Gourma	57
4.5 Contexte de mise en œuvre des projets géolocalisés	60
5. SYNTHÈSE DES CONSTATS D'ÉTUDE	69
5.1 Développement	69
5.2 Humanitaire	70
5.3 Accès à l'information	70
6. PISTES DE RÉFLEXION EN VUE DES ENJEUX RELATIFS À LA GESTION DE L'EAU DANS LE NEXUS HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT	71
ANNEXE 1 - SITE WEB DES PARTENAIRES CONSULTÉS COURANT 2020	84
ANNEXE 2 - DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS PROGRAMME CONJOINT OMS-UNICEF DE SURVEILLANCE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	86
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	88

TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Nombre d'incidents sécuritaires par région et par année au Liptako-Gourma	14
Graphique 2 : Nombre d'incidents sécuritaires par type de violence et par type d'auteur au Liptako-Gourma.....	15
Graphique 3 : Nombre d'incidents sécuritaires par type d'auteur et par région au Liptako-Gourma	15
Graphique 4 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable au Burkina Faso	16
Graphique 5 : Taux d'accès des ménages à l'assainissement au Burkina Faso	16
Graphique 6 : Taux d'accès des ménages à l'hygiène au Burkina Faso	17
Graphique 7 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène selon le lieu d'habitation au Burkina Faso	17
Graphique 8 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement selon le revenu au Burkina Faso	17
Graphique 9 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable au Mali	18
Graphique 10 : Taux d'accès des ménages à l'assainissement au Mali	18
Graphique 11 : Taux d'accès des ménages à l'hygiène au Mali	19
Graphique 12 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène selon le lieu d'habitation au Mali	19
Graphique 13 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement selon le revenu au Mali.....	19
Graphique 14 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable au Niger	20
Graphique 15 : Taux d'accès des ménages à l'assainissement au Niger	20
Graphique 16 : Taux d'accès des ménages à l'hygiène au Niger	21
Graphique 17 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène selon le lieu d'habitation au Niger	21
Graphique 18 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement selon le revenu au Niger.....	21
Graphique 19 : Dépenses de développement ¹³ au Burkina Faso.....	24
Graphique 20 : Dépenses de développement au Mali	24
Graphique 21 : Dépenses de développement au Niger	24
Graphique 22 : Diversité des flux financiers en Afrique	25
Graphique 23 : Flux d'envoi de fonds des migrants vers leurs pays d'origine (Burkina Faso, Mali, Niger).	25
Graphique 24 : Dépenses militaires et de sécurité entre 2010 et 2023 pour la région du Sahel axées sur le Sahel central.	26
Graphique 25 : Répartition des projets de développement et action humanitaire liés à l'eau par indice de précision géographique et par pays.	32
Graphique 26 : Répartition des projets de développement et action humanitaire liés à l'eau par indice de précision géographique et par pays	33
Graphique 27 : Distribution des budgets Eau et assainissement du milieu selon les projets de développement et humanitaires	35

Graphique 28 : Distribution des budgets des projets de développement Eau monosectoriel selon le type d'eau (euros).....	36
Graphique 29 : Distribution des budgets des projets de développement Eau monosectoriel selon le type d'eau.	36
Graphique 30 : Total des budgets des projets de développement Eau et assainissement du milieu monosectoriel.....	37
Graphique 31 : Budget des projets monosectoriel eau et assainissement du milieu selon le type d'hydraulique.	37
Graphique 32 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Burkina Faso (euros).	38
Graphique 33 : Affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant les projets de développement liés à l'eau ainsi que les aides humanitaire WASH dans la zone d'étude du Burkina Faso.	39
Graphique 34 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Mali (euros).	41
Graphique 35 : Affectations budgétaires des gestionnaires par secteurs concernant les projets de développement lié à l'eau ainsi que les aides humanitaires WASH dans la zone d'étude du Mali.	42
Graphique 36 : Répartition des budgets des projets de développement lié à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Niger (euros).....	43
Graphique 37 : Affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant les projets de développement lié à l'eau ainsi que les aides humanitaires WASH dans la zone d'étude du Niger.....	45
Graphique 38 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau multi-pays selon les secteurs d'activités (euros).	46
Graphique 39 : Affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant des aides humanitaire WASH et de développement liés à l'eau, uniquement multi-pays dont le Burkina Faso, le Mali et le Niger ainsi que d'autres pays.	47
Graphique 40 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités (euros).....	48
Graphique 41 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités (euros).....	48
Graphique 42 : Affectations budgétaires des bailleurs de fonds par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau.	50
Graphique 43 : Affectations budgétaires des bailleurs par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau.....	52
Graphique 44 : Affectations budgétaires des gestionnaires par secteurs concernant des projets de développement.	54
Graphique 45 : Affectations budgétaires des gestionnaires par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau.	56
Graphique 46 : Affectations budgétaires des bailleurs à des gestionnaires pour l'aide humanitaires WASH.	58
Graphique 47 : Total des flux financiers liés à des aides humanitaires WASH selon les pays.	59
Graphique 48 : Répartition temporelle et géographique des contributions et engagements financiers liés à des aides humanitaires WASH.....	60

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABN	Autorité du Bassin du Niger
ACLED	Données sur les lieux et les événements des conflits armés (Armed Conflict Location and Event Data)
ACTED	Agence d'Aide à la coopération technique et au développement
AECID	Agence espagnole pour la coopération internationale au développement
AFD	Agence Française de Développement
AICS	Agence italienne pour la coopération au développement
ALG	Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma
AMC	Affaires mondiales Canada
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BFA	Burkina Faso
BM	Groupe de la Banque Mondiale
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CILSS	Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
Danida	Agence danoise pour le développement international
DDC	Direction du Développement et de la Coopération de la Confédération Suisse
DTM	Matrice de suivi des déplacements
Enabel	Agence belge de développement
EUCAP Sahel Mali	Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes
EUCAP Sahel Niger	Mission de soutien aux capacités des intervenants nigériens en matière de sécurité en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée
EUTM Mali	Mission de formation de l'Union européenne au Mali
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FERDI	Fondation pour les études et recherches sur le développement international
FMI	Fonds Monétaire International
G5 Sahel	Groupe 5 Sahel
GIZ	Agence allemande de coopération internationale allemande pour le développement
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger
IATI	Initiative internationale pour la transparence de l'aide

IFAD	Fonds international de développement agricole
IPG	Indice de précision géographique
IRC	Comité international de secours
KFW	Établissement allemand de crédit pour la reconstruction
LuxDev	Agence luxembourgeoise de coopération au développement
MAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères du pays concerné
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
NEA	Agence néerlandaise pour l'entreprise
NGO	Organisation non gouvernementale
NIG	Niger
Norad	Agence norvégienne de coopération au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires rattaché au Secrétariat de l'ONU
OFDA	Bureau de l'aide aux catastrophes à l'étranger de l'USAID
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONEA	Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
ONU	Organisation des Nations unies
PNUD/UNDP	Programme des Nations unies pour le développement
SEEN et SPEN	Société d'Exploitation des Eaux du Niger et Société de Patrimoine des Eaux du Niger
SIDA	Agence suédoise de développement et coopération
SIPRI	Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNIDO	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WASH	Eau, assainissement et hygiène

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La priorisation de l'eau dans l'agenda international de réponse à la crise sécuritaire du Sahel, s'aggravant depuis une décennie jusqu'à menacer la stabilité de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, constitue un enjeu majeur porté par des organisations et des experts dans les domaines de la paix, du développement, de l'humanitaire et de la sécurité. L'accès à l'eau est de fait un besoin prioritaire des communautés affectées par le conflit, mais elle est également la clé essentielle d'une relance de l'économie rurale comprenant tous les usages productifs qui en dépendent. Il faut comprendre pour cela la manière dont l'eau mobilisée dans des zones fragiles telles que la région du Liptako-Gourma, partagée entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, qui a basculé dans une crise humanitaire majeure. Facilitant un dialogue sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel depuis 2018, le Geneva Water Hub a réalisé cette étude sur les engagements budgétaires liés à l'eau focalisé sur les zones limitrophes du Liptako-Gourma, afin de fournir une vue d'ensemble sur l'état des financements dans le domaine de l'eau et ses usages productifs. A travers un recensement de 575 projets de développements et flux financiers humanitaires affectés

entre 2015 et 2020, l'étude présente quels bailleurs de fonds financent quels gestionnaires dans quels domaines d'activités liés à l'eau. Cet état des lieux des stratégies de financement permet d'engager un dialogue sur les réponses à apporter à la crise sécuritaire structurés autour des trois enjeux : 1) la reconnaissance du rôle des acteurs locaux, 2) le renforcement des institutions endogènes à la région, 3) les mécanismes de coordination et de financement des acteurs du développement et de l'humanitaire. Comme l'a affirmé le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, la coopération dans le domaine de l'eau a un rôle stratégique à jouer dans la diplomatie préventive et la résolution des conflits. Afin d'œuvrer à une sortie de crise au Sahel, une telle coopération doit s'employer, d'une part, à assurer un dialogue permanent avec les populations locales autour des besoins et usages autour de la ressource en ciblant en priorité les communautés marginalisées et en fournissant des services de base, d'autre part, à organiser les cadres intersectoriels et les plateformes de connaissances de la ressource qui permettront de gérer les rivalités d'usages au niveau local, national et transfrontière dans la durée.

EXECUTIVE SUMMARY

The prioritisation of water in the international agenda to respond to the security crisis in the Sahel, which has been worsening for a decade and threatens the stability of the whole of West Africa, is a major issue according to organisations and experts in the fields of peace, development, humanitarian and security. Access to water is indeed a priority need of conflict-affected communities, but it is also the essential key to reviving the rural economy, including all the productive uses that depend on it. This requires an understanding of how water is mobilised in fragile areas such as the Liptako-Gourma region, shared by Burkina Faso, Mali and Niger, which has fallen into a major humanitarian crisis. Facilitating a dialogue on water as a vector for peace in the Sahel since 2018, the Geneva Water Hub has carried out this study on water-related budgetary commitments focused on the areas bordering Liptako-Gourma, in order to provide an overview of the state of financing in the field of water and its productive uses. Through a census of 575 development projects and humanitarian financial flows allocated between 2015 and 2020,

the study presents which donors are financing which managers in which areas of water-related activities. This overview of funding strategies allows for a dialogue on the responses to the security crisis, structured around three issues: 1) recognition of the role of local actors, 2) strengthening of institutions endogenous to the region, 3) coordination and funding mechanisms for development and humanitarian actors. As stressed by the Global High-Level Panel on Water and Peace, water cooperation has a strategic role to play in preventive diplomacy and conflict resolution. In order to contribute to solution to the Sahel crisis, such cooperation must seek, on the one hand, to ensure a permanent dialogue with local populations about the needs and uses of the resource by targeting marginalised communities as a priority and by providing basic services, and on the other hand, to organise intersectoral frameworks and knowledge platforms on the resource that will make it possible to manage rivalry between uses at the local, national and transboundary levels in the long term.



1. INTRODUCTION ET OBJECTIF DE L'ÉTUDE

Le Geneva Water Hub est engagé dans un dialogue multi-acteurs sur le rôle stratégique de l'eau dans la région du Sahel et les approches de promotion de l'eau comme un instrument de paix et de coopération. L'eau est au cœur du développement socio-économique, à plus forte raison dans les régions soumises à un stress hydrique, comme le Sahel. L'accès à l'eau est la clé qui permet les activités productives rurales et définit les utilisations possibles des terres. Dans les contextes fragiles, l'accès à l'eau conditionne l'occupation territoriale et les mouvements des forces armées et des groupes armés non étatiques. Les déplacements forcés imposent aux communautés d'accueil la charge de garantir l'accès à l'eau pour tous. La croissance démographique, les déficiences de gouvernance de l'eau, le déséquilibre urbain-rural, les convoitises sur les ressources naturelles, l'accès limité ou en régression aux services de base vitaux, et la dégradation des conditions sécuritaires ont graduellement attisé les tensions et les conflits complexe. Ceci se focalisent dans les zones de fragilité et déchirent le tissu social local. Pourtant, l'eau peut être tant une source de conflits qu'un moyen de renforcer le dialogue et la coopération entre des parties prenantes.

En novembre 2018, le Geneva Water Hub a organisé une table ronde sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel¹ qui a réuni des experts de différents domaines (gestion de bassin, développement, humanitaire, militaire, consolidation de la paix, recherche, société civile et secteur privé) afin d'identifier des axes d'intervention recourant à l'eau comme un thème de dialogue et un levier de la cohésion sociale. Cette rencontre a été marquée par un consensus sur la nécessité de prioriser le développement et la protection des services de l'eau en tant que base stratégique pour le développement des régions instables. Afin d'appuyer la réflexion collective stratégique initiée par cette table ronde, le Geneva Water Hub a conduit la présente analyse portant sur les zones limitrophes de la région du Liptako-Gourma. Cet espace

frontalier partagé entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger concentre une majorité des violences armées de la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest ayant provoqué de fait une crise humanitaire majeure.

Dans un contexte marqué par une volonté de la communauté internationale de contribuer aux efforts de développement et de réponses aux besoins humanitaires des Etats de la région, il importe de disposer d'une vue d'ensemble sur les projets et actions visant à renforcer l'accès à l'eau et à soutenir les moyens de subsistance des populations locales. Sur la base de ce constat, la présente étude poursuit l'objectif de comprendre, dans le domaine de l'aide internationale, les engagements budgétaires en cours en 2020 des acteurs du développement et de l'humanitaire dans la région d'étude du Liptako-Gourma portant sur le domaine de la gestion de l'eau et de l'assainissement du milieu et sur les domaines associés à l'utilisation productive de l'eau.

A cette fin, l'étude a recensé 575 engagements budgétaires en cours en 2020, regroupant 218 projets de développement et 357 flux financiers humanitaires, en identifiant à travers une revue documentaire **les financements des bailleurs de fonds, les gestionnaires de projets ou acteurs humanitaires ainsi que les secteurs financés liés à l'eau, qu'ils soient mono ou multisectoriels**. Les résultats de l'étude sont basés sur des informations rendues disponibles par les acteurs à travers les sites internet utilisées pour cette revue documentaire. Les limites d'accès aux informations relatives à la géolocalisation des activités et à la désagrégation des budgets de projet ont ainsi structuré les résultats de l'étude, qui a répondu à ces contraintes en apportant divers indices de précision géographique (IPG) de l'information et en regroupant les activités de projet par catégorisation sectorielle et multisectorielle analogue.

Cet état des lieux des engagements budgétaires liés à l'eau dans un des épicentres de la crise sécuritaire du

¹ Geneva Water Hub, Rapport de la table ronde « L'eau comme vecteur de paix au Sahel », Février 2019.

Sahel permet de tirer des constats sur les stratégies de financement dans les domaines services d'eau et d'assainissement du milieu et des usages productifs de l'eau en zone fragile. Sur cette base ainsi qu'en se référant aux principes internationaux de l'aide au développement et à certaines problématiques d'intervention, tels que celles tirées du contexte de l'Afghanistan, des pistes de réflexions sont posées sur les réponses à apporter à la crise sécuritaire structurée autour des trois enjeux : 1) la reconnaissance du rôle des acteurs locaux, 2) le renforcement des institutions endogènes à la région, 3) les mécanismes de coordination et de financement des acteurs du développement et de l'humanitaire. Dans cette optique, **la coopération dans le domaine de l'eau se présente comme un atout stratégique pour œuvrer à des résolutions de conflits pour autant qu'une véritable approche ascendante puisse être déployée.** La réflexion portée ici s'appuie en grande partie sur un dialogue mené avec des leaders et des acteurs communautaires du Liptako-Gourma tenu en juin 2021 à Ouagadougou.² Cette réunion a permis à ces représentants communautaires, vivant cette crise humanitaire et développant des stratégies de résilience, de porter leur vision sur les réponses à apporter à cette crise, sur le rôle que l'eau peut jouer dans leurs sociétés, ainsi que sur leur aspiration à faire partie intégrante de la mise en œuvre des solutions. Ce qui implique en premier lieu d'améliorer leur connaissance sur les fonds disponibles et la mise à disposition de guichets au niveau local pour que ces acteurs puissent les mobiliser.

La section 2 de l'étude aborde le contexte de la région du Liptako-Gourma, en passant en revue les données sur les violences armées, les besoins recensés des populations sur le plan du développement et sur

le plan humanitaire, ainsi qu'une présentation plus générale des investissements de développement et de sécurité dans les trois pays. La section 3 explique la méthodologie employée pour cette étude, ses limites et leurs influences sur les résultats. L'usage d'un Indice de Précision Géographique est un élément particulièrement important pour que le lecteur comprenne à partir de quelle zone géographique sont issues les données présentées dans les graphiques de la présente étude, une majorité des données ne pouvant être attribuées avec certitude aux zones limitrophes du Liptako-Gourma. La section 4 présente les résultats de l'étude en abordant les représentations des engagements budgétaires des acteurs du développement et de l'humanitaire dans le domaine de la gestion de l'eau et de l'assainissement du milieu et de l'eau productive. Cette section décline les informations par zones relatives aux trois pays, par projets multi-pays, puis par des vues d'ensemble de la région d'étude du Liptako-Gourma. Elle offre également une série de cartographies thématiques des projets géolocalisables en rapport aux positionnements spatiaux des bailleurs de fonds, au contexte de mise en œuvre des projets relatifs aux violences armées, aux déplacements forcés des populations et aux évolutions hydrologiques dans la région. La section 5 dresse une synthèse des principaux constats de l'étude. La section 6 propose des recommandations ainsi que des pistes de réflexions à approfondir pour contribuer aux efforts de positionnement des acteurs locaux, de renforcement des institutions et de coordination des acteurs dans le nexus humanitaire et développement. L'étude se conclut sur les perspectives d'intégrer la coopération dans le domaine de l'eau comme un axe central des stratégies pour la paix au Sahel.

² www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-des-acteurs-locaux-sur-leau-comme-vecteur-de-paix-au-sahel#impact

2. CONTEXTE ET BESOINS CONNUS DANS LA RÉGION D'ÉTUDE DU LIPTAKO-GOURMA

2.1 CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET INSTITUTIONNEL DU LIPTAKO-GOURMA

La région du Liptako-Gourma est géographiquement située à cheval sur les trois territoires nationaux du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger. Avec la création en 1970 de l'Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG), cette région a acquis une définition administrative correspondant à la zone d'intervention de cette autorité regroupant les trois pays. Initialement, l'ALG a été créée comme une organisation de coopération en matière de développement ayant pour mission de promouvoir le développement harmonieux et intégré par la mise en valeur dans un cadre régional de ses ressources minières, énergétiques, hydrauliques, agropastorales et piscicoles.³ En raison de la crise sécuritaire ayant frappé la région depuis 2012 à partir du Mali, l'ALG inscrit son champ d'action par un traité révisé en janvier 2017 dans le continuum *Sécurité et Développement*, en se voyant confier la mission supplémentaire d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie appropriée qui réponde aux défis sécuritaires dans les États membres. L'ALG inscrit désormais son action dans trois axes majeurs que sont la réduction de la pauvreté, le développement durable et renforcement de la sécurité.

Il existe plusieurs définitions de la zone d'intervention de l'ALG. Selon son traité de 2017, « l'action de l'ALG se déploie sur toute l'étendue des territoires des États membres ».⁴ Les limites dites « strictes » de la région regroupe cependant les régions suivantes :

Au Burkina Faso, la zone de la Région du Liptako-Gourma couvre en totalité ou en partie vingt-six provinces réparties entre huit régions administratives, à savoir :

- la région du Sahel;
- la région de l'Est;
- la région du Centre-Nord;
- la région du Centre;
- la région du Plateau Central;
- la région du Centre-Sud;
- la région du Nord;
- la région du Centre-Est.

L'ensemble de cette zone couvre une superficie de 157 500 km², soit 30 % de la superficie de la Région du Liptako-Gourma et 58 % de celle du Burkina Faso.

Au Mali, la zone de la Région du Liptako-Gourma couvre totalement ou partiellement neuf Cercles répartis entre cinq régions administratives, notamment :

- la région de Mopti ;
- la région de Tombouctou ;
- la région de Gao;
- la région de Kidal
- la région de Menaka.

L'ensemble de cette zone couvre une superficie de 256 000 Km², soit 48 % de la superficie de la Région Liptako-Gourma et 21% de celle du Mali.

Au Niger, la zone de la Région du Liptako-Gourma du Niger couvre les trois régions administratives suivantes :

- la région administrative de Tillabéri ;
- la région administrative de Dosso ;
- la région administrative de Niamey.

³ www.liptakogourma.org/mission-et-objectifs

⁴ Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (2017), *Traité révisé de l'Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG)*, art. 2

La zone couvre une superficie de 123 000 km², soit 23 % de la superficie de la région du Liptako-Gourma et 10 % de celle du Niger.

La présente étude sur les engagements budgétaires liés à l'eau dans le nexus développement et humanitaire s'est cependant concentré dans les régions administratives limitrophes de la région du Liptako-Gourma (voir section 3 Cadre méthodologique), cette zone d'étude étant caractérisée par une plus forte concentration de violences armées et de besoins humanitaires.

2.2. CONTEXTE SÉCURITAIRE

La région du Liptako-Gourma est caractérisée par une augmentation croissante des violences armées. Celles-ci ont causées la mort de 1745 personnes⁵ en 2018, 3400 personnes en 2019 et 4695 personnes en 2020 dans les régions limitrophes entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Sur ces trois dernières années, ces décès sont à 53 % causées par des affrontements armés, et à 47 % par des exactions commises contre les populations civiles directement. Les affrontements armés comprennent également des décès parmi les civils lorsque ceux-ci sont victimes de dommages collatéraux.⁶ La population civile est ainsi particulièrement touchée par ces conflits. Face à cette situation, les acteurs humanitaires⁷ et les acteurs de la société civile engagés dans la consolidation de la paix et la protection des droits humains⁸ appellent à faire

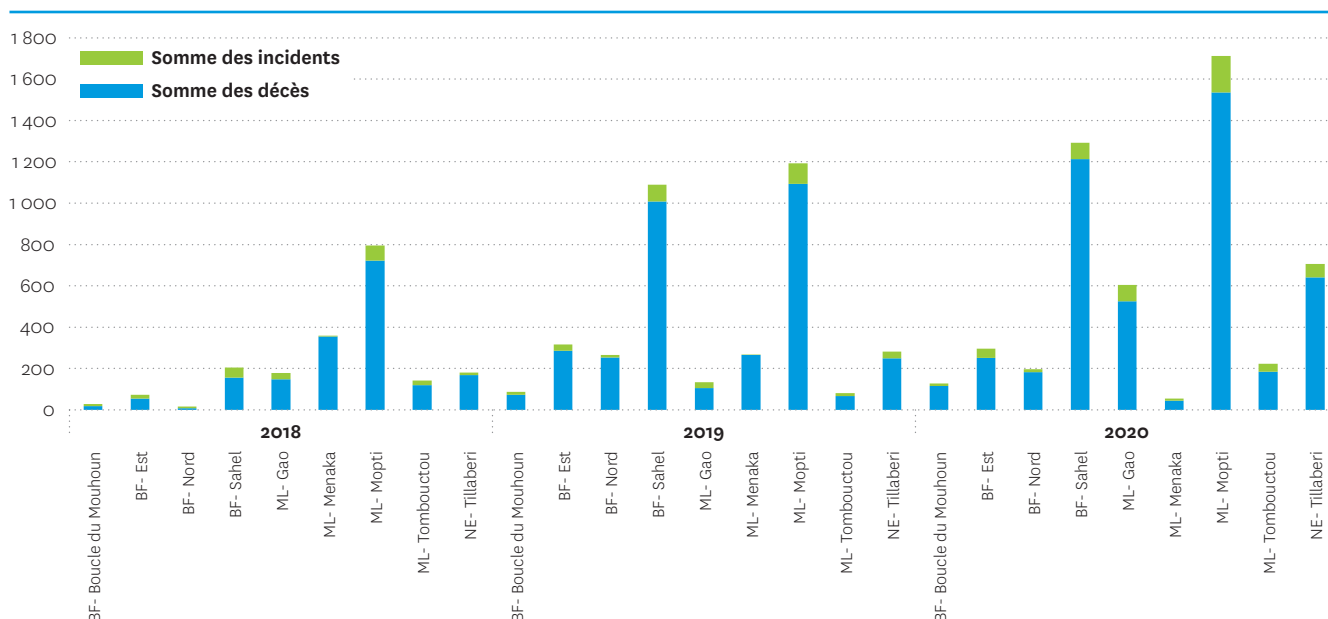
de la protection des civils une priorité dans les doctrines d'engagements armés dans la région.

Parmi les régions le plus concernées par des incidents sécuritaires, on retrouve Mopti (Mali), le Sahel (Burkina Faso) et le Tillabéri (Niger). On retrouve ainsi des formes d'insécurité sévères dans les trois pays et une croissance générale des incidents dans toute la zone frontière.

Les groupes armés non-étatiques affiliés à des groupes armés dit « djihadistes » sont les principaux auteurs de violence dans la région, suivi des forces de défense et de sécurité nationales et régionales, puis des milices et groupes d'autodéfense. En ce qui concerne les exactions contre les civils, ces trois types d'acteurs exercent toutefois des degrés de violences similaires, comme démontré dans le graphique n°2. Les groupes armés dit djihadistes sont particulièrement actifs dans les trois régions du Sahel au Burkina Faso, de Mopti au Mali et du Tillabéri au Niger, comme présenté dans le graphique n°3. La région de Mopti concentre les degrés de violence les plus importants exercés à la fois par les milices et groupes d'autodéfenses, les groupes armés dit djihadistes et des forces de défense et de sécurité. Ces derniers acteurs sont particulièrement actifs dans la région du Sahel au Burkina Faso en plus de celles de Mopti au Mali, et leurs interventions sont caractérisées comparativement par un plus grand nombre de morts par incidents.

Graphique 1 : Nombre d'incidents sécuritaires par région et par année au Liptako-Gourma

Source : production Geneva Water Hub, données ACLED, 01/2018 – 12/2020.



⁵ OCHA, Le Sahel central : Aperçu des besoins et des fonds requis révisés, Octobre 2020

⁶ ACLED, Codebook

⁷ ACLED, Codebook

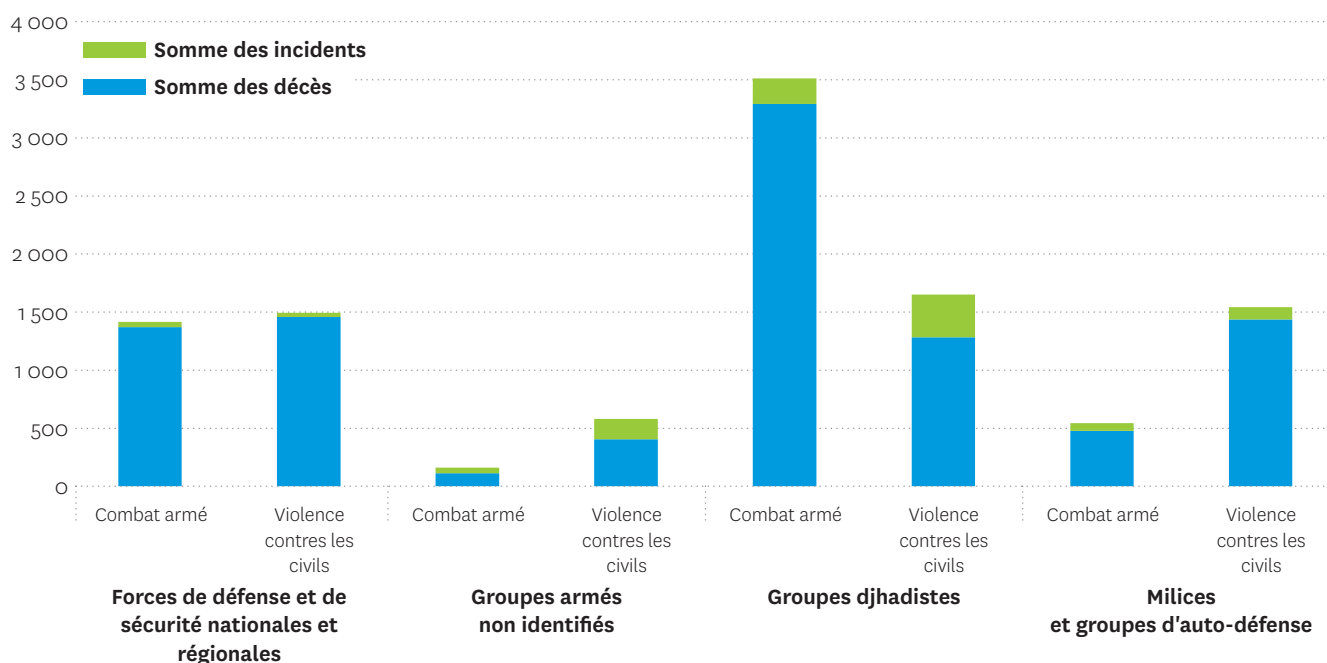
⁸ Coalition citoyenne pour le Sahel, Sahel : Ce qui doit changer, Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations, Recommandations de la Coalition citoyenne pour le Sahel, Avril 2021

La section 4.5 de l'étude présente également une lecture géolocalisée des violences armées en rapport à l'emplacement des projets de développement liés à l'eau dans la région du Liptako-Gourma. Celle-ci donne à voir

sur trois ans l'évolution des violences armées en rapport au lancement de nouveaux projets de développement.

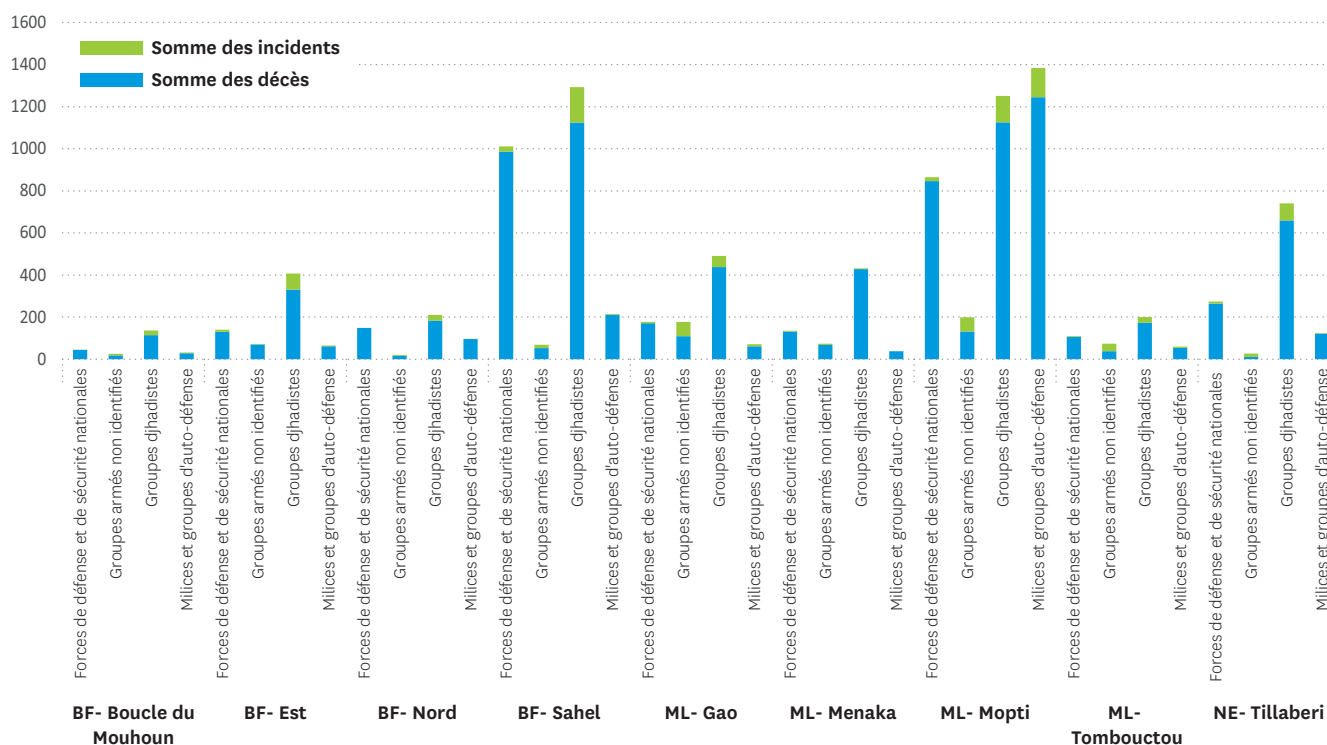
Graphique 2 : Nombre d'incidents sécuritaires par type de violence et par type d'auteur au Liptako-Gourma

Source : production Geneva Water Hub, données ACLED, 01/2018 – 12/2020.



Graphique 3 : Nombre d'incidents sécuritaires par type d'auteur et par région au Liptako-Gourma

Source : production Geneva Water Hub, données ACLED, 01/2018 – 12/2020.



2.3. BESOINS RELATIFS À L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT DANS LE CADRE DE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE N°6 DES PAYS

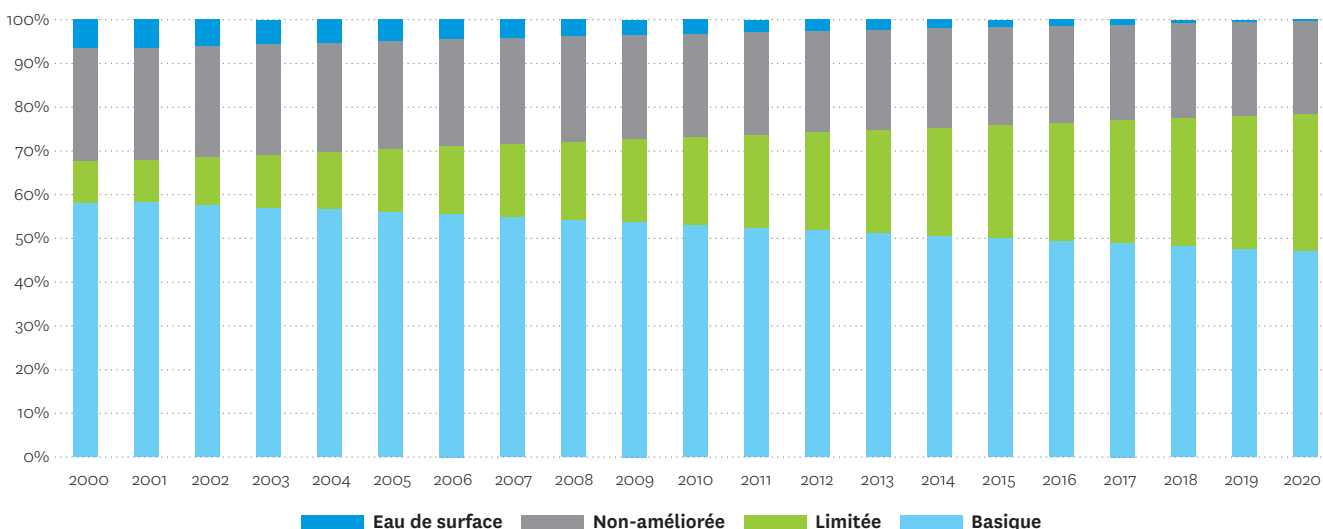
Les dernières données portant sur l'Objectif de développement durable n°6 de l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable font état en 2020 du fait que respectivement 53% des populations n'ont pas un accès basique à un service d'eau au Burkina Faso, 18% au Mali et 53% au Niger. En ce qui concerne les populations rurales, cette proportion s'élève respectivement à 67% au Burkina Faso, 28% au Mali et 61% au Niger. L'étude présente ci-dessous ces dernières données produites

par le Programme Conjoint OMS/UNICEF de Surveillance de l'Approvisionnement en Eau et de l'Assainissement.⁹ Cependant, il est à craindre fort probablement que l'accès des populations à ces services ait été en nette régression depuis 2015 dans les zones de fragilité en raison de la crise humanitaire. Les besoins humanitaires évalués en 2020 sont abordés dans la sous-section suivante. Les définitions des légendes des graphiques provenant du Programme d'évaluation conjointe OMS/UNICEF sont disponibles dans l'annexe 2 de l'étude. Il est à relever qu'aucun des trois pays ne rapportent de données quant à un accès à une eau potable gérée en toute sécurité.

i. Données pour le Burkina Faso

Graphique 4 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable au Burkina Faso

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



Graphique 5 : Taux d'accès des ménages à l'assainissement au Burkina Faso

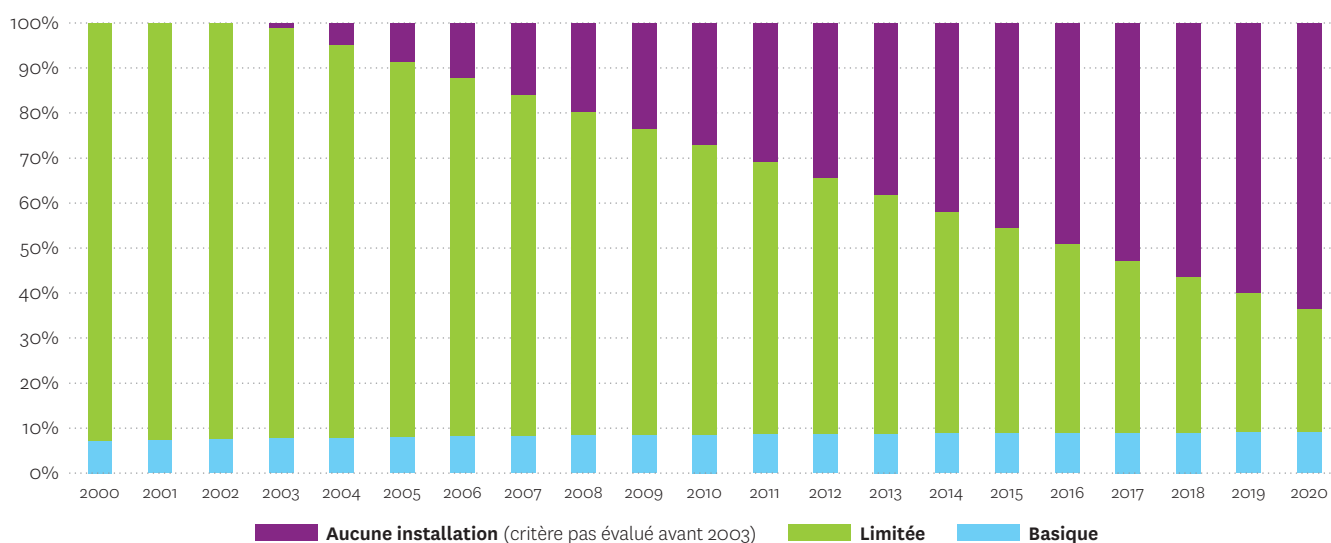
Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



⁹ WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene

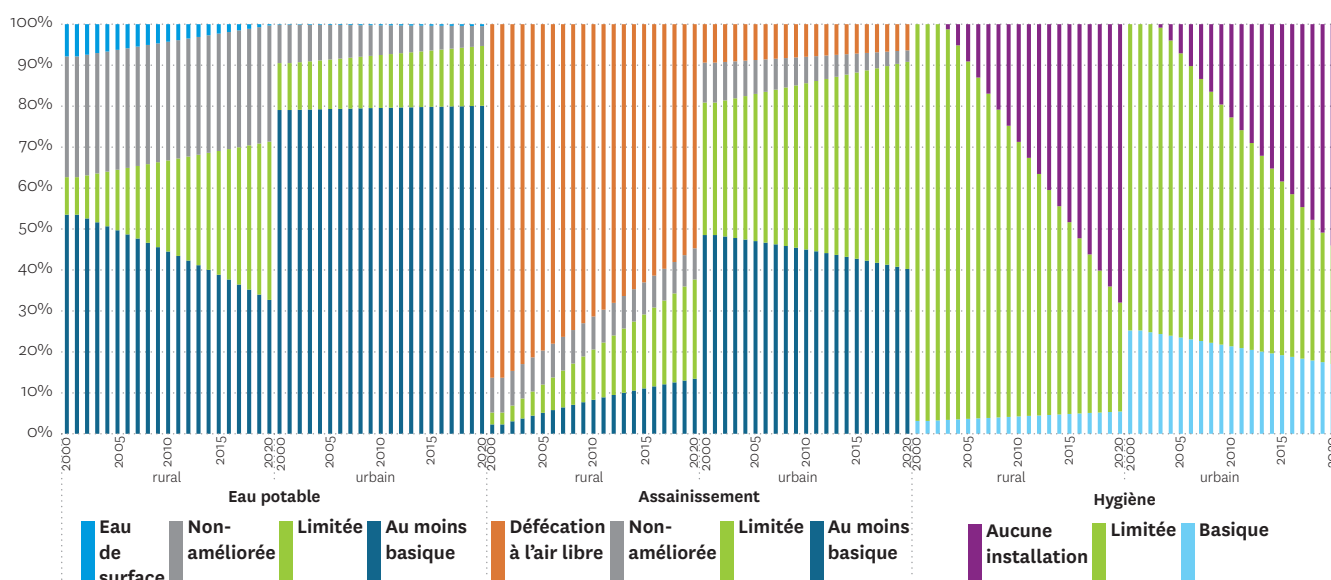
Graphique 6 : Taux d'accès des ménages à l'hygiène au Burkina Faso

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



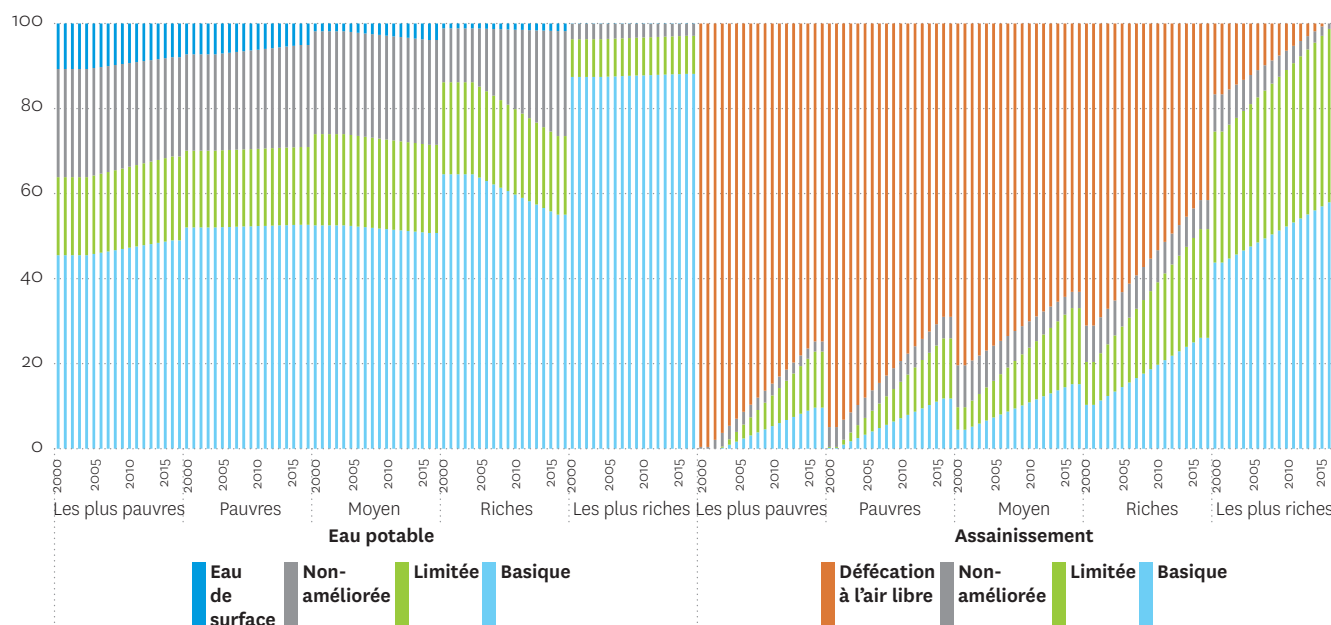
Graphique 7 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène selon le lieu d'habitation au Burkina Faso

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



Graphique 8 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement selon le revenu au Burkina Faso

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



Les données montrent une difficulté pour le Burkina Faso à améliorer l'accès basique aux services d'eau potable à sa population. Le milieu rural est, en particulier, en régression constante depuis 2000. Au niveau des inégalités d'accès en fonction du revenu, l'accès à l'eau augmente légèrement pour la classe la plus défavorisée, stagne pour la classe pauvre, régresse pour les classes moyennes et riches et se maintient à un niveau élevé pour la classe la plus riche.

En ce qui concerne l'accès basique à l'assainissement, le Burkina Faso est parvenu à maintenir une progression très

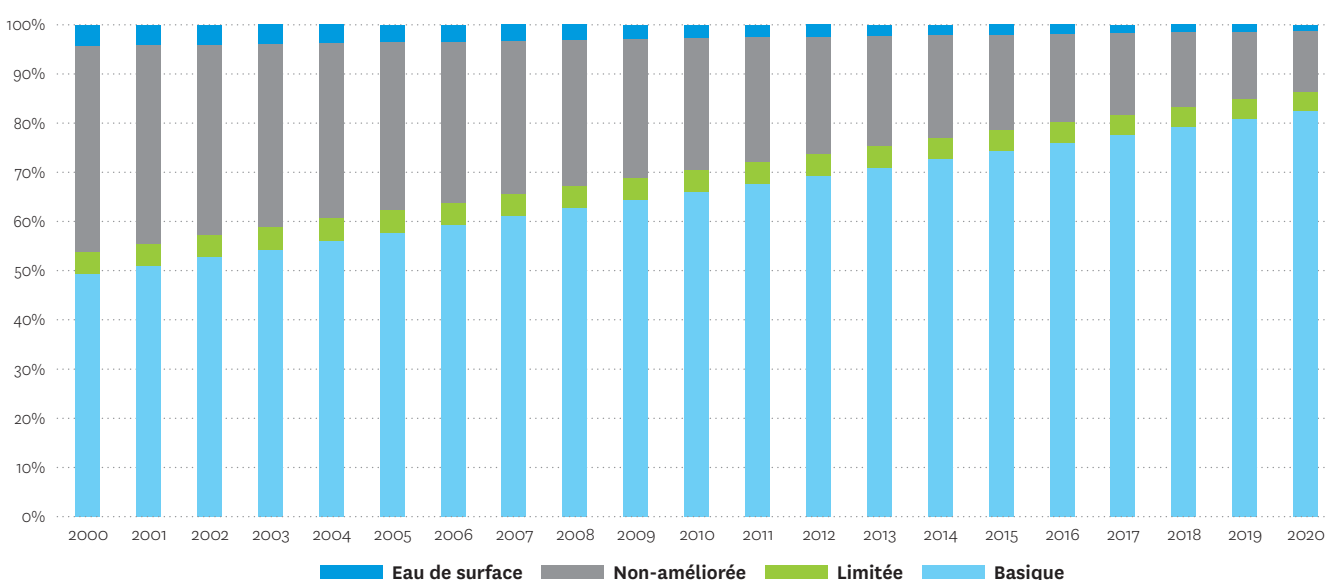
modérée de sa couverture, avec toutefois une régression dans le milieu urbain. Les écarts selon les classes de revenus sont modérés dans la tendance à l'augmentation de l'accès. Seule la classe la plus aisée est parvenue à mettre fin à la défécation à l'air libre.

Quant à l'accès basique à l'hygiène, le Burkina Faso régresse de plus en plus de ménage ne possédant aucune installation.

ii. Données pour le Mali

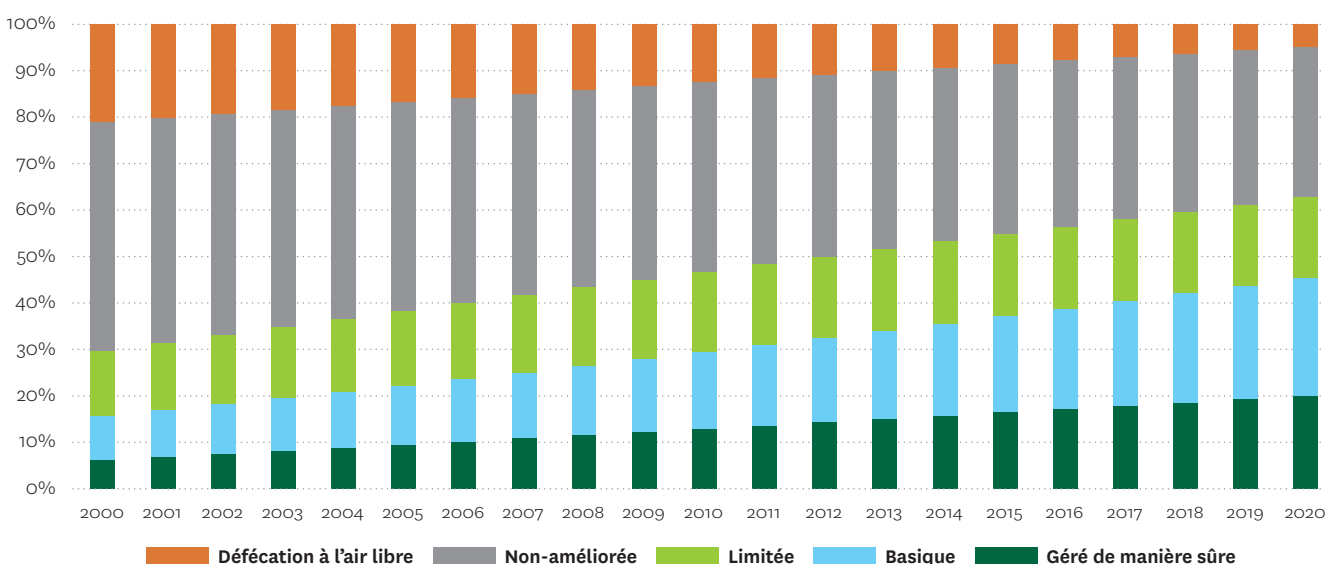
Graphique 9 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable au Mali

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



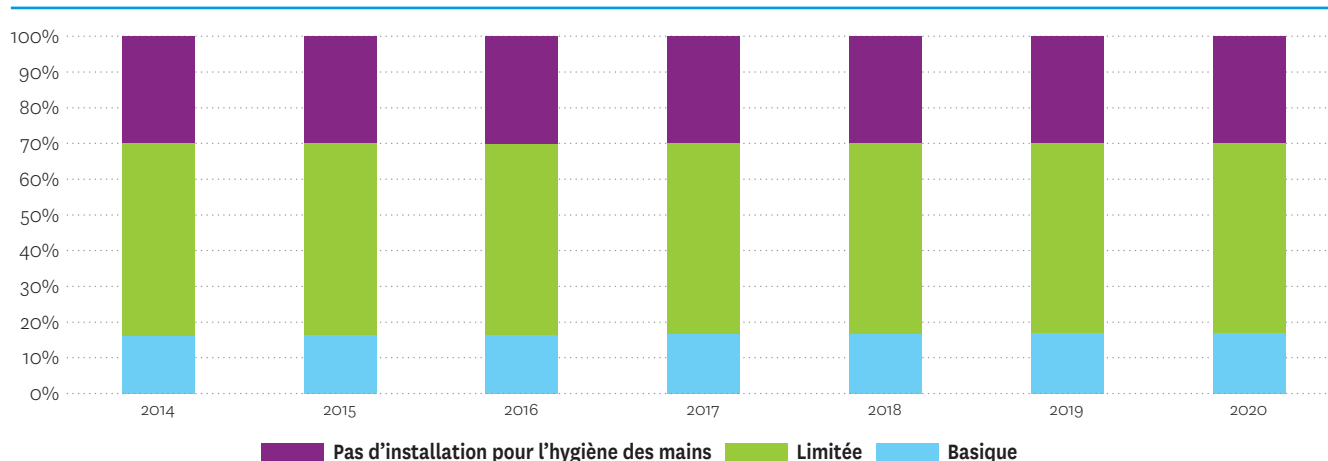
Graphique 10 : Taux d'accès des ménages à l'assainissement au Mali

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



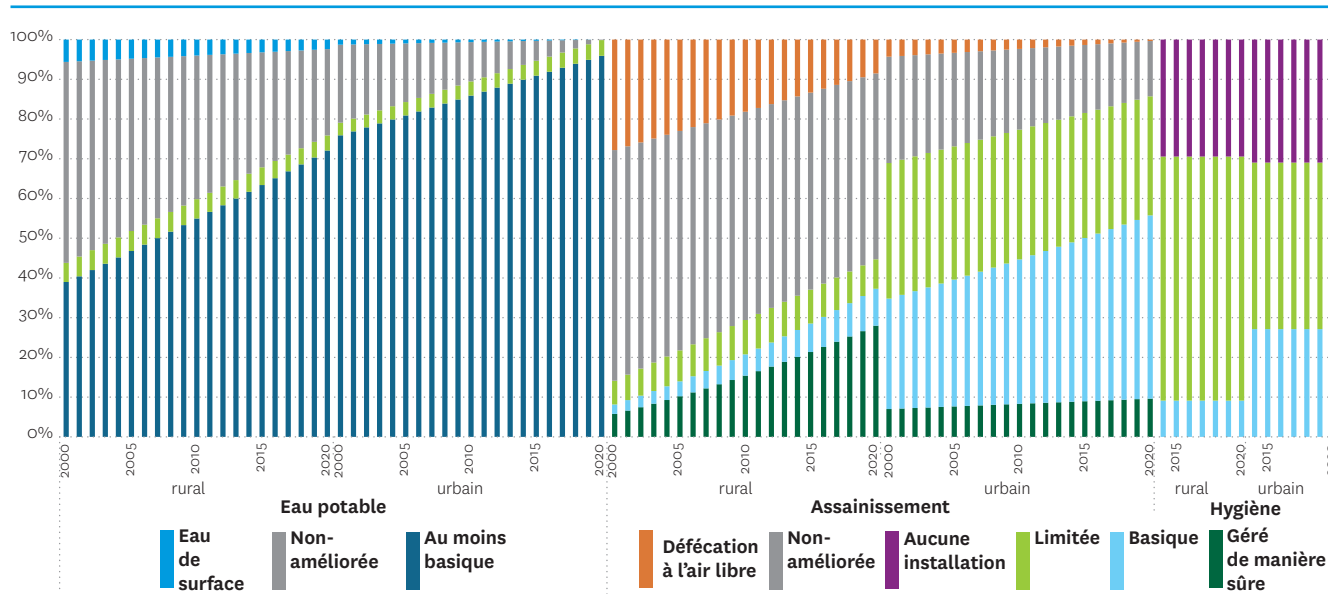
Graphique 11 : Taux d'accès des ménages à l'hygiène au Mali

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



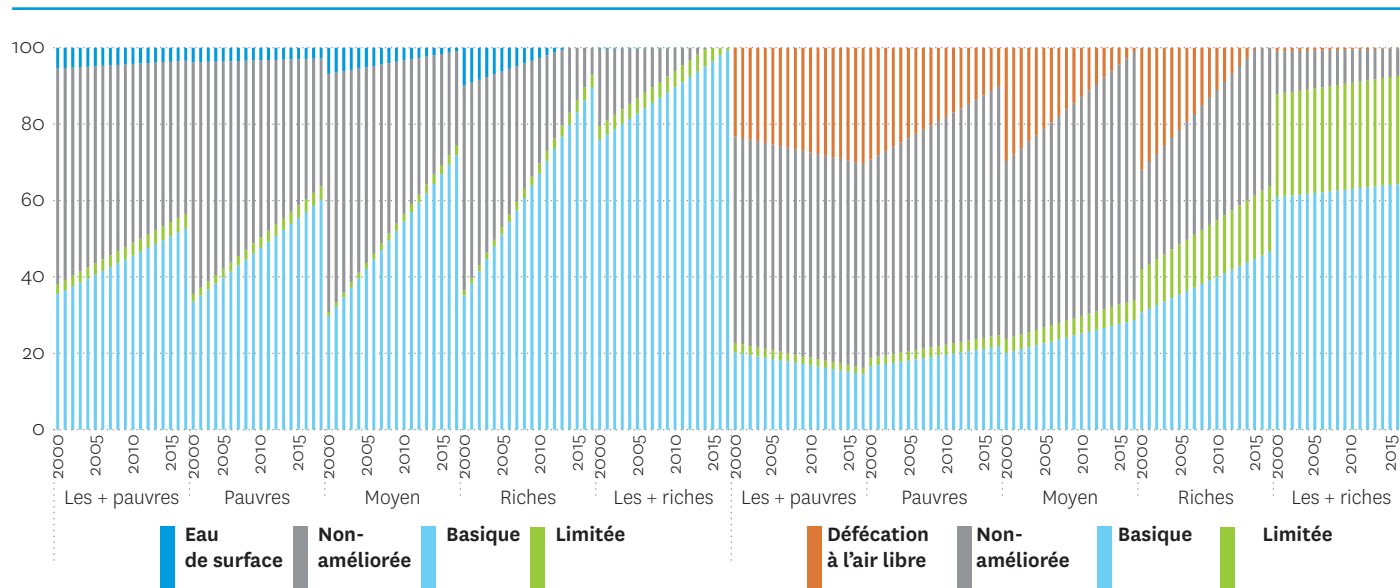
Graphique 12 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène selon le lieu d'habitation au Mali

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



Graphique 13 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement selon le revenu au Mali

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



Le Mali est parvenu jusqu'en 2020 à maintenir une progression d'un accès basique à l'eau potable pour sa population en réduisant l'écart entre milieu urbain et rural. Toutes les classes de revenu ont amélioré l'accès basique avec une progression plus forte en fonction du revenu.

L'accès à l'assainissement a maintenu une progression modérée des populations pour un accès basique et un

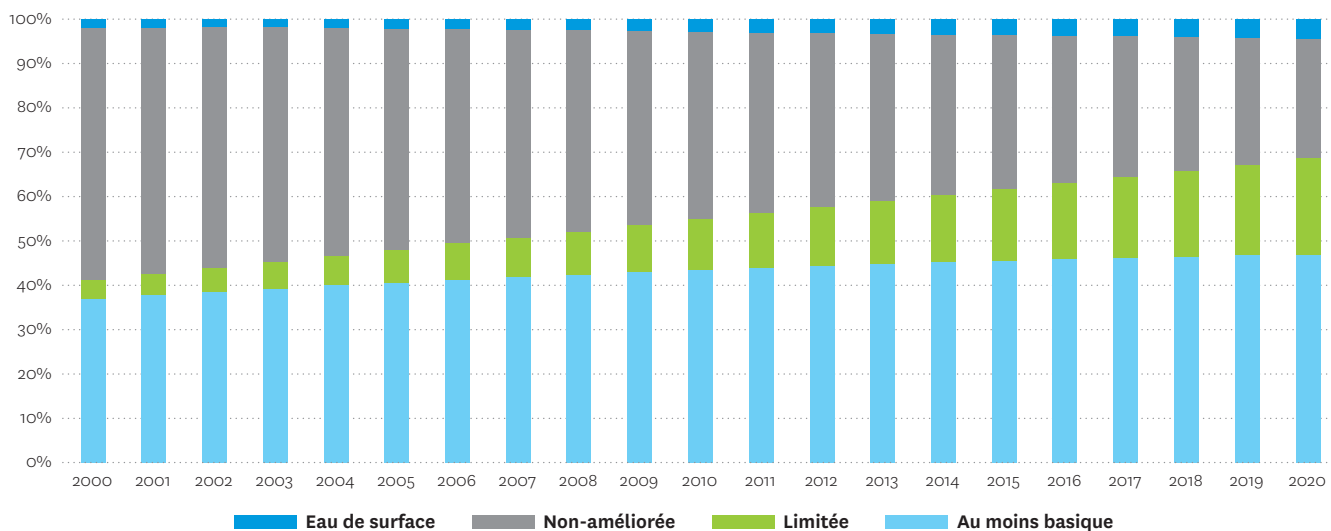
accès géré de manière sûre. Cependant, la classe la plus défavorisée a subi une régression de son accès.

En termes d'accès à l'hygiène, la couverture stagne et les écarts en milieu urbain et rural sont maintenus en défaveur de ce dernier.

iii. Données pour le Niger

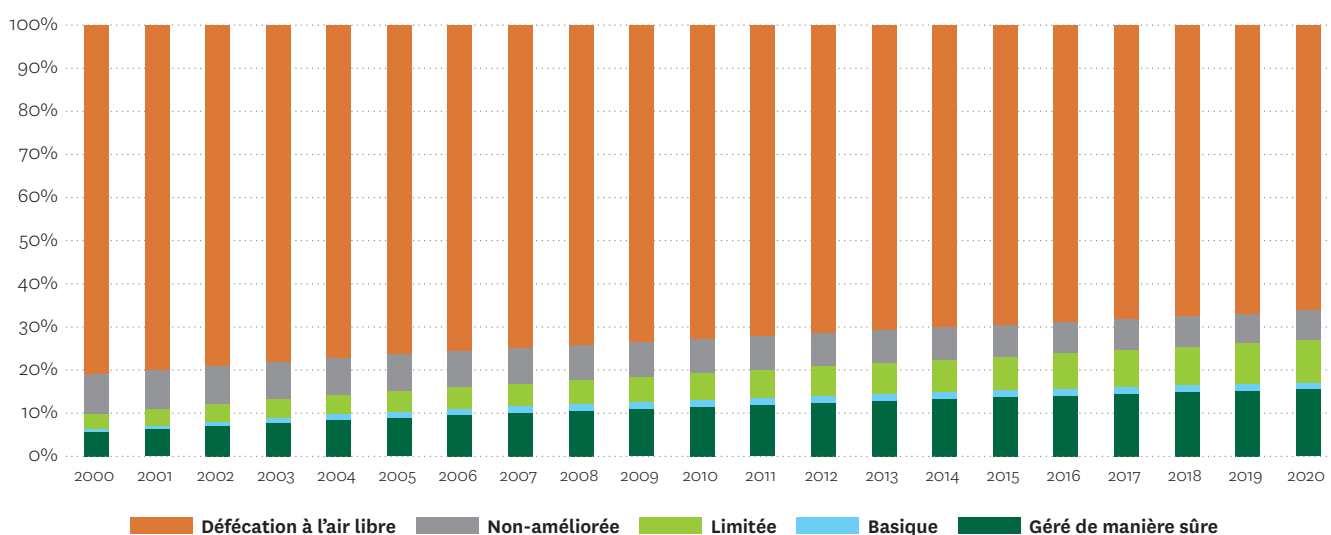
Graphique 14 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable au Niger

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



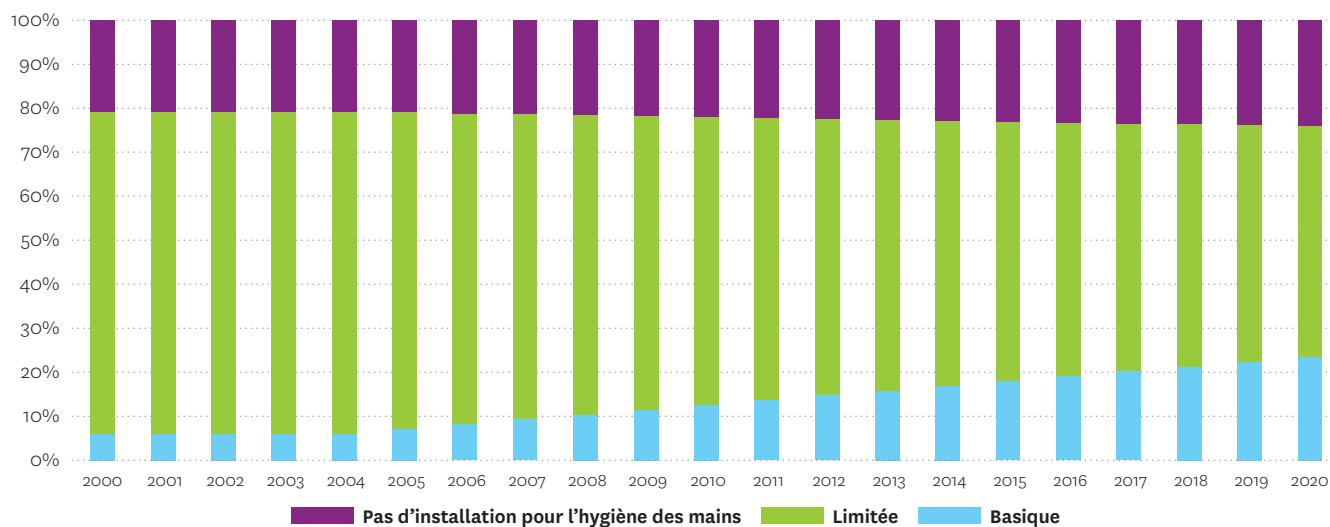
Graphique 15 : Taux d'accès des ménages à l'assainissement au Niger

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



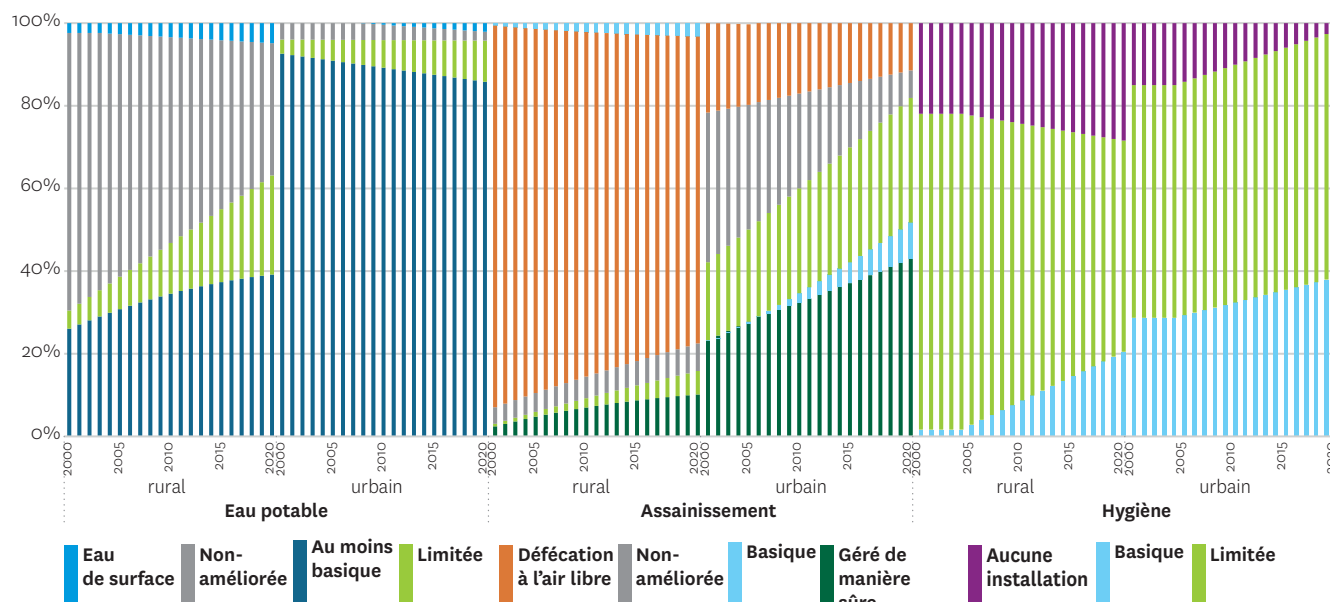
Graphique 16 : Taux d'accès des ménages à l'hygiène au Niger

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



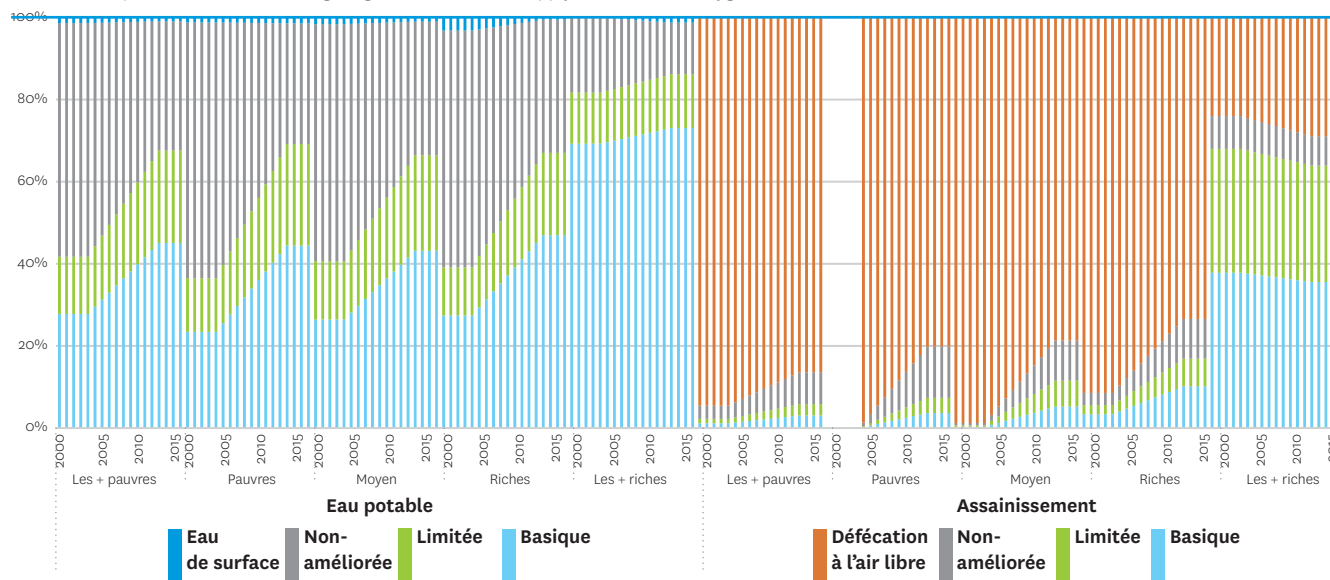
Graphique 17 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène selon le lieu d'habitation au Niger

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



Graphique 18 : Taux d'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement selon le revenu au Niger

Source : WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene



Le Niger est fait face à une régression de l'accès basique de sa population à l'eau potable en ayant perdu 10% de couverture en 20 ans. Il est cependant le pays ayant comparativement la plus forte croissance démographique. Les écarts importants entre milieu rural et urbain se sont réduits. Toutefois, ceci s'est fait aux dépens du milieu urbain qui subit une régression. En ce qui concerne les écarts en fonction du revenu, la progression du taux de couverture est très similaire pour toutes les classes à l'exception de la classe la plus aisée qui a eu une progression plus faible, ce qui a permis de réduire de manière générale les inégalités d'accès.

L'accès à l'assainissement a maintenu une progression modérée des populations pour un accès basique qui reste extrêmement faible. La fin de la défécation à l'air libre n'a pas été atteinte ni en milieu rural, ni en milieu urbain, ni dans aucune classe de revenu. En termes d'accès à l'hygiène, la couverture stagne et les écarts en milieu urbain et rural sont maintenus en défaveur de ce dernier.

2.4. BESOINS HUMANITAIRES ÉVALUÉS AU SAHEL CENTRAL

L'explosion des violences armées a provoqué une crise humanitaire majeure dans l'espace frontalier du Burkina Faso, du Mali et du Niger, également dénommé Sahel central. En octobre 2020, une table ronde ministérielle a été organisée sous l'égide du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en collaboration avec les gouvernements du Danemark et de l'Allemagne, l'Union européenne, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et la FAO. Elle a réuni les autorités des trois pays et des acteurs humanitaires et du développement. L'évaluation des besoins humanitaires des populations qui y a été présentée porte à 13,4 millions les personnes nécessitant une assistance et une protection vitale, ce qui correspond environ à 20% des population de la région.¹⁰ 1,6 millions de personnes ont été forcé de quitter leur foyer et 291 mille personnes vivent sous un statut de réfugié dans

un autre pays. 7,4 millions de personnes font face à l'insécurité alimentaire et 888 mille enfants souffrent de malnutrition sévère.

En ce qui concerne les besoins humanitaires en matière d'accès à l'eau, à l'assainissement (employant l'acronyme courant anglais « WASH ») pour le Sahel Central, 6,7 millions de personnes ont besoin d'une aide urgente WASH, réparties entre 2,3 millions de personnes au Burkina Faso, 2,7 millions de personnes au Mali, 1,7 millions de personnes au Niger. Entre les 3 pays, 27 millions de personnes sont sans accès à l'eau potable, 50 millions de personnes sont sans accès à l'assainissement dans leurs foyers et 18 millions n'ont pas de quoi se laver les mains à la maison.¹¹

Les projections actuelles à court terme pour les trois pays réalisées par le Centre Régional AGRHYMET du Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) pour le Cadre Harmonisé d'identification des zones et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest signalent des situations de phase 3 (Crise) et phase 4 (Urgence) pour la majorité des régions administratives dans le Liptako-Gourma, telles que présentées dans les cartographies ci-dessous. Cette situation d'insécurité alimentaire sévère concerne 2,8 millions de personnes au Burkina Faso, 1,3 millions de personnes au Mali et 2,2 millions de personnes au Niger.

Les fonds requis pour répondre aux besoins humanitaires ont été évalués pour 2021 à respectivement 500 millions \$ pour le Burkina Faso, 522 millions \$ pour le Mali et 500 millions \$ pour le Niger. En 2020, les besoins humanitaires estimés, globalement inférieurs de 108 millions \$, n'avaient été couverts qu'à hauteur de 38% pour le Burkina Faso, 37% au Mali et 43% au Niger.¹²

La section 4.5 de l'étude présente également une lecture géolocalisée des déplacements forcés en rapport avec l'emplacement des projets de développement d'eau et d'assainissement du milieu contenant ou non une composante associée à l'eau productive dans la région du Liptako-Gourma

¹⁰ OCHA, Le Sahel central : Aperçu des besoins et des fonds requis révisés, Octobre 2020

¹¹ UNICEF, *Water Under Fire* dans le Sahel central : Protéger l'accès aux services sociaux de base, Evènement parallèle sur les questions WASH 13 Octobre 2020. www.unocha.org/sites/unocha/files/Annex%201%20Water%20Under%20Fire%20in%20Central%20Sahel-French.pdf

¹² OCHA, Le Sahel central : Aperçu des besoins et des fonds requis révisés, Octobre 2020

Carte 1 : Situation alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso, Mali, Niger (Mars à Août 2021)

Source : données AGRHYMET/CILSS

SITUATION COURANTE (MARS-MAI 2022)

BURKINA FASO



3,5 millions seront en situation de crise à pire



Phases	Courante	Projetée
M	14 458 619	12 468 940
S	4 428 829	5 331 444
C	2 042 708	2 825 046
U	323 739	628 464
F	0	0

SITUATION PROJETÉE (JUIN-AOÛT 2022)



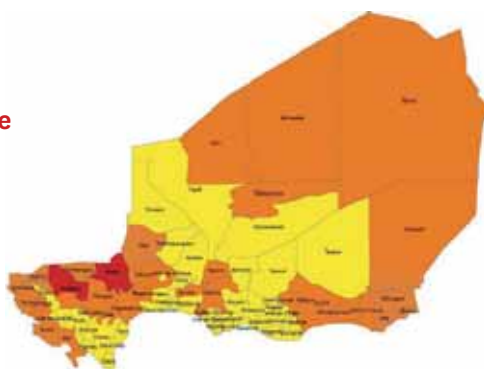
NIGER



4,4 millions seront en situation de crise à pire



Phases	Courante	Projetée
M	15 302 083	13 217 392
S	6 296 720	7 313 342
C	3 113 618	3 976 601
U	220 720	425 805
F	0	0



SITUATION COURANTE (MARS-MAI 2021)

MALI



1,3 millions seront en situation de crise à pire



Phases	Courante	Projetée
M	16 988 771	15 720 651
S	3 256 239	4 084 276
C	837 143	1 245 568
U	29 846	61 504
F	0	0

SITUATION PROJETÉE (JUIN-AOÛT 2021)



■ Phases 1 : minimale
 ■ Phases 2 : sous pression
 ■ Phases 3 : crise
 ■ Phases 4 : urgence
 ■ Phases 5 : famine

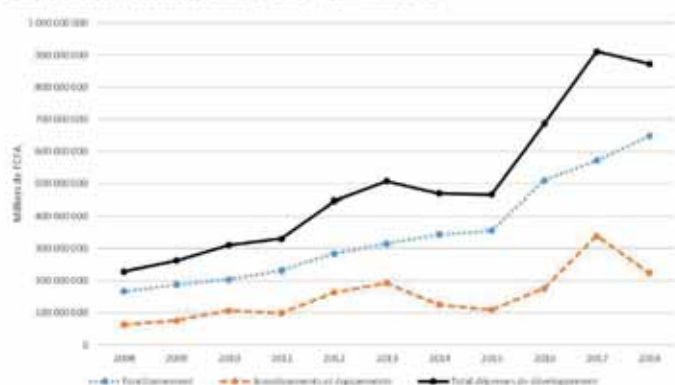
2.5. ENGAGEMENT BUDGÉTAIRE GLOBAL DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL

Cette section présente des données sur les dépenses nationales de développement des trois pays en tirées d'une étude de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI). Celles-ci démontrent globalement une augmentation constante de ces dépenses dans le contexte de crise sécuritaire.

Graphique 19 : Dépenses de développement¹³ au Burkina Faso

Source : Chaire Sahel de la Ferdi (2021) - Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement dans les pays du G5 sahel. p126.

Graphique 41 : Dépenses de développement au Burkina Faso, en milliers de FCFA

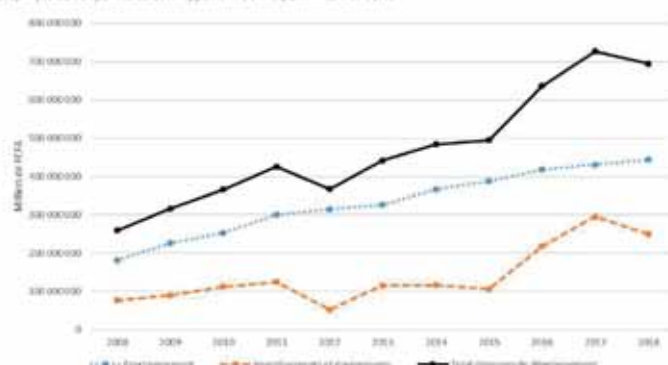


Le budget de référence¹⁴ burkinabè a connu une forte croissance entre 2008 et 2018. Les dépenses effectives ont crû au rythme annuel moyen de 10%. Cette croissance a été particulièrement forte en 2012, 2016 et 2017. Seules les années 2014 et 2018 ont vu les dépenses finales de l'État diminuer. Cette amélioration des finances publiques s'est traduite par de fortes hausses budgétaires sectorielles. Le budget le plus important est celui consacré à l'éducation (55% de dépenses de développement en moyenne sur la période), suivi par la santé (22%), les autres dépenses sociales des autres secteurs (20%) et la protection sociale (3%).

Graphique 20 : Dépenses de développement au Mali

Source : Chaire Sahel de la Ferdi (2021) - Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement dans les pays du G5 sahel. p158.

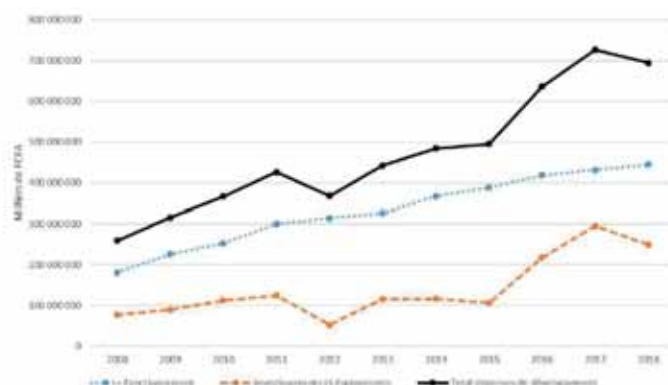
Graphique 38 : Dépenses de développement au Mali, en milliers de FCFA



Le budget de référence malien a connu une forte croissance entre 2008 et 2018. Les dépenses effectives ont crû au rythme annuel moyen de plus de 9%. Cette croissance a été particulièrement forte en 2013 et 2016. Seules 2012 (année du début des troubles politiques et sécuritaires importants associés à une réduction des financements extérieurs) et 2018 ont vu les dépenses finales de l'État diminuer. Cette amélioration des finances publiques s'est traduite par l'accroissement significatif des budgets sectoriels. Le budget le plus important est celui consacré à l'éducation (52% de dépenses de développement en moyenne sur la période), suivi par les dépenses sociales des autres secteurs¹⁵ (24%), la santé (15%), et la protection sociale (10%).

Graphique 21 : Dépenses de développement au Niger

Source : Chaire Sahel de la Ferdi (2021) - Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement dans les pays du G5 sahel. p225.



¹³ Dépenses de développement : Santé, éducation, protection sociale et dépenses sociales des autres secteurs (il s'agit des dépenses sociales du monde rural composé des secteurs de l'hydraulique, assainissement, agriculture, élevage, pêche, environnement et infrastructures).

¹⁴ Budget de référence : budget de l'Etat diminué des dépenses relatives à la dette, aux financements extérieurs, aux budgets annexes et aux comptes et fonds spéciaux du Trésor

¹⁵ Selon la méthodologie de l'étude de la FERDI p.90, les dépenses des autres secteurs sociaux correspondent aux dépenses sociales du monde rural composé des secteurs de l'hydraulique, assainissement, agriculture, élevage, pêche, environnement et infrastructures

Le budget de référence nigérien a connu une forte croissance entre 2008 et 2018. Les dépenses effectives ont crû au rythme annuel moyen de 11% sur la période 2008-2018. La croissance du budget a été particulièrement importante en 2012 et 2014, où le taux de croissance annuel a dépassé les 30%. 2016 est la seule année où les dépenses ordonnancées du budget de référence ont connu une baisse, particulièrement importante (-23%). Cette amélioration des finances publiques s'est traduite par l'accroissement significatif des budgets sectoriels. Une analyse par secteur permet de constater que chacun évolue de manière différente, et que l'éducation est, de loin, le plus important des quatre secteurs (64% des dépenses finales de développement sur toute la période), suivi par la santé (19%), les autres secteurs de développement (16%) et la protection sociale (1%).

2.6. PONDÉRATION RELATIVE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS L'APPORT EN CAPITAUX ÉTRANGERS

En raison de l'évolution des transferts financiers internationaux, l'aide publique au développement est à mettre en perspective comme une source de financement relativement minoritaire de l'ensemble des flux contribuant au développement des pays. En effet, les flux de capitaux privés, les transferts de fonds de la diaspora, les dons privés ou encore les autres apports du secteur public constituent globalement plus de deux

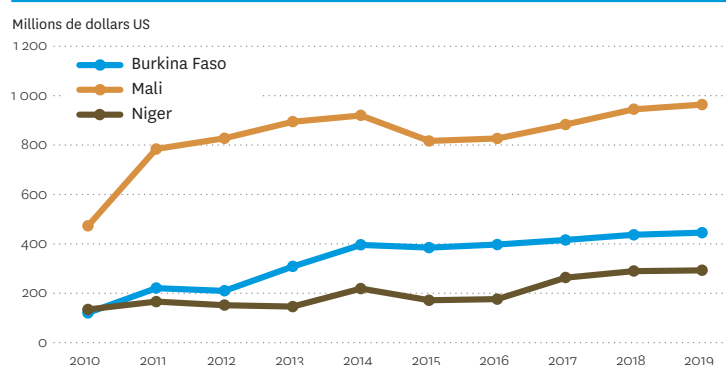
tiers des flux financiers en Afrique. Certains flux, tels que les transferts de fonds de la diaspora ou les flux de capitaux privés, pris isolément, sont parfois supérieurs à l'aide publique au développement.

Au niveau des trois pays de l'étude, les données du Partenariat mondial pour la connaissance sur les migrations et le développement (KNOMAD) et de la Banque Mondiale permettent de donner une indication des flux d'envoi de fonds des migrants vers leurs pays d'origine. Pour les trois pays, on note en moyenne une tendance à la hausse de ces flux entre 2010 et 2019. Le Mali est le pays qui recense les envois de fonds de la part de la diaspora les plus élevés, suivi du Burkina Faso et du Niger.¹⁶

Graphique 23 : Flux d'envoi de fonds des migrants vers leurs pays d'origine (Burkina Faso, Mali, Niger).

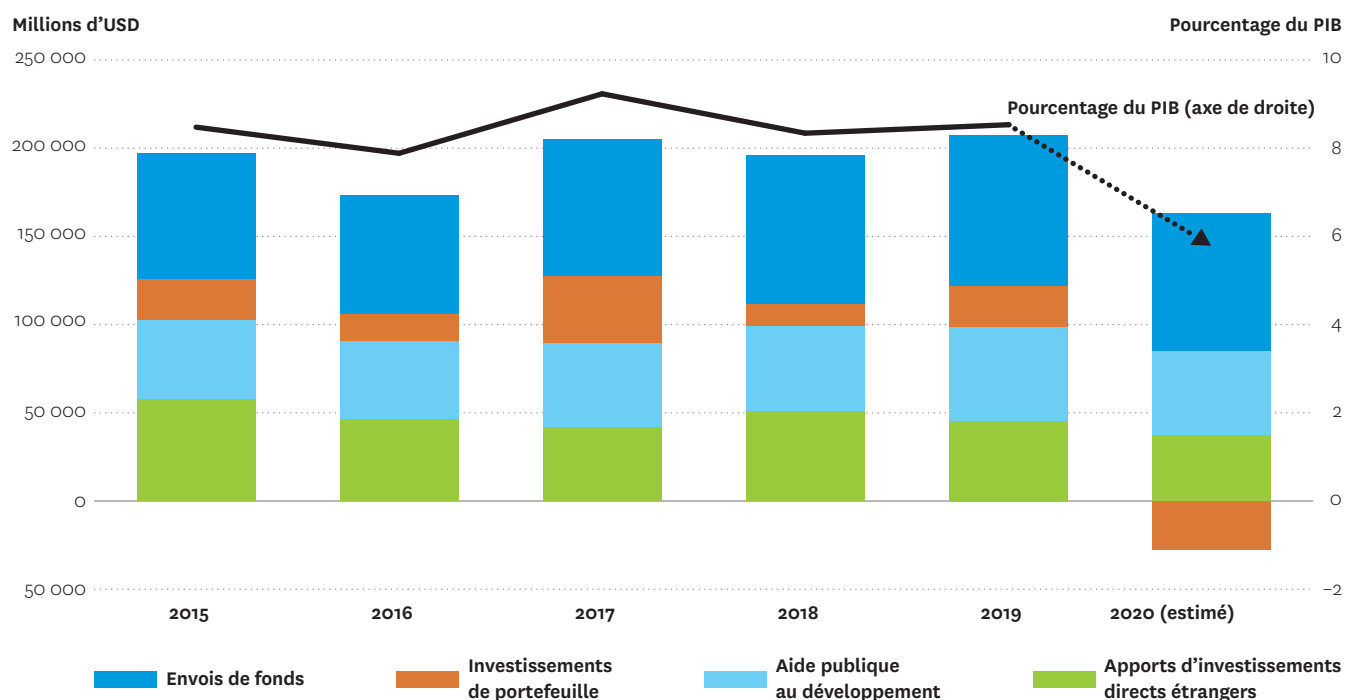
Total : 13,7 milliards de dollars

Source : KNOMAD et base de donnée de la Banque Mondiale sur les migrations et les envois de fonds



Graphique 22 : Diversité des flux financiers en Afrique

Source : Calculs des services de la Banque basés sur les statistiques de la Banque africaine de développement, de la CNUCED, de l'OCED, de la Banque mondiale, et des bases de données statistiques de la balance des paiements (BP) du FMI.



¹⁶ <https://ideas4development.org/transferts-migrants-solution-financement-crise>

Pour l'année 2018, on constate ainsi que le rapport entre le total de dépenses des flux financiers d'envoi de fonds de la diaspora équivaut respectivement à 76% du total de dépenses de développement nationale du Mali, 28,5% pour le Burkina Faso, et 43% pour le Niger.

Dans l'exercice de recensement des engagements budgétaires visés par la présente étude, il faut ainsi garder à l'esprit que seule une partie des fonds mobilisé dans le contexte d'étude est reflété dans les représentations graphiques. L'aide publique au développement est toutefois particulièrement déterminante dans l'orientation des politiques publiques en contribuant à une partie importante des dotations financières des administrations ministérielles et des collectivités territoriales, et en fournissant fréquemment une assistance technique auprès de la fonction publique.

2.7. RAPPORT ENTRE L'ENGAGEMENT BUDGÉTAIRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE SÉCURITÉ

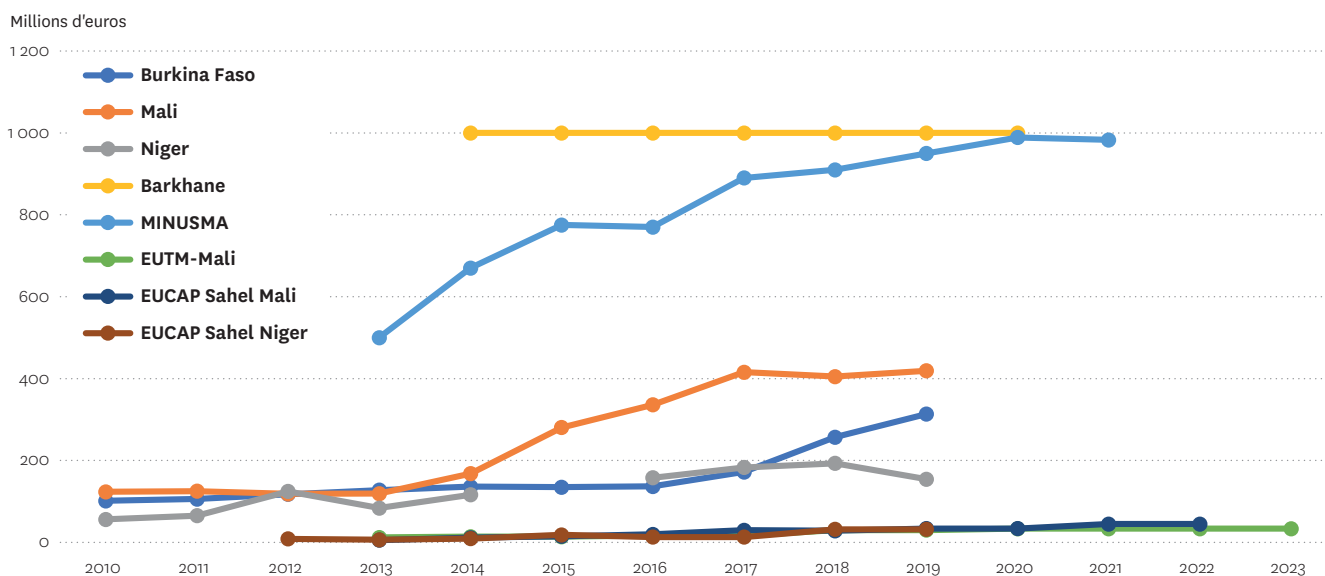
Les budgets liés au développement sont également à mettre en perspective avec ceux liés à la sécurité. Les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) attestent d'une augmentation des budgets militaires nationaux depuis le début de la crise sécuritaire en 2012. A cela s'ajoute les dépenses militaires liées à certaines opérations extérieures (opérations de maintien de la paix, opérations de formation militaire, opérations conventionnelles, etc).

Alors que les budgets consacrés à la sécurité dans toute la région augmentent massivement, le financement humanitaire et les investissements de développement ne suivent pas l'augmentation rapide des besoins. Le financement moyen des trois plans de réponse humanitaire pour l'année 2020 s'élevait à 40 %, à deux mois de la fin de l'année 2020.¹⁸

Graphique 24 : Dépenses militaires et de sécurité entre 2010 et 2023 pour la région du Sahel axées sur le Sahel central.

Total : 20,3 milliards €

Source : Produit par le Geneva Water Hub, d'après les données SIPRI Military Expenditure Database 2010 – 2019 et autres.



¹⁷ www.ladepeche.fr/2021/01/11/operation-barkhane-on-arrive-a-la-limite-de-ce-qui-acceptable-en-cout-humain-et-financier-selon-michel-goya-9305272.php; www.jeuneafrique.com/535438/politique/g5-sahel-414-millions-deuros-mobilises-mais-uniquement-pour-la-premiere-annee; <https://eutmmali.eu/mandats>; www.assemblee-nationale.fr/14/europe/rap-info/i4472.asp; https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-mali/40878/%C3%A0-propos_fr; www.consilium.europa.eu/fr/search/?Keyword=EUCAP+Sahel+Niger&filetypes=PAGE. Budget for the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali for the period from 1 July 2013 to 30 June 2021 : report of the Secretary-General.

¹⁸ OCHA, 2020, Sahel central : aperçu des besoins et des fonds requis révisés.

De façon générale pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger, la qualité des données internationales sur les dépenses de sécurité reste insuffisante pour analyser l'effet d'éviction de ces dernières sur les dépenses de développement au Sahel. Néanmoins, l'analyse des données de dépenses de sécurité et de développement collectées auprès des administrations locales semble indiquer qu'un effet d'éviction des dépenses sécuritaires sur les dépenses de développement peut être suspecté pour plusieurs exercices budgétaires de ces trois pays.¹⁹

Tel que relevé lors du 6^{ème} Forum sur la Paix et la Sécurité en Afrique de Dakar,²⁰ il y a lieu de prendre conscience du coût que pèse l'engagement militaire sur le budget des Etats, qui en 2019 accaparait jusqu'à 19% du budget national du Niger et jusqu'à 22% de celui du Mali. L'enjeu stratégique du rapport entre les dépenses militaires et de développement doit être questionné devant le constat, largement soutenu, que la crise sécuritaire au Sahel ne saurait se résoudre uniquement sur le plan militaire. Les dépenses recensées rendent compte d'un rapport de proportionnalité d'environ 1€ dépensé pour le développement et l'humanitaire pour 4€ pour l'engagement militaire et de sécurité (5,83 milliards de

dépenses de développement et humanitaires contre 22,5 milliards de dépenses militaires). Comme argumenté dans le chapitre 5 de cette étude, les fragilités socio-économiques et les tensions d'inégalités aux ressources naturelles et à l'eau constituent dans une large mesure le déclencheur de l'engrenage des violences armées. Les approches de nexus développement et sécurité ont tenté de répondre à ces réalités, avec toutefois des investissements insuffisants pour le volet développement. Par ailleurs, l'enjeu stratégique de l'eau n'a pas été pleinement considéré jusqu'ici dans les stratégies de réponses à la crise. La ressource hydrique étant indispensable à toute activité productive de l'économie rurale, la question n'est donc pas si l'investissement pour l'approvisionnement et la gestion de l'eau est pertinente, mais bien comment développer une stratégie de valorisation des eaux qui répondent aux défis liés aux dynamiques de cohésion sociale et aux perspectives d'essor économique des communautés sahéennes réduisant les inégalités dans ces contextes fragiles. Pour aller dans ce sens, un état des lieux sur les stratégies de financement liés à l'eau est une étape nécessaire.

¹⁹ Chaire Sahel de la Ferdi (2021) Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement dans les pays du G5 sahel.

²⁰ Actes du 6e Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, Intervention de SEM. Issoufou KATAMBÉ, Ministre de la Défense du Niger



3. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Pour réaliser cette étude, un recensement de 575 projets de développement et flux financiers humanitaires liés à l'eau a été réalisé. L'étude a procédé à une revue documentaire des différentes sources en ligne afin de répondre aux questions suivantes : qui sont les bailleurs de fonds présent dans la région et quels montants financent-ils ? Quels sont les secteurs d'activités financés et qui en sont les gestionnaires ?

Au niveau opérationnel, une distinction entre les champs d'action du développement et de l'humanitaire est toutefois tenue dans des contextes de fragilité, comme le Liptako-Gourma, étant donné la volatilité des situations sur le terrain et la présence concomitante des acteurs du développement et de l'humanitaire intervenant des contextes de fragilité socio-économiques. Les données qualifiées d'humanitaire proviennent de la base de données *Financial Tracking Service* du Bureau OCHA. Pour cette raison, les données catégorisées comme humanitaire comprennent uniquement les actions référencées dans les Plans de réponse humanitaire coordonnés par le Bureau OCHA.²¹ Les actions de développement ont été recensées d'après une diversité de sources compilée par le Geneva Water Hub, comprenant des outils centralisés et les sites d'information des acteurs eux-mêmes (voir annexe). Par défaut, les autres activités sont catégorisées dans le champ développement. En lien avec la politique internationale sur la transparence de l'aide publique au développement, les données de développement ont été recoupées avec la base de données D-Portal qui contient des données de l'*International Aid Transparency Initiative* (IATI) et du *Creditor Reporting System* de l'OCDE. En ce qui concerne les données OCHA, il faut noter que cette base de données est structurée selon la méthode du flux financier annuel. Par ailleurs, les flux financiers humanitaires répertoriés peuvent être des activités multisectorielles comprenant en plus de l'approvisionnement en services d'eau, d'assainissement et d'hygiène d'autres secteurs comme l'éducation, la sécurité alimentaire ou la santé.

L'étude les distingue entre activités humanitaires WASH monosectoriel et activités humanitaires WASH multisectoriel.

En rapport au projet de développement liés à l'eau, l'étude distingue d'une part le domaine de l'eau et de l'assainissement du milieu et d'autre part les domaines associés à l'eau productive. L'eau productive comprend dans l'étude les principales activités sectorielles utilisant l'eau comme intrant ou base de production, telles que l'agriculture, le pastoralisme, la pêche, la sylviculture et l'hydroélectricité. Bien que l'eau soit sollicitée directement ou indirectement pour toute activité économique, comme a permis de le rendre visible le concept d'empreinte hydrique. Les activités visant la préservation de la ressource et la gestion intégrée de l'eau visant ainsi une disponibilité durable ont été catégorisées dans le domaine de l'eau productive. Le premier domaine recouvre ainsi les investissements dans le petit cycle de l'eau alors que le second recouvre le grand cycle de l'eau comprenant les investissements dans les principaux usages anthropiques visés par des projets et la gestion intégrée de l'eau dans la région d'étude. L'étude distingue trois types de projet liés à l'eau :

- Projet de gestion de l'eau et assainissement du milieu
- Projet associé à l'eau productive (mono ou multisectoriel)
- Projet cumulant la gestion de l'eau et assainissement du milieu et un ou plusieurs domaines associés à l'eau productive

En ce qui concerne la catégorisation des secteurs, l'étude a procédé à une analyse de la terminologie des objectifs, activités et résultats des projets afin de classer les projets dans un ou plusieurs secteurs donnés. La catégorisation des secteurs des projets peut ainsi avoir donné lieu à une transposition des terminologies utilisées par les projets à celle utilisée par la base de données de cette étude. Par exemple, des projets agropastoraux ont été catégorisés

²¹ Trois aides humanitaires ont cependant été retenus sur le site web des agences.

comme projet dans l'agriculture et le pastoralisme, même si en pratique, il existe des nuances quant à la variété des formes de pastoralisme et de stratégies de combinaison socio-économique avec l'agriculture ciblés donc par de tels projets.

Concernant le cadre géographique, l'étude a retenu neuf régions administratives limitrophes d'un des trois pays composant le Liptako-Gourma étant particulièrement concernées par une situation de fragilité et de violence. Ce cadrage reprend en cela l'étude menée par l'Institut d'Etudes de Sécurité sur des thèmes d'insécurité dans la région du Liptako-Gourma²² en y ajoutant la région de Tombouctou.

Spécifiquement, il s'agit par pays des régions suivantes :

- Mali : les régions de Mopti, Gao, Ménaka et Tombouctou.
- Burkina Faso : les régions de la Boucle du Mouhoun, du Nord, du Sahel et de l'Est
- Niger : la région du Tillabéry

En ce qui concerne le cadre temporel, l'étude a retenu uniquement les projets en cours durant l'année 2020. Ce critère a permis de recenser des projets dont les cadres temporels respectifs s'étalent approximativement sur la période 2014 – 2024, incluant des projets ayant débutés avant le 31 décembre 2020. Les sites web des acteurs ont été consultés courant 2020 et 2021. Ainsi des modifications de données ont pu avoir lieu entre la consultation des informations et la réalisation de cette étude.

En ce qui concerne les informations financières, l'étude recense les budgets globaux des projets sans souvent pouvoir connaître la part spécifique dédiée à une infrastructure hydraulique et sa gestion dans les projets liés à l'eau productive. Le degré d'importance de l'engagement financier d'un secteur utilisant l'eau peut être un indicateur indirect de la proportion visée de l'usage de la ressource par ce secteur, et par là, de potentielles rivalités avec des usages concurrents. En pratique, il se peut cependant qu'un projet sectoriel donné vise à améliorer un usage efficient de l'eau ou à développer des usages complémentaires de la ressource qui ne peuvent pas ressortir par l'approche quantitative de cette méthodologie. Par ailleurs, l'étude n'a pas reporté d'informations liées aux dépenses effectives des projets, qui restent souvent inaccessibles à travers une revue documentaire ou insuffisantes pour offrir une information pertinente relative aux taux de décaissement

dans le temps. Les montants financiers de développement mentionnés dans cette étude sont ainsi à considérer comme un indicateur de l'intention d'investissement. En pratique, il existe de nombreux défis quant à la mise en œuvre effective des projets dans ces contextes de fragilité, à commencer par celui de l'aversion au risque inhérent aux acteurs financiers. En comparaison, la base de données OCHA sur les actions humanitaires est une information plus opérationnelle en ce que qu'elle recense les dépenses effectives reliant les bailleurs de fonds avec les agences humanitaires à travers des flux financiers. Cette base de données OCHA fournissant ses informations en dollars américains, et la compilation des projets de développement ayant été réalisé par le Geneva Water Hub avec la devise européenne, l'étude a retenu le taux de change de 1 US\$ = 0,83 €, afin de permettre une base de comparaison financière.

3.1. CONTRAINTES ET RÉPONSES MÉTHODOLOGIQUES

- En rapport au cadre méthodologique décrit ci-dessus, l'étude a rencontré deux principales contraintes ayant trait à l'accès public à l'information, à savoir : l'information relative à la désagrégation des budgets et l'information relative au positionnement géographique ou géolocalisation des sites de mise en œuvre des activités..
- En ce qui concerne la contrainte relative à la désagrégation budgétaire, la grande majorité de sources d'information ne permet pas de connaître les pondérations financières respectives de chaque secteur pour des projets multisectoriels. L'étude a répondu à cette contrainte en regroupant les activités de projet de développement par catégorisation sectorielle et multisectorielle analogue. L'étude reporte donc des informations agrégées multisectorielles pour des projets partageant l'ensemble des catégories de secteurs, mais distinguent chaque projet multisectoriel ne comprenant pas exactement les mêmes catégories. Il n'est par conséquent pas possible de déterminer une agrégation budgétaire de chaque secteur tout projet confondu. Les flux humanitaires ont été regroupés en deux catégories : la catégorie « WASH » la catégorie « WASH et autres secteurs humanitaires », cette seconde recensant par défaut toute dépense humanitaire WASH associée à un autre secteur.

²² Institut d'études de sécurité, Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Décembre 2019

- Du point de vue géographique, la lacune d'accès à l'information budgétaire désagrégée ne permet pas non plus de déterminer avec une précision forte les montants engagés dans les neuf régions administratives retenues pour l'étude, puisque une part de ces budgets pourrait fréquemment être affectées à d'autres régions des pays étudiés. Afin de fournir une vue d'ensemble la plus exhaustive possible tout en précisant un certain degré de précision et fiabilité de l'information fournie, l'étude a recouru à un principe de classement des données selon un indice de précision géographique (IPG). Quatre degrés de précision géographique ont été retenus pour cet indice :
- Indice A : reporte les projets se déroulant exclusivement dans la région du Liptako-Gourma (les 9 régions administratives retenues pour l'étude)
- Indice B : reporte les projets se déroulant avec certitude au Liptako-Gourma mais également dans d'autres

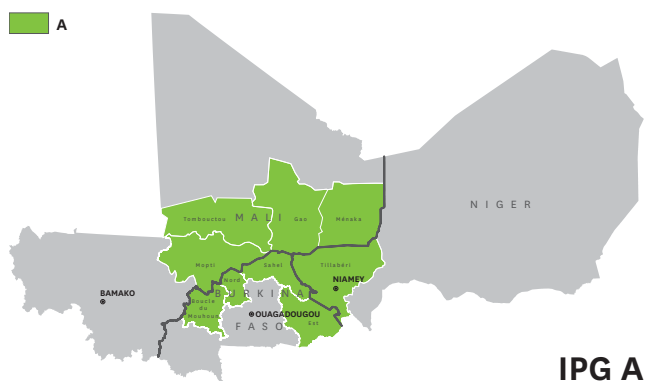
régions administratives des trois pays (Burkina Faso, Niger, Mali)

- Indice C : reporte les projets se déroulant dans l'un ou plusieurs des trois pays (Burkina Faso, Niger, Mali) mais dont les informations ne permettent pas de déterminer avec certitude s'ils se déroulent dans la région du Liptako-Gourma
- Indice D : reporte les projets se déroulant dans l'un ou plusieurs des trois pays (sans certitude pour le Liptako-Gourma), et également dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

Dans la présentation des résultats, l'étude fournit des informations en agrégeant par couche de données ces indices de l'information la plus précise à la moins précise comme présenté dans les cartes suivantes :

Carte utilisée en légende de graphique pour illustrer un IPG A : Projets se déroulant exclusivement dans la zone du Liptako-Gourma

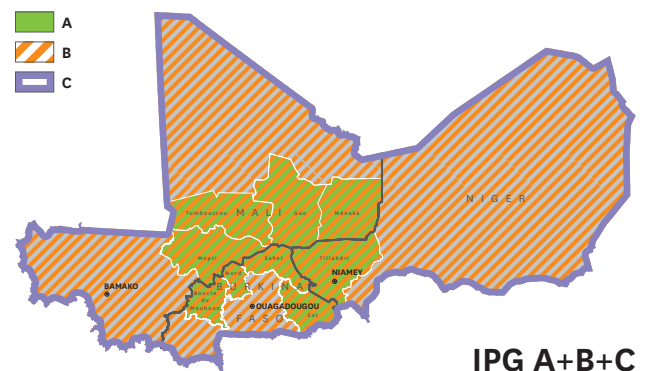
Source : Geneva Water Hub



IPG A

Carte utilisée en légende de graphique pour illustrer un IPG A+B+C : Projets ayant un indice A et B, ainsi que projets se déroulant dans l'un ou plusieurs des trois pays (Burkina Faso, Niger, Mali) mais dont il n'est pas possible de savoir s'ils se déroulent au Liptako-Gourma (indice C)

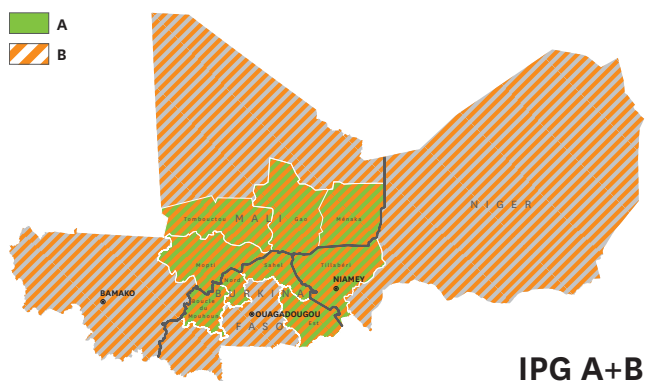
Source : Geneva Water Hub



IPG A+B+C

Carte utilisée en légende de graphique pour illustrer un IPG A+B : Projets ayant un indice A et projets se déroulant avec certitude au Liptako-Gourma mais également dans d'autres régions administratives des trois pays (Burkina Faso, Niger, Mali) (indice B)

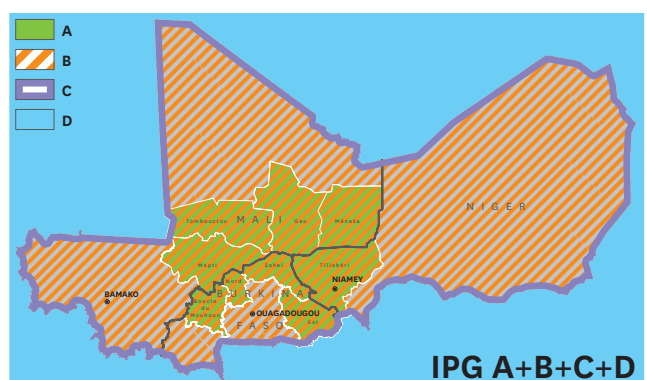
Source : Geneva Water Hub



IPG A+B

Carte utilisée en légende de graphique pour illustrer un IPG A+B+C+D : Projets ayant des indices A, B et C ainsi que des projets régionaux se déroulant potentiellement au Liptako-Gourma (indice D)

Source : Geneva Water Hub



IPG A+B+C+D

En plus de deux contraintes mentionnées ci-dessus, l'étude a relevé un manque d'information concernant la temporalité des flux financiers humanitaires. Certains flux financiers humanitaires ayant une réalisation pluriannuelle, la méthodologie de flux financiers de la base de données OCHA a complexifié une identification des informations financières par année. Des catégories pluriannuelles ont été conçues pour pallier cet obstacle et faciliter la réalisation d'analyses financière temporelle.

Par ailleurs, en lien avec la pandémie du Covid-19, une certaine tendance à la réorientation de fonds déjà alloués à des projets en faveur d'actions de mitigation du Covid-19 a été constatée lors de la revue documentaire. Ces informations étant communiqués souvent sans précision quant à leurs répercussions budgétaires, cet élément n'a pas pu être pris en compte dans les résultats de l'étude, qui ne montre pas de secteur COVID-19. Ce facteur-là vient donc s'ajouter à d'autres facteurs qui empêchent ou dévient la réalisation des objectifs opérationnels tels qu'ils ont été énoncés initialement.

3.2. CONTENU DE LA BASE DE DONNÉES DE L'ÉTUDE

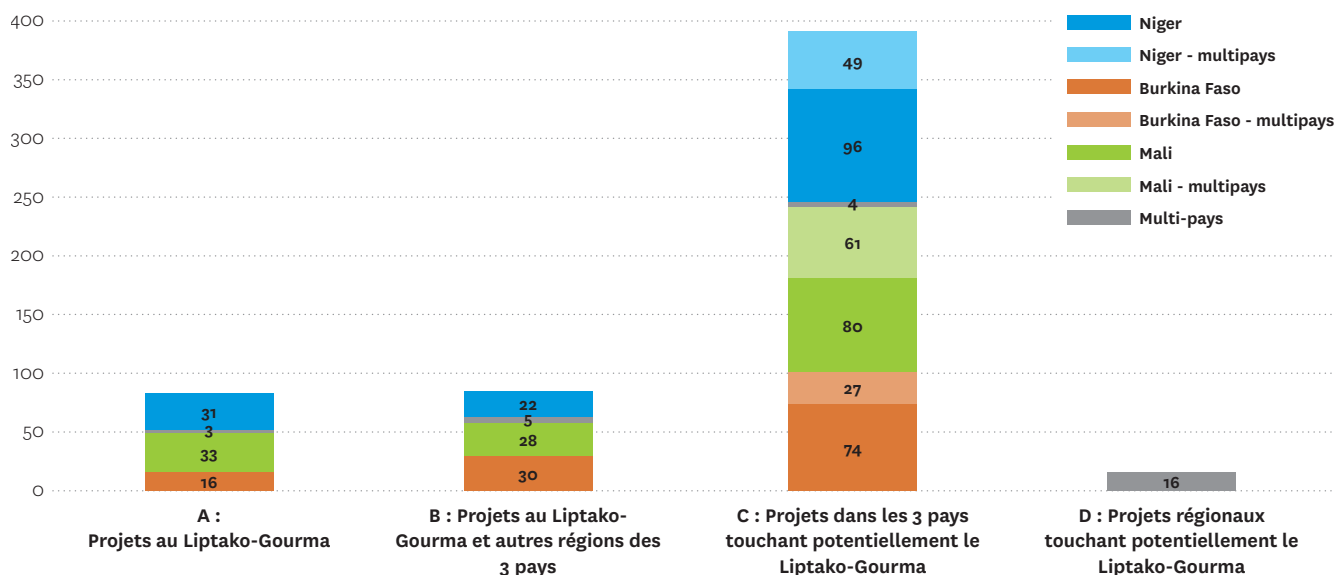
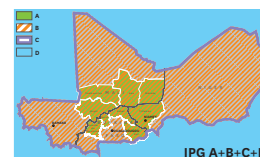
La base de données de l'étude a été organisée selon les critères suivants : nom du projet, domaine, secteur, sous-secteurs liés à l'eau, bailleurs de fonds, objectifs, résultats attendus, budget, type d'engagement financier, nature des fonds, type d'hydraulique, localisation géographique, indice de précision géographique, temporalité, statut du projet, source. L'analyse de ces informations a guidé les choix des catégories sectorielles à retenir.

575 projets de développement et flux financiers humanitaires ont été recensés au total, 202 au Mali, 198 au Niger, 147 au Burkina Faso et 28 multi-pays. Sur ces 575 occurrences, 218 sont des projets de développement et 357 des flux financiers humanitaires. Sur les 218 projets, 106 possèdent une composante « eau et assainissement du milieu » et 112 n'en possèdent pas. Sur les 106 projets, 73 sont des projets « eau et assainissement du milieu » monosectoriel et 33 « eau et assainissement du milieu » multisectoriel comprenant un ou plusieurs domaines associés à l'eau productive.

Graphique 25 : Répartition des projets de développement et action humanitaire liés à l'eau par indice de précision géographique et par pays.

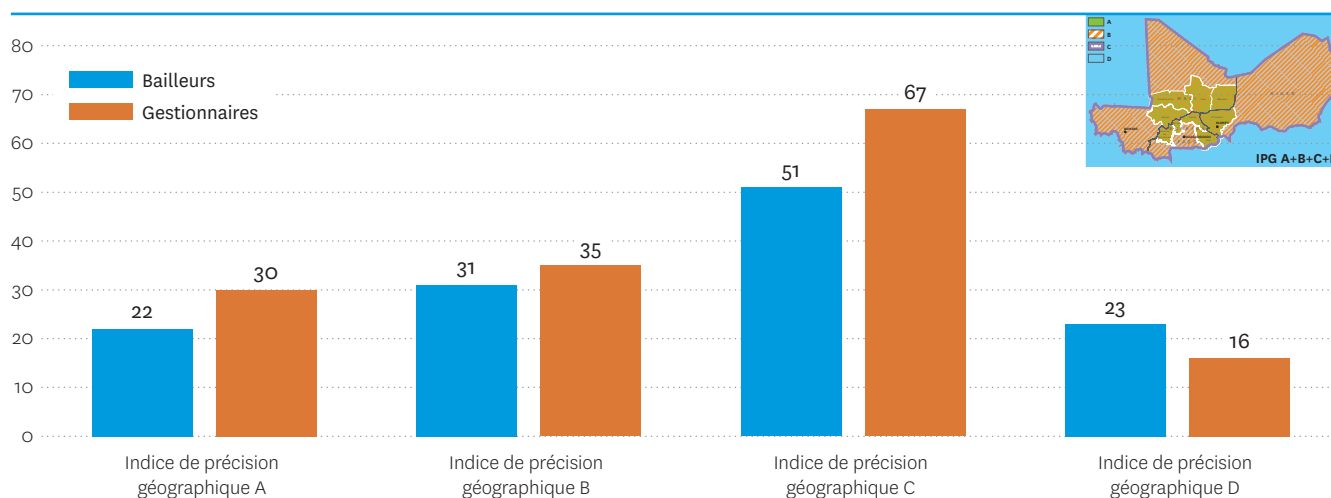
Total : 5 835 000 000 € et 575 projets dont 218 projets de développement et 357 flux financiers humanitaire.

Source : Geneva Water Hub



Graphique 26 : Répartition des projets de développement et action humanitaire liés à l'eau par indice de précision géographique et par pays

Source : Geneva Water Hub



Une majorité de projets a un indice de précision géographique C étant donné que les aides humanitaires sont labélisées par pays d'appartenance sans précision infranationale (357 flux financiers humanitaires). Étant donné que la région du Liptako-Gourma est l'épicentre des violences armées dans ces trois pays, il est cependant raisonnable de penser que les affectations budgétaires humanitaires concernent en premier lieu la région d'étude.

La base de données recense un faible nombre de projet à indice de précision géographique D. Les projets à indice de précision géographique D sont notamment les projets régionaux de développement ainsi que les aides humanitaires menées simultanément dans plusieurs pays.

Considérés dans leur ensemble, les projets de développement se répartissent entre 82 projets ayant un indice A, 83 projets ayant un indice B, 37 projets ayant un indice C et 16 projets ayant un indice D.

La base de données recense par ailleurs un certain nombre de bailleurs de fonds et de gestionnaires de projets de développement et d'opérations humanitaires engagés dans la région d'étude. Ceux-ci sont répartis par indice de précision géographique comme présenté dans le graphique ci-dessous. Nous précisons qu'un même acteur peut toutefois être représenté dans plusieurs indices de précision géographique, ce biais méthodologique augmentant les sommes d'acteurs apparaissant dans le graphique ci-dessous.

Si pour les trois premiers indices de précision géographique regroupant des engagements d'acteurs dans un contexte national (à divers degrés de précision géographique), nous observons un nombre plus important de gestionnaires que de bailleurs, la tendance s'inverse pour l'indice de précision géographique D reflétant des engagements d'acteurs au niveau régional ou multi-pays.

3.3. DONNÉES SECONDAIRES

L'étude complète les informations des projets relatifs à l'eau avec un certain nombre d'information de contexte liés aux violences armées, aux déplacements forcés et aux tendances hydrologiques.

Pour ce qui est des données liées aux violences armées, les différents graphiques et cartes produits se basent sur les informations retenues dans la base de projet Armed Conflict Location and Event Data (ACLED). Le cadrage des données s'est effectué selon les critères suivants :

- Cadre temporel : 1er Janvier 2018 – 31 décembre 2020
- Cadre géographique : les régions du Liptako-Gourma retenues pour l'étude
- Type d'évènement sécuritaire relatif à la méthodologie de l'organisation ACLED: les batailles (affrontement armé ; acteur non-étatique envahit un territoire) et les violences contre les civils (Attaque ; enlèvement et disparition forcée).

ACLED²³ pose les définitions suivantes pour ces deux types d'évènements :

- Bataille : une interaction violente entre deux groupes armés politiquement organisés, à un moment et dans un lieu donné. Les batailles peuvent opposer des groupes armés et organisés, étatiques, non étatiques et extérieurs, et toute combinaison de ceux-ci. Il n'y a pas de minimum de décès nécessaire pour l'inclusion.
- Violences contre les civils : événements violents au cours desquels un groupe armé organisé inflige délibérément des violences à des non-combattants non armés.

Pour ce qui est des données liées aux déplacements forcés, l'étude utilise les données *Displacement Tracking Matrix (DTM)*²⁴ de l'OIM. Elle s'est basée sur les infographies relatives au Sahel Central produites par DTM.

Quant aux données hydrologiques, elles ont été fournies par Hydrosolutions sur la base de relevées satellitaires dans la zone du Liptako-Gourma entre 2000 et 2020.

²³ <https://acleddata.com/resources/#methodology>

²⁴ International Organisation Migration : données récoltés à partir du suivi des mouvements de population, flux de population, enregistrement et enquête

4. RÉSULTATS

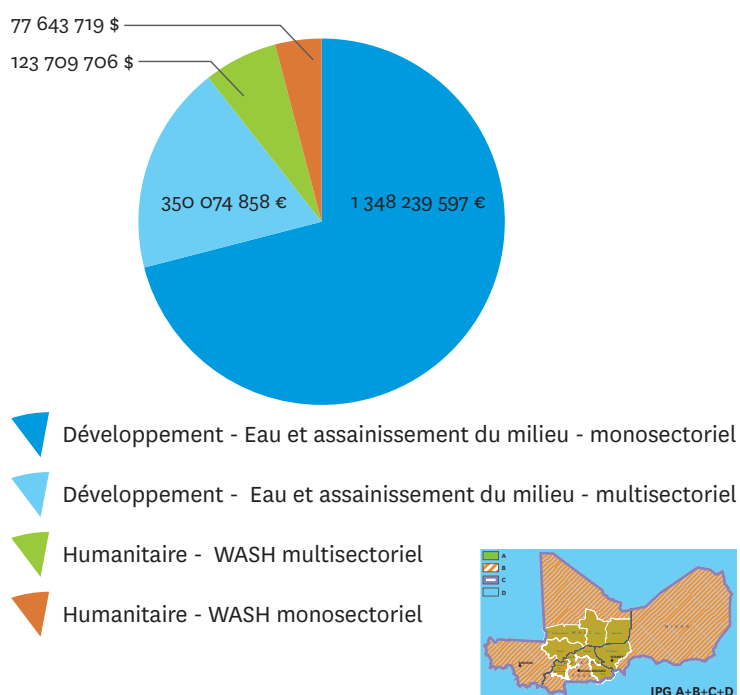
La présentation des résultats de l'étude aborde en premier lieu les types d'investissement dans l'eau et l'assainissement du milieu monosectoriel et multisectoriel de la région retenue pour l'ensemble de la base de données (4.1). L'étude dresse ensuite les profils des gestionnaires d'opérations et leurs engagements budgétaires dans les domaines de l'eau et assainissement du milieu et de l'eau productive dans le nexus développement-humanitaire ; d'abord pour chaque pays de la zone étudiée, puis pour des projets de développement ou aides humanitaires multi-pays. Ces représentations graphiques permettent de rendre compte du poids relativement minoritaires de l'aide humanitaires liée à l'eau par rapport aux investissements du développement. Ces informations sont fournies avec un indice de précision géographique cumulant les indices A+B+C²⁵ (4.2). L'étude aborde ensuite le profil des bailleurs de fonds et des gestionnaires de développement pour l'ensemble de la zone d'étude du Liptako-Gourma en montrant d'une part les domaines d'investissements sectoriels des bailleurs de fonds puis des engagements sectoriels des gestionnaires de projets, ceci déclinés successivement par indice de précision géographique A, puis A+B (4.3). Dans la section suivante est présenté le profil de l'engagement des acteurs humanitaires dans le Liptako-Gourma, qui présente les relations entre bailleurs de fonds et acteurs humanitaires en indiquant la destination par pays des flux financiers leur évolution de 2017 à 2020 (4.4). La dernière section présente le contexte de mise en œuvre des projets géolocalisés en recensant sur plusieurs cartes l'ensemble des projets de développement fournissant ces informations (4.5). Il est ainsi présenté les lieux d'engagements des bailleurs de fonds (carte 2), une représentation des tendances hydrologiques rétrospectives sur vingt ans dans le contexte d'engagements des projets (carte 3), le contexte de violences armées évoluant de 2018 à 2020 dans lequel ces projets sont engagés (carte 4, 5 et 6), puis finalement

les déplacements forcés de la région ainsi que les projets de développement et aides humanitaires relatifs à l'eau et à l'assainissement du milieu (carte 7).

4.1. TYPES D'INVESTISSEMENT DANS L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT DU MILIEU DANS LA RÉGION D'ÉTUDE DU LIPTAKO-GOURMA

Graphique 27 : Distribution des budgets Eau et assainissement du milieu selon les projets de développement et humanitaires

Total : 1 865 437 796 € et 460 projets de développement et flux financiers humanitaires.
Source : Geneva Water Hub



Les projets recensés ayant au moins une composante « eau et assainissement du milieu » représentent environ 1,85 milliards €. Parmi ces projets, on note une dominance de projets monosectoriel « eau et assainissement du milieu », c'est-à-dire de projets ayant pour seul secteur d'activité l'eau et l'assainissement du milieu (1,35 milliards €). Par

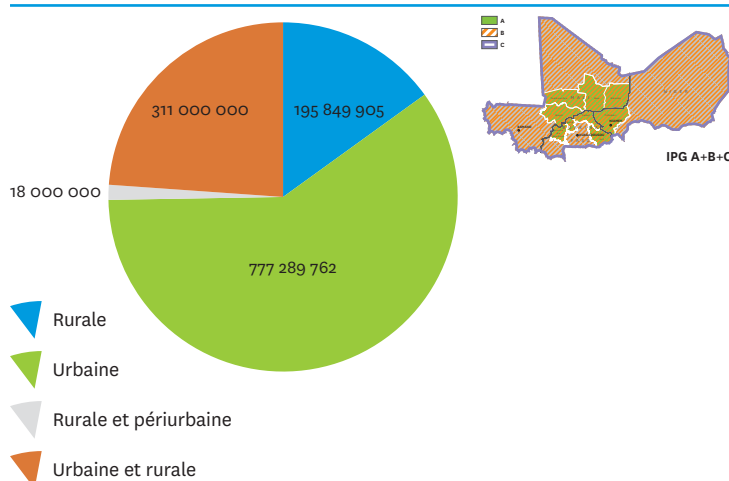
²⁵ Voir Chapitre 3 Cadre méthodologique

ailleurs, les aides humanitaire WASH (monosectoriel et multisectoriel) représentent approximativement 1/10e du budget des projets de développement « eau et assainissement du milieu » monosectoriel et multisectoriel. Bien que l'échelle temporelle des flux financiers humanitaires soit différente (trois ans) de celle des projets de développement (approximativement dix ans), le graphique pose le constat de la relative faible part des moyens humanitaires WASH. Comme présenté ci-dessous, ce sont les budgets de développement dédiés à l'hydraulique urbaine qui sont les plus importants en capitaux.

Graphique 28 : Distribution des budgets des projets de développement Eau monosectoriel selon le type d'eau (euros).

Total : 1 302 139 667 € et 62 projets.

Source : Geneva Water Hub



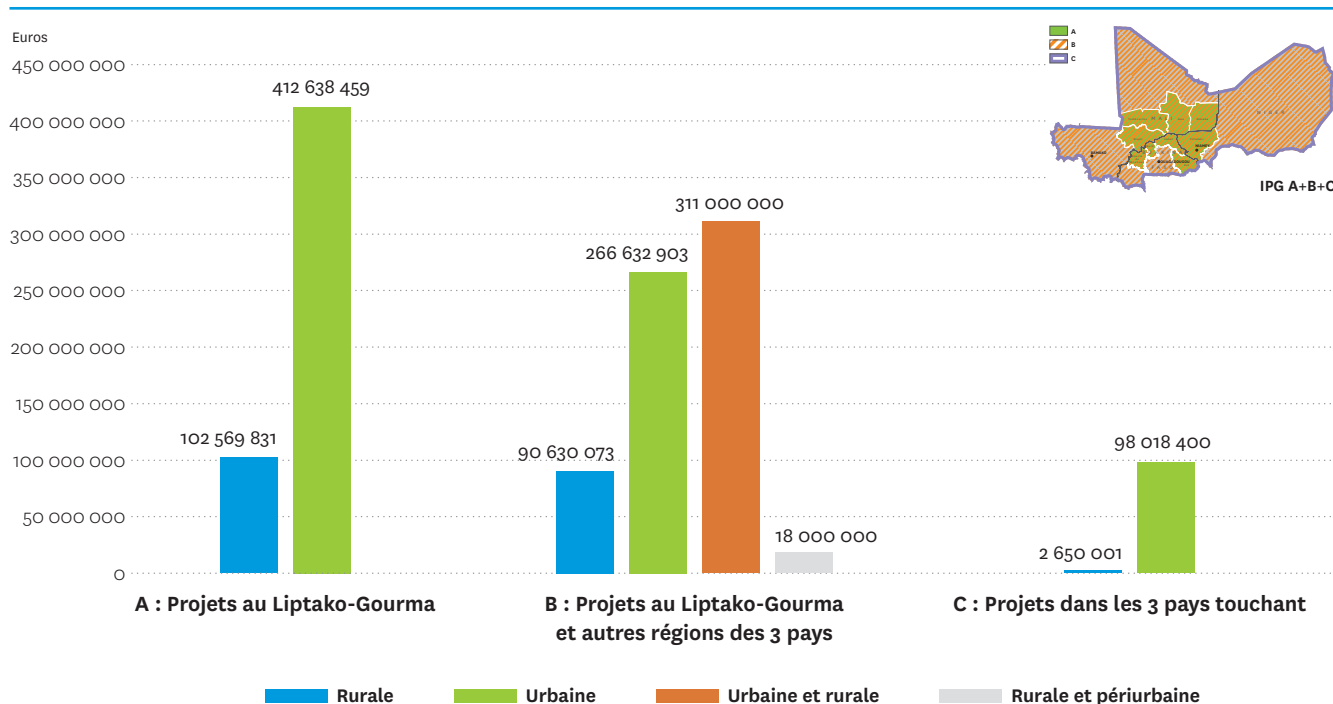
Parmi les projets de développement relatifs uniquement à l'eau et l'assainissement du milieu, les projets d'hydraulique urbaine au nombre de 40 possèdent un budget total 1,5 fois plus important que les projets d'hydraulique rurale, rurale/périurbaine et urbaine/rurale qui sont au nombre de 36. Si l'on regarde uniquement les projets se tenant avec certitude dans la zone d'étude du Liptako-Gourma (IPG A), ce rapport est de l'ordre de 4 fois supérieur (voir graphique ci-dessous).

On constate une disparité entre les budgets des projets de développement relatifs uniquement à l'eau et l'assainissement du milieu selon les pays, qui est le reflet des informations disponibles sur les investissements de l'hydraulique urbaine, domaine à forte intensité de capital. Le Niger se voit ainsi fortement représenté dans la zone d'étude stricte du Liptako-Gourma (IPG A), puisque cette catégorie contient les projets hydrauliques de la ville de Niamey, capitale du Niger et ville la plus peuplée de la zone d'étude. A titre d'exemple, un projet de 220 millions € en partie financé par l'Union Européenne est en œuvre. Il concerne la construction de l'usine de traitement de l'eau potable de Karey Gorou. De manière similaire, parmi les données classées selon l'IPG B, la pondération du Burkina Faso provient des investissements urbains répartis à la fois dans les régions administratives limitrophes étudiées et dans d'autres régions du pays, notamment via un projet de 311 millions € mené à l'échelle nationale par l'Office national de l'eau et de l'assainissement sur financement de la Banque

Graphique 29 : Distribution des budgets des projets de développement Eau monosectoriel selon le type d'eau.

Total : 1 302 139 667 € et 62 projets.

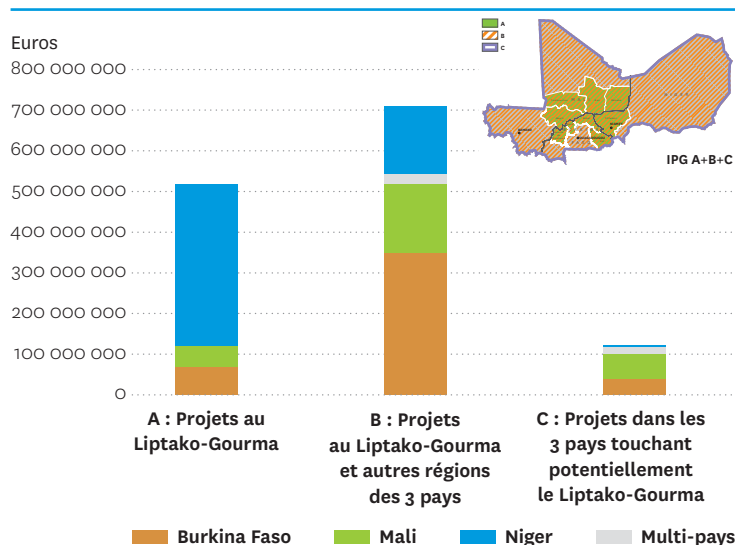
Source : Geneva Water Hub



Graphique 30 : Total des budgets des projets de développement Eau et assainissement du milieu monosectoriel.

Total : 1 348 239 597 € et 72 projets.

Source : Geneva Water Hub



Mondiale. Les données de l'IPG B contiennent encore un projet d'amélioration des services d'eau potable dans cinq villes secondaires du Mali à hauteur de 73 millions € réalisé par le Mali sur fonds de l'Agence française de développement.

Pris dans leur ensemble, les budgets en matière de développement de services d'eau et d'assainissement du milieu recensés sont de 43% pour le Niger, 34% pour le Burkina Faso et 20% pour le Mali. Ils recouvrent des différentiels d'investissement entre rural et périurbain en rapport à l'urbain de l'ordre respectivement de 27% pour le Mali et 45% pour le Niger comme le démontre le graphique ci-dessus. Pour le Burkina Faso, un projet de 311 millions d'euros est relatif à la fois à l'hydraulique rurale et urbaine. En milieu rural toutefois, il est plus fréquent de coupler un projet d'eau et d'assainissement du milieu avec une composante relative à l'eau productive.

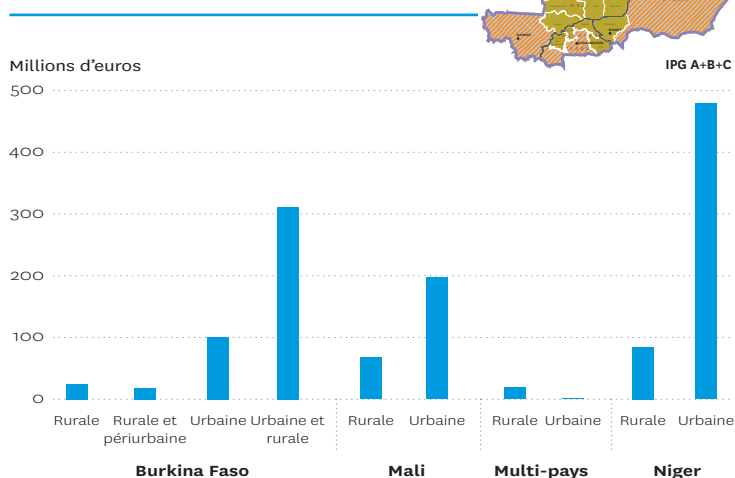
4.2. PROFIL PAR PAYS DES GESTIONNAIRES ET DES ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES LIÉS À L'EAU DANS LA ZONE DU LIPTAKO-GOURMA DANS NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT

Cette section présente le profil de gestionnaires de projets de développement et d'action humanitaire et leurs engagements budgétaires dans les domaines de l'eau et assainissement du milieu et de l'eau productive, d'abord pour chaque pays de la zone étudiée, puis pour des projets de développement ou aides humanitaires multi-pays.

Graphique 31 : Budget des projets monosectoriel eau et assainissement du milieu selon le type d'hydraulique.

Total : 1 302 139 667 € et 62 projets.

Source : Geneva Water Hub



Ces profils se déclinent en présentant les répartitions budgétaires entre secteurs et multi-secteurs et les rapports entre le nombre de projets et les enveloppes budgétaires que ces secteurs et multi-secteurs recouvrent dans le domaine développement et dans le domaine humanitaire.

Puis, sont représentés dans un nexus humanitaire-développement les domaines d'engagement des gestionnaires en proportionnalité de leur montants financiers. Cette dernière représentation a recours au diagramme de Sankey organisé par flux reliant gestionnaires et domaines d'engagement et dont la largeur du trait représentant le flux est proportionnelle au montant budgétaire recensé.

i. Profil de la zone du Burkina Faso dans le Liptako-Gourma

Dans la zone d'étude du Burkina Faso, il a été recensé 62 projets de développement pour un montant total d'environ 1,48 milliards € tout IPG confondu. Les trois principaux secteurs d'activité des projets, que sont l'agriculture, l'eau et l'assainissement du milieu ainsi que l'agriculture-pastoralisme, représentent environ 85 % du budget total des projets de développement lié à l'eau dans la zone d'étude du Burkina Faso alors qu'ils ne représentent que 61% du nombre total des projets. Bien que les projets monosectoriels dominent le haut du classement en termes d'enveloppe budgétaire et d'occurrence, un tiers des projets recensé sont des projets multisectoriels.

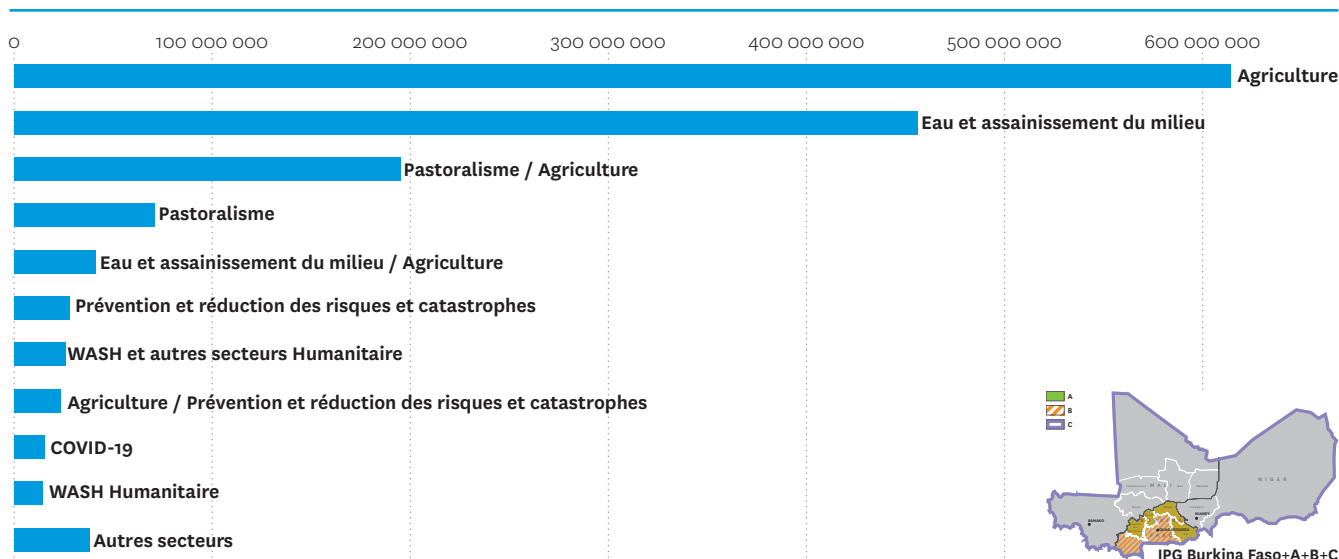
Tableau 1 : Détails de la répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Burkina Faso

Secteurs liés à l'eau	Budget total des projets	Nombre de projet
Agriculture	613 966 195 €	12
Eau et assainissement du milieu	455 701 439 €	20
Agriculture, Pastoralisme	194 768 467 €	6
Pastoralisme	69 178 976 €	2
Eau et assainissement du milieu, Agriculture	41 101 431 €	8
Prévention et réduction des risques et catastrophes	28 000 000 €	1
Agriculture, Prévention et réduction des risques et catastrophes	23 706 018 €	1
COVID-19	15 326 608 €	3
Préservation de la ressource, Agriculture, Pastoralisme, Pêche, Prévention et réduction des risques	13 324 770 €	1
Foresterie	10 411 748 €	1
Agriculture, Pastoralisme, Préservation de la ressource	7 037 068 €	1
Pastoralisme, Préservation de la ressource	5 331 730 €	1
Eau et assainissement du milieu, Préservation de la ressource	842 565 €	2
Mine (gouvernance d'exploitations minières artisanales)	827 258 €	1
Eau et assainissement du milieu, Prévention et réduction des risques et catastrophes	157 756 €	1
Prévention et réduction des risques et catastrophes, Agriculture, Préservation de la ressource	127 043 €	1
Total général	1 479 809 073 €	62

Graphique 32 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Burkina Faso (euros).

Total : 1 520 487 493 € et 147 projets ou flux financiers.

Source : Geneva Water Hub



Dans le domaine de l'aide humanitaire, 85 flux financiers ont été recensés pour un montant d'environ 41 millions €. Les deux tiers du montant de ces flux concernent des activités WASH couplées à un autre secteur d'intervention. Ces dernières activités disposent d'un montant financier par flux en moyenne quatre fois plus important que les activités uniquement WASH, soit un budget moyen

d'environ 965'600 €. Toutefois, contrairement au flux WASH uniquement, les informations disponibles ne permettent pas de déterminer avec certitude que les flux WASH et autres secteurs se tiennent uniquement au Burkina Faso. Le budget moyen des flux financiers uniquement WASH est d'environ 256'000 €.

Tableau 2 : Détails de la répartition des flux financiers de l'aide humanitaire liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Burkina Faso

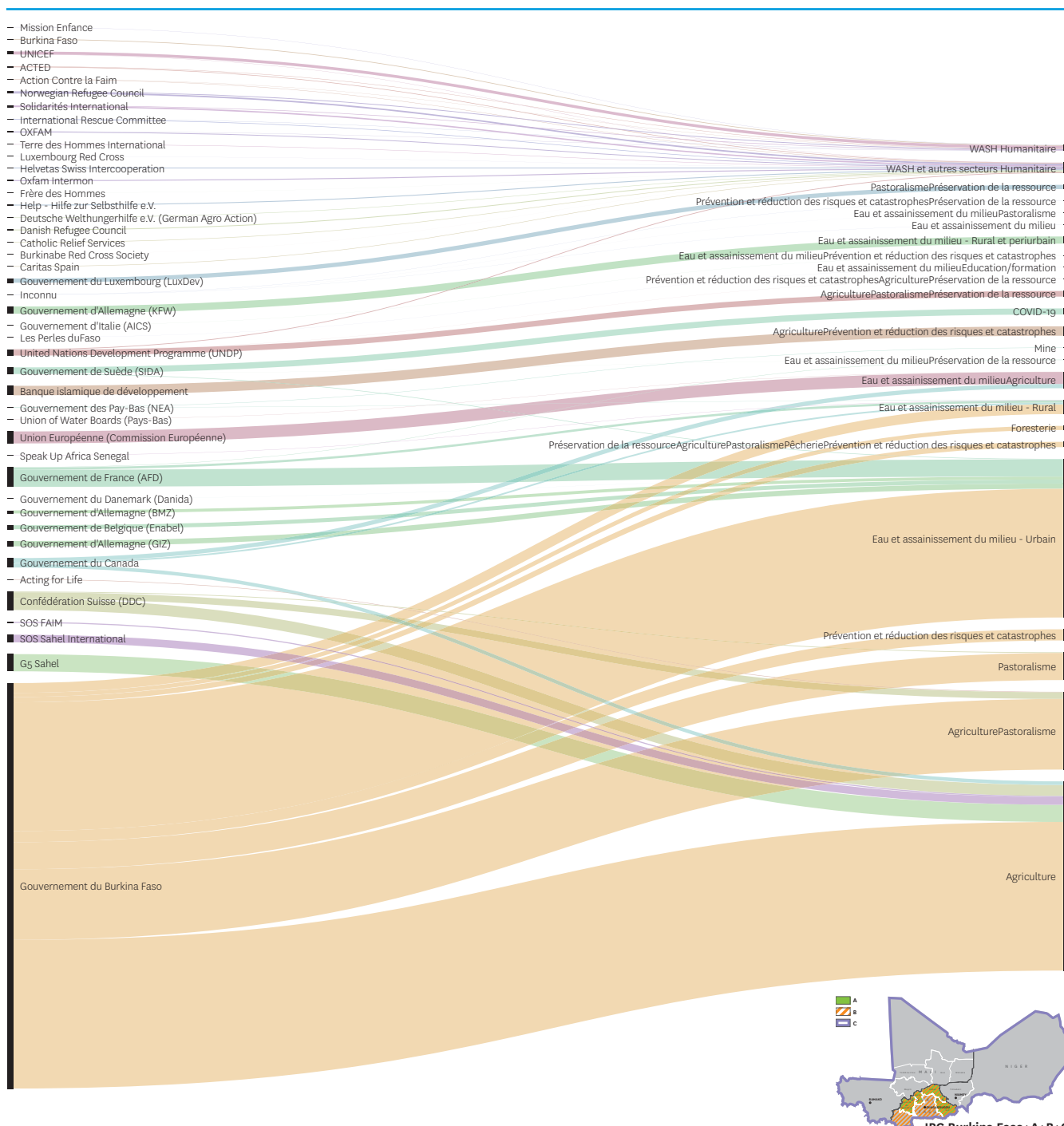
Source OCHA.

Secteurs liés à l'eau	Flux totaux de l'aide humanitaire	Nombre flux
WASH Humanitaire (IPG C)	14 607 514 €	57
WASH et autres secteurs humanitaire (Burkina Faso et autres pays ; IPG D)	26 070 906 €	28
Total général	40 678 420 €	85

Graphique 33 : Affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant les projets de développement liés à l'eau ainsi que les aides humanitaire WASH dans la zone d'étude du Burkina Faso.

Total : 1 520 487 493 € et 147 projets et flux financiers²⁶

Source : Geneva Water Hub



²⁶ Pour les flux financiers « WASH et autres secteur humanitaires », l'indice de précision géographique est D car il n'est pas possible de déterminer avec certitude que les activités ne soient exécutées que dans ce pays.

Dans une perspective nexus développement et humanitaire, ce graphique démontre bien les échelles différentes de volume budgétaire - qui plus de 35 fois supérieur pour le développement lié à l'eau, ainsi que le différentiel du nombre d'acteurs par domaines d'activités. En haut de graphique, on trouve 21 acteurs humanitaires pour les domaines d'activités WASH et WASH couplé à un autre secteur humanitaire. Les gestionnaires de projets de développement engagés dans un domaine liés à l'eau sont au nombre de 24 dans la zone d'étude du Burkina Faso.

L'enveloppe budgétaire est principalement fournie par les Banques et dépend de peu des ressources propres des Etats. Les Etats sont juridiquement gestionnaire des fonds prêtés ou donnés par les banques de développement. Le gouvernement du Burkina Faso (1 milliards €) est le principal gestionnaire de l'enveloppe budgétaire recensé pour les projets de développement, en ayant la charge des deux tiers du budget de développement lié l'eau. Celui-ci gère une part majoritaire des trois principaux secteurs d'activité identifiés plus haut. A celui-ci s'ajoute quelques partenaires comme la France à travers l'Agence Française de Développement (AFD) (49 millions €), la Confédération Suisse à travers la Direction du Développement et de la Coopération (DDC (46 millions €), le G5 Sahel (43

millions €) ou l'Allemagne à travers l'Agence allemande de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) et l'Établissement allemand de crédit pour la reconstruction (KfW) (37 millions €).

ii. Profil de la zone du Mali dans le Liptako-Gourma

Dans la zone d'étude du Mali, il a été recensé 66 projets de développement pour un montant total d'environ 880 millions €. Les trois principaux secteurs d'activité des projets, que sont l'eau et l'assainissement du milieu, l'agriculture ainsi que la pêche, représentent environ 61% du budget total des projets de développement dans la zone d'étude du Mali alors qu'ils représentent 56 % du nombre total des projets. Bien que les projets monosectoriels dominent le haut du classement en termes d'enveloppe budgétaire et d'occurrence, un quart des projets recensés sont des projets multisectoriels. Il est à noter parmi les secteurs d'investissement que le Mali se distingue des deux autres pays par un investissement dans le secteur de la pêche de plus de 90 millions € en lien avec le potentiel productif du delta intérieur du fleuve Niger, contre des investissements probablement inférieur à 10 millions € dans les zones du Burkina Faso et 30 millions € au Niger.²⁷ La foresterie, en revanche,

Tableau 3 : Détails de la répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Mali

Secteurs liés à l'eau	Budget total des projets	Nombre de projets
Eau et assainissement du milieu	285 369 863 €	25
Agriculture	216 182 888 €	11
Pêche	93 000 000 €	2
Agriculture	60 103 588 €	1
Prévention et réduction des risques et catastrophes	44 201 103 €	4
Agriculture, Pastoralisme	41 733 513 €	4
Eau et assainissement du milieu, Pastoralisme	35 000 000 €	1
Préservation de la ressource	31 056 884 €	2
Eau et assainissement du milieu, Pêche, Infrastructure	26 000 000 €	1
Agriculture, Elevage, Pêche	25 000 000 €	1
Eau et assainissement du milieu, Préservation de la ressource	23 352 000 €	1
Préservation de la ressource, Agriculture	21 110 940 €	1
Agriculture, Pastoralisme, Pêche	18 800 000 €	3
Pastoralisme	10 571 658 €	3
Eau et assainissement du milieu, Agriculture	4 647 928 €	4
Eau et assainissement du milieu, Pêche	2 623 900 €	1
Foresterie	1 278 228 €	2
Total général	879 928 906 €	66

²⁷ Les budgets agrégés ne permettent pas distinguer précisément le montant.

Graphique 34 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Mali (euros).

Total : 970 980 971€ et 202 projets et flux financier.

Source : Geneva Water Hub

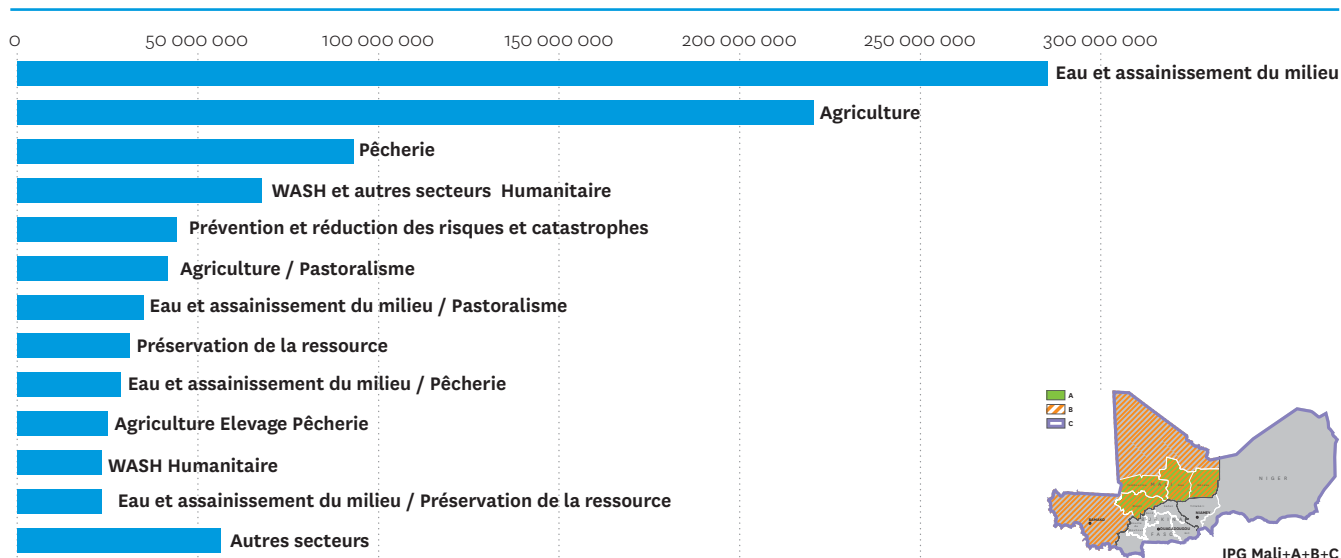


Tableau 4 : Détails de la répartition des flux financiers de l'aide humanitaire liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Mali et d'autres pays.

Source OCHA.

Secteurs liés à l'eau	Flux totaux de l'aide humanitaire	Nombre flux
WASH Humanitaire (IPG C)	23 440 338 €	75
WASH et autres secteurs humanitaire (Mali et autres pays, IPG D)	67 611 727 €	61
Total général	91 052 065 €	136

fait comparativement l'objet de moins d'investissement dans les régions du Mali avec un budget de moins de 1,3 millions € contre 10 millions € au Burkina Faso et probablement supérieur à 10 millions au Niger.²⁸

Dans le domaine de l'aide humanitaire, 136 flux financiers ont été recensés pour un montant d'environ 91 millions EUR. Les trois quarts du montant de ces flux concernent des activités WASH couplées à un autre secteur d'intervention. Ces dernières activités disposent d'un montant financier par flux en moyenne trois fois et demi plus important que les activités uniquement WASH. Toutefois, contrairement au flux WASH uniquement, les informations disponibles ne permettent pas de déterminer avec certitude que les flux WASH et autres secteurs se tiennent uniquement au Mali. Le budget moyen des flux financiers uniquement WASH est d'environ 312'000 EUR.

Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant les projets de développement lié à l'eau ainsi que les aides humanitaire WASH dans la zone du Mali.

En matière de rapport budgétaire entre développement et humanitaire, on retrouve un différentiel important d'échelle, bien que, en comparaison des trois pays d'étude, le Mali présente le plus gros engagement humanitaire lié au WASH. Dans ce contexte, le volume budgétaire de projets de développement lié à l'eau est plus de 9 fois supérieur que celui de l'aide humanitaire lié au WASH. Ceci contraste avec le Burkina Faso et le Niger, pour lesquels ce différentiel est l'ordre de 35 fois supérieur pour le budget de développement lié à l'eau. En haut de graphique, on trouve 18 acteurs humanitaires connus pour les domaines d'activités WASH et WASH couplé à un autre secteur humanitaire. Les gestionnaires de projet de développement engagés dans un domaine liés à l'eau sont au nombre de XX dans la zone d'étude du Mali. Il est à relever que de tous les acteurs recensés, seul le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD/UNDP) et l'UNICEF sont engagés à la fois dans des domaines humanitaires et de développement.

Le gouvernement du Mali (332 millions €) est le principal gestionnaire de l'enveloppe budgétaire recensé pour les

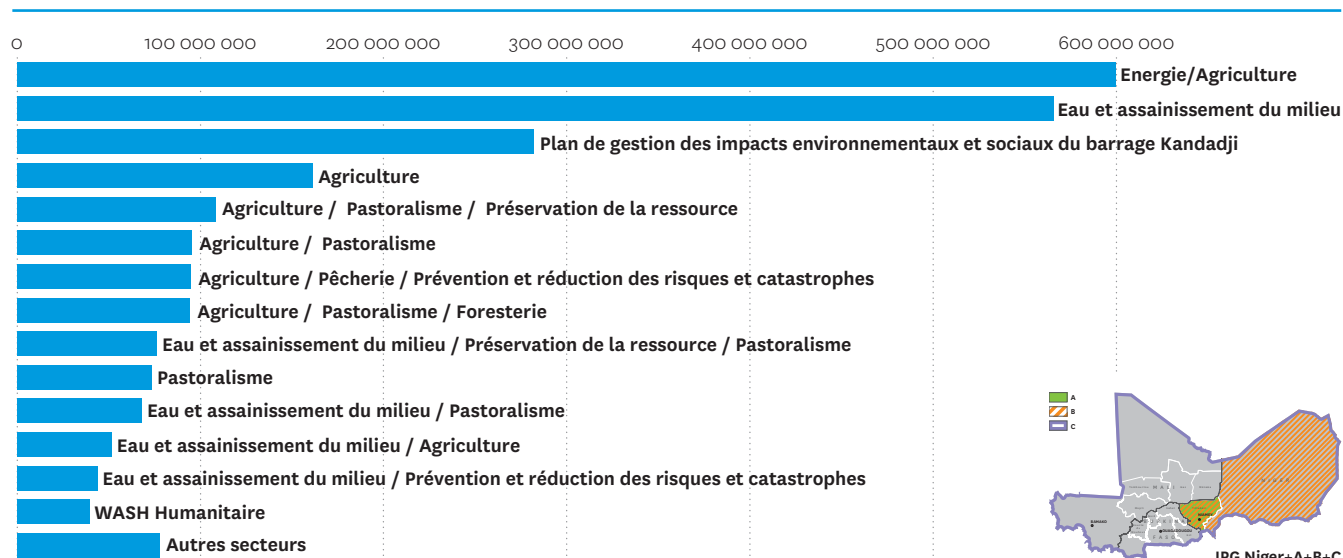
²⁸ Les budgets agrégés ne permettent pas distinguer précisément le montant.

iii. Profil de la zone du Niger dans le Liptako-Gourma

Graphique 36 : Répartition des budgets des projets de développement lié à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Niger (euros).

Total : 2 356 545 928 € et 62 projets.

Source : Geneva Water Hub



Dans la zone d'étude du Niger, il a été recensé 62 projets de développement pour un montant total d'environ 2,35 milliards €. Les trois principaux secteurs d'activité des projets de développement, que sont la production d'énergie et l'agriculture, l'eau et l'assainissement du milieu ainsi que le plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux du barrage, représentent environ 61 % du budget total des projets de développement dans la zone d'étude du Niger alors qu'ils représentent 38 % du nombre total des projets. Si l'on enlève les deux projets relatifs au barrage de Kandadji, les projets monosectoriels se situent en haut du classement en termes d'enveloppe budgétaire et d'occurrence. Cependant, un tiers des projets recensés sont des projets multisectoriels. En comparaison aux régions des autres pays, le Niger est le seul à s'engager dans l'hydroélectricité dans la zone d'étude. Il est également le pays présentant le plus d'investissement dans le pastoralisme puisque quasiment un tiers des projets comportent cette composante sectorielle, contre environ un sixième des projets au Burkina Faso et au Mali. Les montants budgétaires de ces projets comprenant le pastoralisme au Niger réunissent, en budget agrégé, environ 550 millions €, alors qu'au Burkina Faso ces projets n'atteignent que la moitié de cette somme et au Mali que le cinquième.

Dans le domaine de l'aide humanitaire, 135 flux financiers ont été recensés pour un montant d'environ 70 millions €. Moins de la moitié de ces flux concernent des activités WASH couplées à un autre secteur d'intervention, ce qui est une caractéristique inverse du Niger en comparaison des deux autres pays. Autre différence comparative, les activités WASH et autres secteurs disposent d'un montant financier par flux en moyenne légèrement supérieur aux activités uniquement WASH (1,4 fois plus grand) contre de l'ordre de grandeur de 3,5 à 4 fois plus important pour le Burkina Faso et le Mali. Comme pour ces deux autres pays, les informations disponibles ne permettent pas de déterminer avec certitude que les flux financiers WASH et autres secteurs se tiennent uniquement au Niger. Le budget moyen des flux financiers uniquement WASH est d'environ 455 000 €, le plus important des trois pays.

Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant les projets de développement lié à l'eau ainsi que les aides humanitaires WASH dans la zone du Niger.

En matière de rapport budgétaire entre développement et humanitaire, on retrouve un différentiel important d'échelle aussi important qu'au Burkina Faso, avec un budget de développement lié à l'eau quasi 35 fois supérieur au budget humanitaire. En haut de graphique, on trouve 15 acteurs humanitaires connus pour les domaines d'activités WASH et WASH couplé à un autre secteur humanitaire. Les gestionnaires connus de projet

Tableau 5 : Détails de la répartition des budgets des projets de développement lié à l'eau selon les secteurs d'activités au Niger

Secteurs liés à l'eau	Budget total des projets	Nombre de projets
Energie , Agriculture	599 474 025 €	1
Eau et assainissement du milieu	565 915 631 €	22
Plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux du barrage Kandadji	282 000 000 €	1
Agriculture	161 583 049 €	10
Agriculture, Pastoralisme, Préservation de la ressource	108 327 749 €	1
Agriculture, Pastoralisme	95 621 843 €	2
Agriculture, Pêcherie, Prévention et réduction des risques et catastrophes	95 000 000 €	1
Agriculture, Pastoralisme, Foresterie	94 350 000 €	1
Eau et assainissement du milieu, Préservation de la ressource, Pastoralisme	76 098 034 €	2
Eau et assainissement du milieu, Pastoralisme	68 250 000 €	4
Pastoralisme	66 286 364 €	4
Eau et assainissement du milieu, Agriculture	51 812 418 €	5
Eau et assainissement du milieu, Prévention et réduction des risques et catastrophes	44 000 000 €	1
Préservation de la ressource, Agriculture, Pastoralisme, Pêcherie, Prévention et réduction des risques	20 144 592 €	1
Pastoralisme, énergie, préservation de la ressource	14 000 000 €	1
Eau et assainissement du milieu, Agriculture, Pastoralisme	8 400 000 €	2
Préservation de la ressource	5 203 352 €	2
Pêcherie	78 872 €	1
Total général	2 356 545 928 €	62

Tableau 6 : Détails de la répartition des flux financiers de l'aide humanitaire liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Niger et d'autres pays.

Source OCHA.

Secteurs liés à l'eau	Flux totaux de l'aide humanitaire	Nombre flux
WASH Humanitaire (IPG C)	39 595 867 €	87
WASH et autres secteurs humanitaire (Niger et autres pays, IPG D)	30 027 073 €	48
Total général	69 622 940 €	135

de développement engagés dans un domaine liés à l'eau sont au nombre de 23 dans la zone d'étude du Niger.

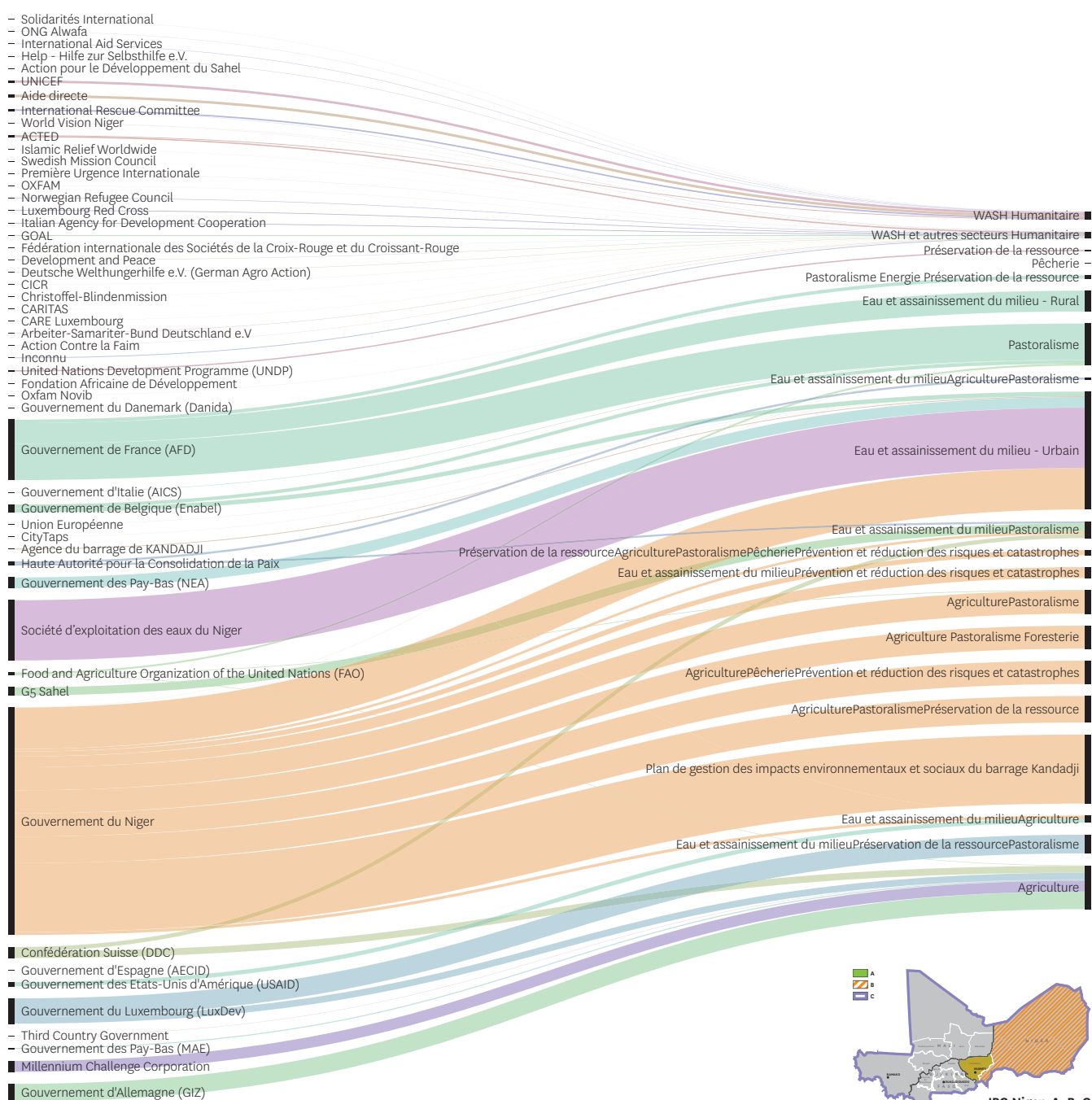
Le gouvernement du Niger (930 millions €) est le principal gestionnaire de l'enveloppe budgétaire recensé pour les projets de développement. Outre la construction barrage de Kandadji qui mobilise environ 600 millions € et qui est géré par l'Agence du barrage de Kandadji , s'ajoute

au principal gestionnaire quelques partenaires comme la France à travers l'AFD (247 millions €), les Sociétés de patrimoine et d'exploitation des eaux du Niger (246 millions €), le Luxembourg à travers Luxdev (103 millions €), ainsi que l'Allemagne à travers le GIZ/kfW/MAE (72 millions €).

Graphique 37 : Affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant les projets de développement lié à l'eau ainsi que les aides humanitaires WASH dans la zone d'étude du Niger.

Total³⁰: 1 655 834 268 € et 196 projets et flux financiers³¹

Source : Geneva Water Hub



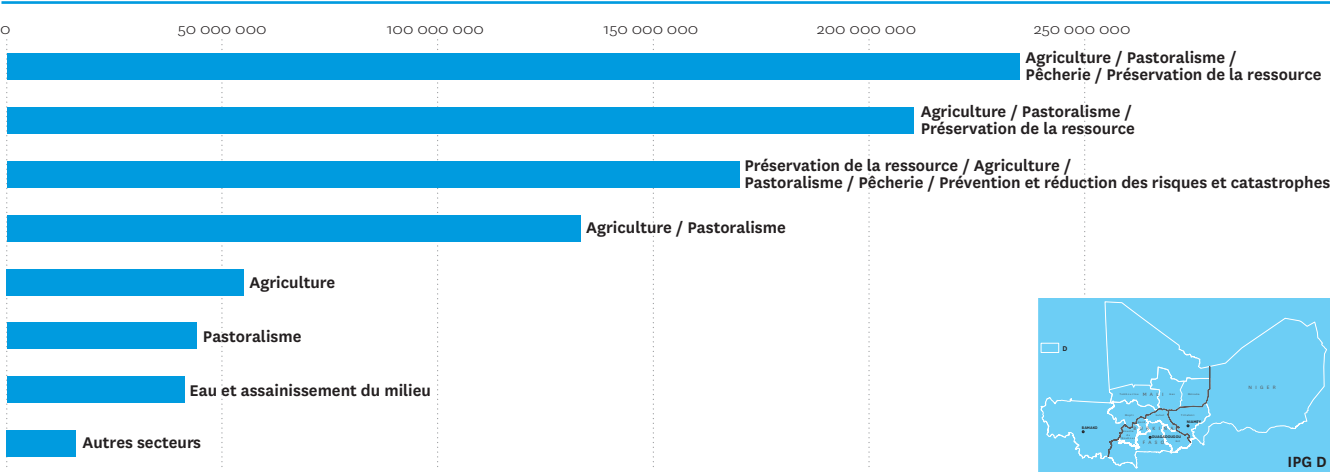
³⁰ Afin de rendre plus lisible les acteurs au Niger, le projet de construction du barrage de Kandadji (600 millions d'€) géré par l'Agence du barrage de Kandadji n'apparaît pas dans ce diagramme de Sankey

³¹ Pour les flux financiers « WASH et autres secteur humanitaires », l'indice de précision géographique est D car il n'est pas possible de déterminer avec certitude que les activités ne soient exécutées que dans ce pays.

iv. Profil en matière d'activités multi-pays dans le Liptako-Gourma

Graphique 38 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau multi-pays selon les secteurs d'activités (euros).

Total multi-pays : 356 658 052 € et 12 projets.
Source : Geneva Water Hub



Dans la zone d'étude des trois pays, il a été recensé 11 projets de développement pour un montant total d'environ 356 millions €. Ces projets ayant des réalisations dans

les trois pays possèdent des enveloppes budgétaires de plusieurs millions d'euros.

Tableau 7 : Détails de la répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités dont le Burkina Faso, le Mali et le Niger ainsi que d'autres pay

Secteurs liés à l'eau	Budget total des projets	Nombre de projets
Préservation de la ressource, Agriculture, Pastoralisme, Pêche, Prévention et réduction des risques	167 247 288 €	1
Agriculture, Pastoralisme	122 500 000 €	2
Eau et assainissement du milieu	41 252 664 €	5
Agriculture	23 000 000 €	1
Pastoralisme	2 558 100 €	1
Préservation de la ressource	100 000 €	1
Prévention et réduction des risques et catastrophes, Préservation de la ressource	inconnu	1
Total général	356 658 052 €	12

Tableau 6 : Détails de la répartition des flux financiers de l'aide humanitaire liés à l'eau selon les secteurs d'activités dans la zone du Niger et d'autres pays.

Source OCHA.

Secteurs liés à l'eau	Flux totaux de l'aide humanitaire	Nombre flux
WASH et autres secteurs Humanitaire (Burkina Faso, IPG D)	26 070 906 €	27
WASH et autres secteurs Humanitaire (Mali, IPG D)	67 611 727 €	61
WASH et autres secteurs Humanitaire (Niger, IPG D)	30 027 073 €	48
Total général	123 709 706 €	136

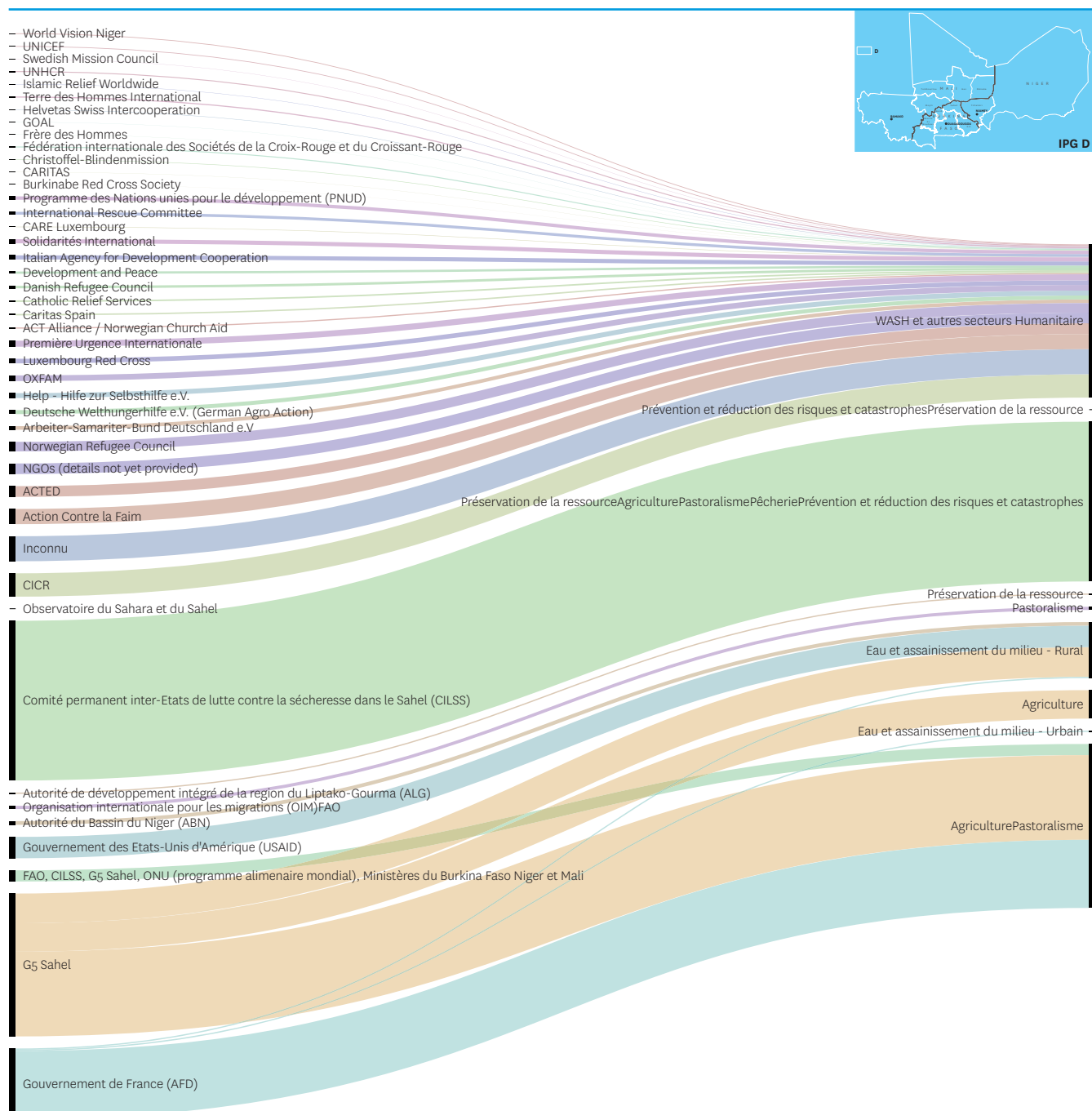
On peut relever que le secteur de la préservation de la ressource est plus représenté que dans les contextes nationaux respectifs, ceci étant lié au mandat du Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel. Par

ailleurs, seul le profil d'investissement multi-pays présente un rapport supérieur de l'eau et l'assainissement du milieu rural à celui de l'urbain en comparaison des profils nationaux.

Graphique 39 : Affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant des aides humanitaire WASH et de développement liés à l'eau, uniquement multi-pays dont le Burkina Faso, le Mali et le Niger ainsi que d'autres pays.

Total multi-pays : 345 189 964 € et 148 projets et flux financiers.

Source : Geneva Water Hub



Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre gestionnaires et secteurs concernant les aides humanitaires et les projets de développement lié à l'eau dans la zone du Liptako-Gourma mais également dans des zones plus étendues. Cela s'explique par le fait que les aides humanitaires recensées dans la zone du

Liptako-Gourma sont souvent réalisées à l'échelle sous-régionale voir internationale. De plus, ces projets multi-pays ne sont pas monosectoriel et incluent d'autres secteurs comme par exemple l'éducation, la nutrition, les violences basées sur le genre, les abris d'urgence ou encore la protection de l'enfant.

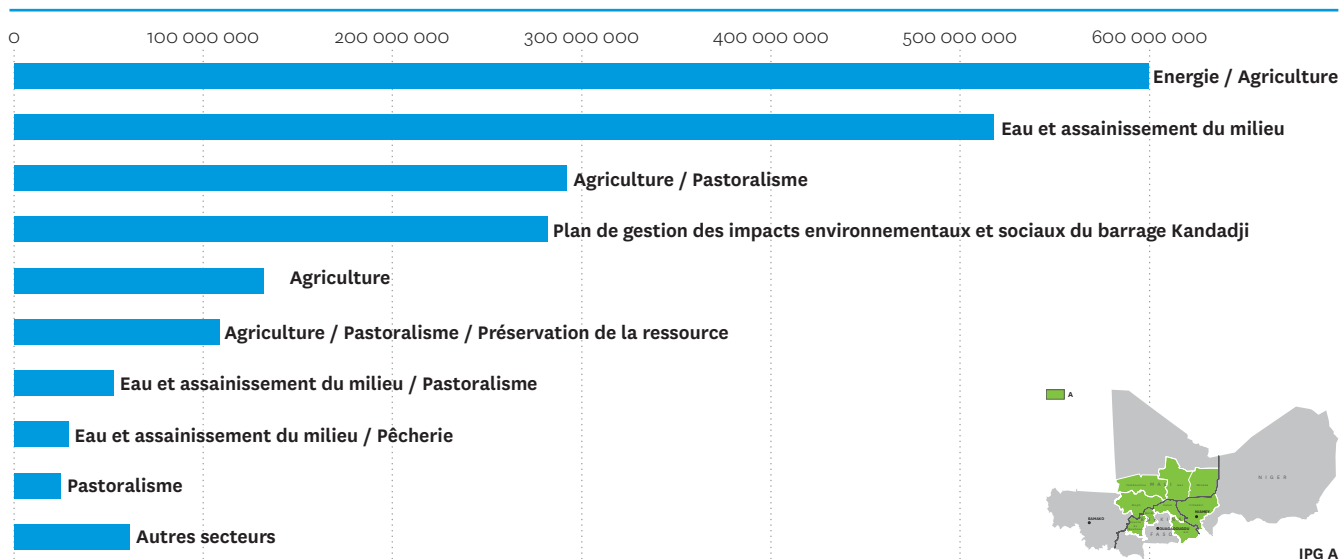
Pour ce qui est des gestionnaires de projets, le CILSS (130 millions €) est le principal gestionnaire de l'enveloppe budgétaire recensé pour les projets de développement à l'échelle de plusieurs pays. A cela s'ajoute le G5 Sahel (115 millions €), ainsi que l'Agence Française de Développement (57 millions €).

4.3. PROFIL PAR ZONE D'ÉTUDE DES ACTEURS DE FINANCEMENT ET DE GESTION, ET DES ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES DANS LA ZONE DU LIPTAKO-GOURMA

Graphique 40 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités (euros).

Total : 2 098 977 406 € et 82 projets

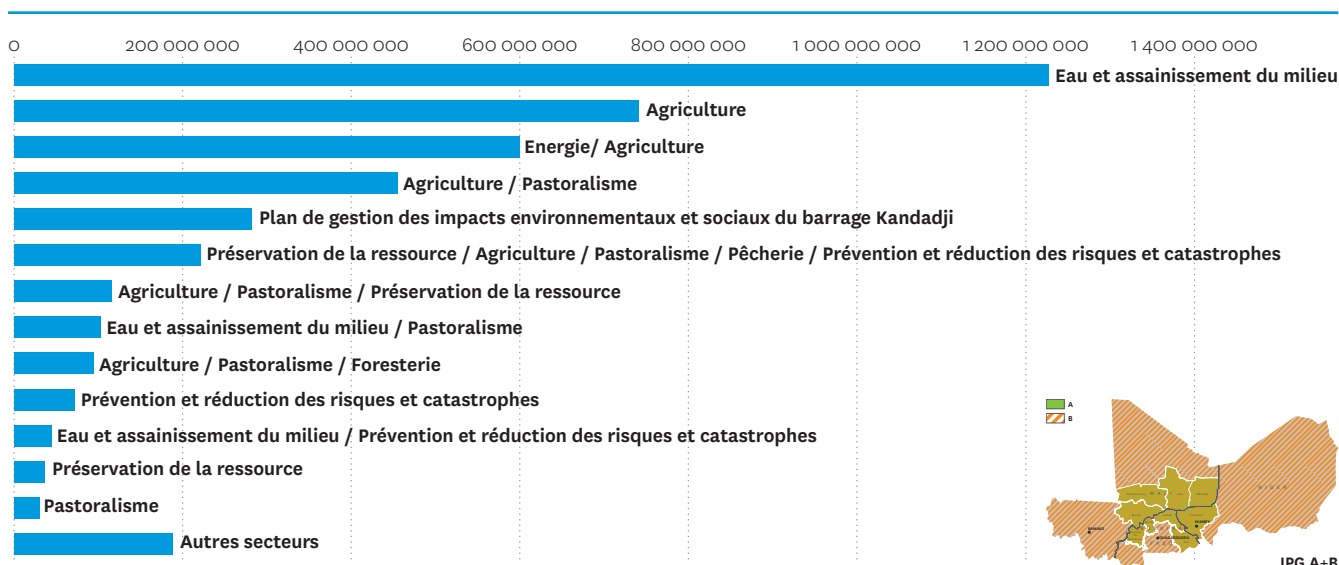
Source : Geneva Water Hub



Graphique 41 : Répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités (euros).

Total : 4 098 237 146 € et 140 projets.

Source : Geneva Water Hub



Dans la zone d'étude du Liptako-Gourma (IPG A) qui concerne les trois pays, il a été recensé 82 projets de développement pour un montant total d'environ 2,1 milliards €. Les quatre principaux secteurs d'activité des projets de développement, qui sont la production d'énergie et agriculture (600 millions €), l'eau et l'assainissement du milieu (518 millions €), l'agriculture-pastoralisme (292 millions €) ainsi que le Plan de gestion

des impacts environnementaux et sociaux du barrage Kandadji (282 millions €), représentent environ 80 % du budget total des projets de développement dans la zone d'étude du Liptako-Gourma. Le secteur de la production d'énergie et agriculture pèse à hauteur de 29 % dans le budget total des projets de développement, l'eau et de l'assainissement du milieu 25 % et l'agriculture-pastoralisme 14%.

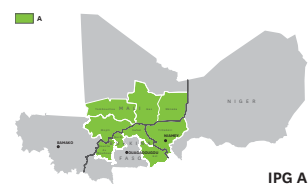
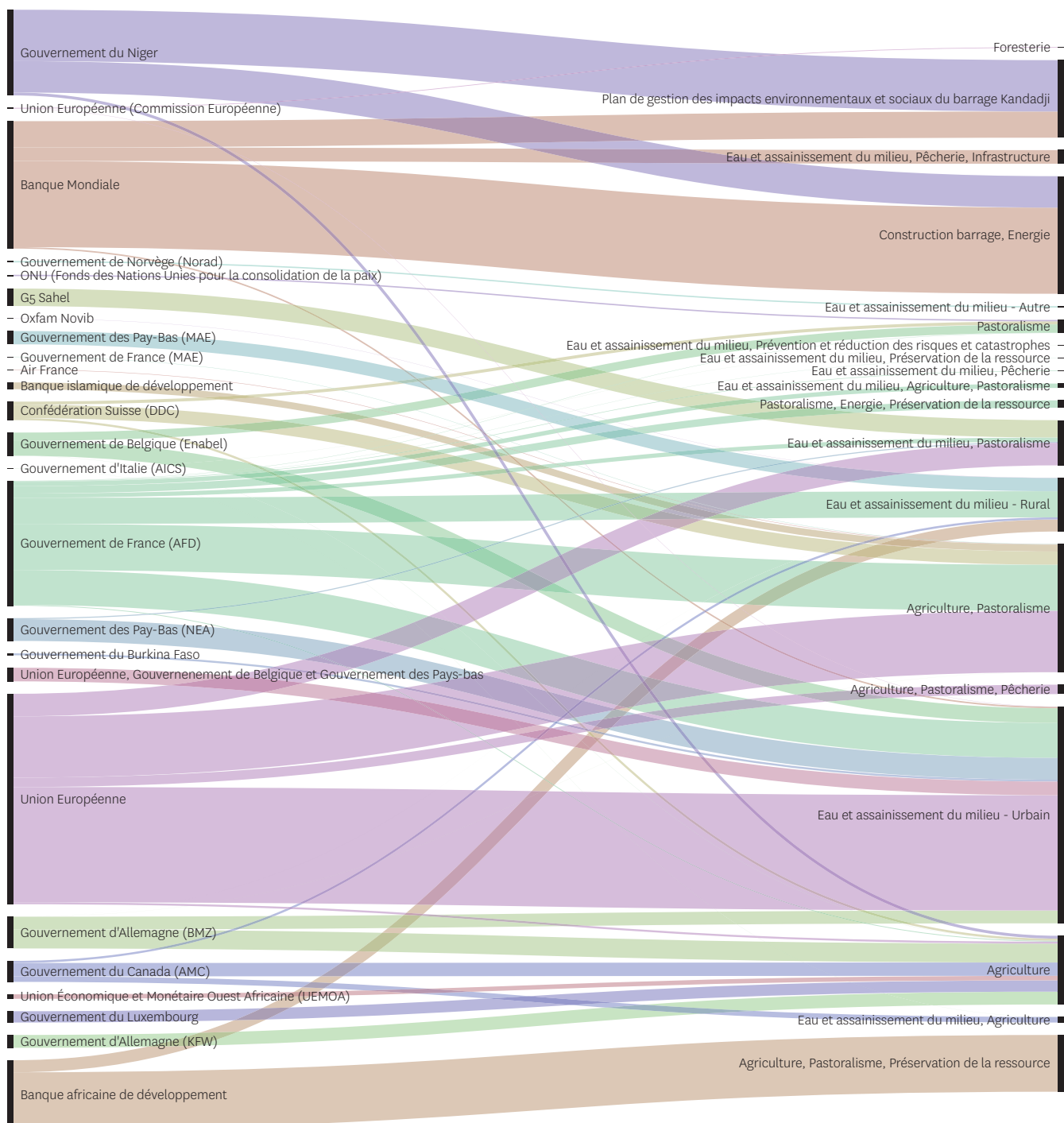
Tableau 9 : Détails de la répartition des budgets des projets de développement liés à l'eau selon les secteurs d'activités

Secteurs liés à l'eau	Budget total des projets	Nombre de projets
Eau et assainissement du milieu	1 227 273 079 €	57
Agriculture	681 295 211 €	29
Construction barrage, EnergieEnergie, Agriculture	599 474 025 €	1
Agriculture, Pastoralisme	454 623 823 €	14
Plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux du barrage Kandadji	282 000 000 €	1
Préservation de la ressource, Agriculture, Pastoralisme, Pêcherie, Prévention et réduction des risques	221 827 590 €	4
Agriculture, Pastoralisme, Préservation de la ressource	115 364 816 €	2
Eau et assainissement du milieu, Pastoralisme	103 250 000 €	5
Agriculture, Pastoralisme, Foresterie	94 350 000 €	1
Prévention et réduction des risques et catastrophes	72 201 103 €	5
Agriculture et sécurité alimentaire, Education	60 103 588 €	1
Eau et assainissement du milieu, Prévention et réduction des risques et catastrophes	44 157 756 €	2
Préservation de la ressource	36 360 235 €	5
Pastoralisme	30 761 353 €	8
Eau et assainissement du milieu, Pêcherie, Infrastructure	26 000 000 €	1
Agriculture, Elevage, Pêcherie	25 000 000 €	1
Eau et assainissement du milieu, Préservation de la ressource	24 194 564 €	3
Total général	4 098 237 146 €	140

Graphique 42 : Affectations budgétaires des bailleurs de fonds par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau.

Total : 1 424 748 294 €³², 82 projets.

Source : Geneva Water Hub



³² et 673 729 111 € de bailleurs inconnus

Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre bailleurs de fonds connus³³ et secteurs d'activité concernant les projets de développement lié à l'eau dans la zone retenue du Liptako-Gourma (IPG A).

L'Union Européenne (405 millions €) est le principal bailleur de fonds concernant l'enveloppe budgétaire recensé pour les projets de développement. Celui-ci finance principalement le secteur de l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (220 millions €), le secteur de l'agriculture-pastoralisme (120 millions €) et l'eau et l'assainissement du milieu - pastoralisme (43 millions €).

Le deuxième bailleur de fonds en terme de montant financier alloué est la Banque Mondiale pour 243 millions €. Celui-ci finance principalement le secteur de la production énergétique et agricole via la construction du barrage de Kandadji et son plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux (214 millions €) ainsi que le projet multisectoriel de l'eau et l'assainissement du milieu - Pêcherie - Infrastructure (s 26 millions €).

Le troisième est l'Agence Française de Développement pour environ 237 millions €. Celui-ci finance principalement le secteur de l'agriculture-pastoralisme (88 millions €), le secteur de l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (67 millions €), ainsi que le

secteur de l'eau et l'assainissement du milieu en zone rurale (50 millions €).

Le quatrième est le Gouvernement du Niger pour environ 163 millions €. Celui-ci finance principalement le plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux du barrage Kandadji (98 millions €), la production d'énergie et agriculture via la construction du barrage (60 millions €) ainsi que le secteur de l'agriculture (5,5 millions €).

Le cinquième bailleur de fonds en termes de montant financier alloué est la Banque Africaine de Développement pour environ 131 millions €. Celui-ci finance principalement un projet dans les secteurs de l'agriculture - pastoralisme - préservation de la ressource (108 millions €), ainsi que le secteur de l'eau et assainissement du milieu en zone rurale (23 millions €).

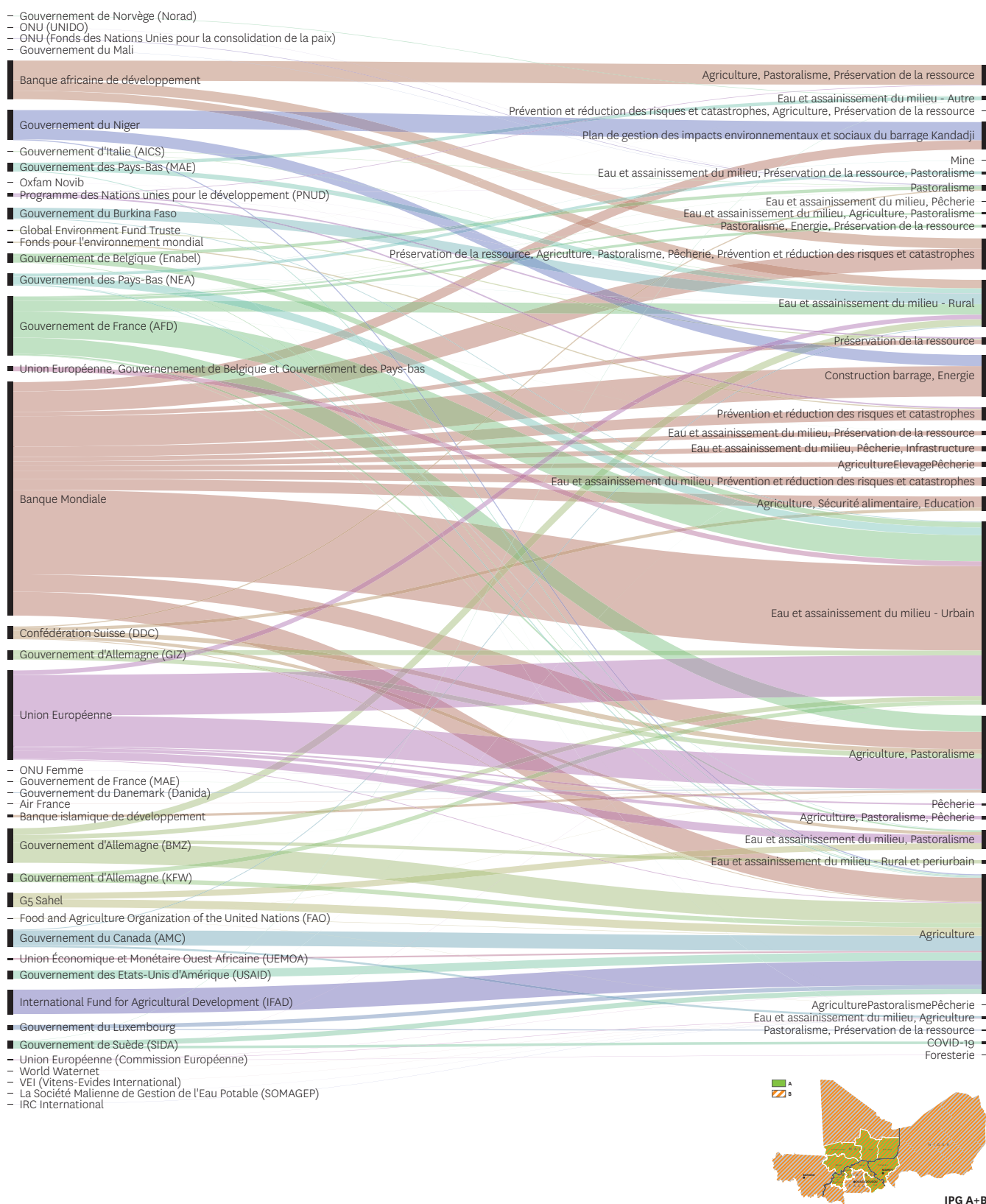
A l'inverse, les principaux secteurs financés dans la zone d'étude du Liptako-Gourma sont l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (414 millions €), le secteur de l'agriculture - pastoralisme (245 millions €), la production d'énergie-agriculture en lien avec le futur barrage de Kandadji (225 millions €) et son plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux (148 millions €), le secteur de l'agriculture (131 millions €) ainsi que celui de l'eau et l'assainissement du milieu en zone rurale (148 millions €).

³³ plus de 670 millions d'€ sont issus de bailleurs de fonds inconnus, et donc non représentés dans les graphiques.

Graphique 43 : Affectations budgétaires des bailleurs par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau.

Total : 3 114 909 443€³⁴ et 165 projets.

Source : Geneva Water Hub



³⁴ et 851 692 514 € de bailleurs inconnus

Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre bailleurs de fonds connus et secteurs d'activité concernant les projets de développement lié à l'eau dans la zone élargie du Liptako-Gourma (IPG A+B).

La Banque Mondiale (1,25 milliards €) est le principal bailleur de fonds concernant l'enveloppe budgétaire recensé pour les projets de développement. Celui-ci finance principalement le secteur de l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (450 millions €), la production d'énergie et agricole via la construction du barrage de Kandadji et son plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux (214 millions €) ainsi que l'agriculture (230 millions €).

Le deuxième bailleur de fonds en termes de montant financier alloué est l'Union Européenne pour environ 490 millions €. Celle-ci finance principalement le secteur l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (225 millions €), l'agriculture-pastoralisme (166 millions €), ainsi que le secteur de l'eau et l'assainissement du milieu-pastoralisme (43 millions €).

Le troisième est l'Agence Française de Développement pour environ 321 millions €. Celle-ci finance principalement le secteur l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (142 millions €), l'agriculture-pastoralisme (89 millions €), ainsi que le secteur de l'eau et l'assainissement du milieu en zone rurale (57 millions €).

Le quatrième est le Gouvernement d'Allemagne à travers BMZ, GIZ, kfW pour environ 285 millions €. Celui-ci finance principalement le secteur de l'agriculture (132 millions €), l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (72 millions €), ainsi que l'eau et l'assainissement du milieu en zone rurale (54 millions €).

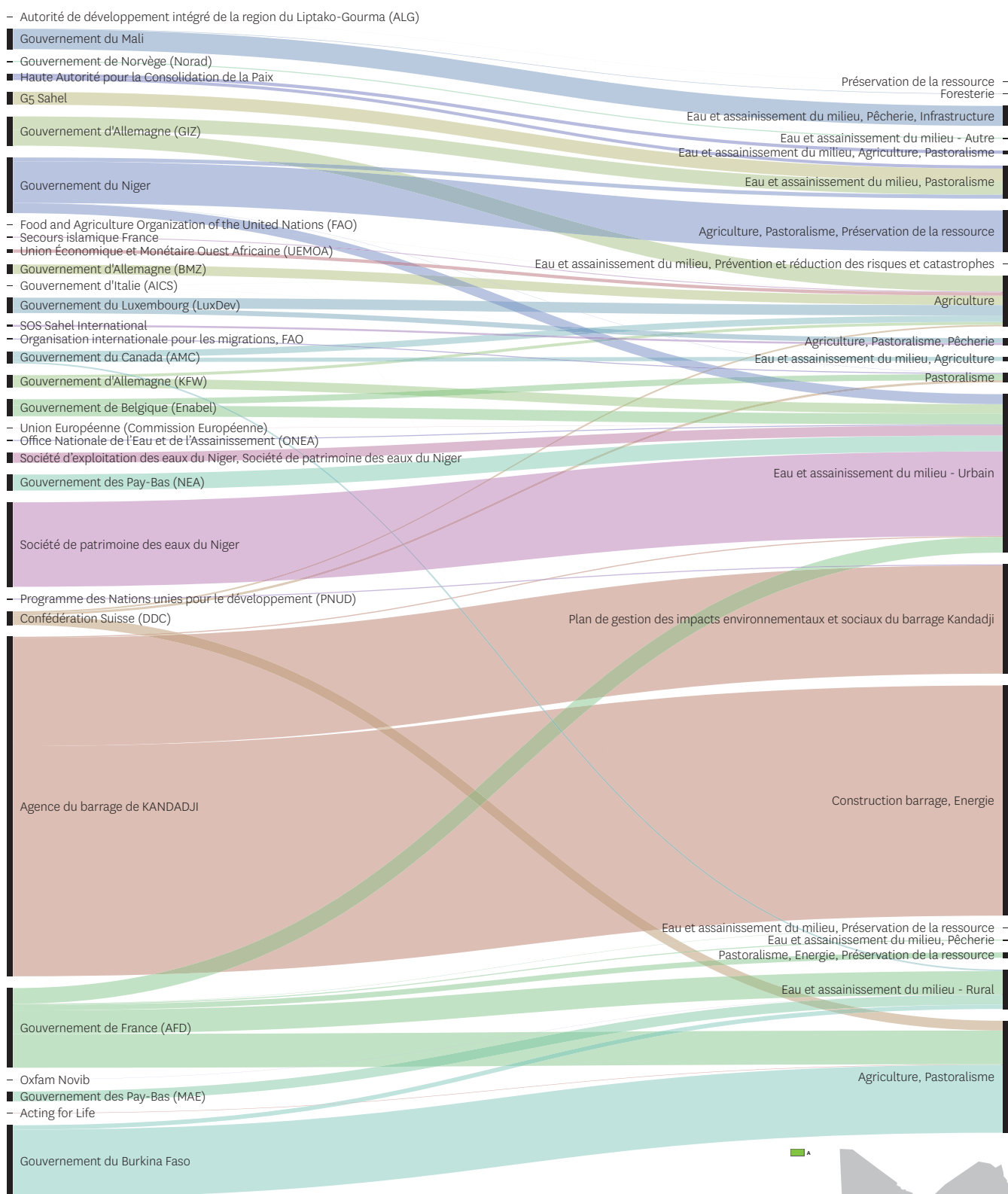
Le cinquième bailleur de fonds en termes de montant financier alloué est la Banque Africaine de Développement pour environ 222 millions €. Celle-ci finance principalement un projet dans les secteurs de l'agriculture - pastoralisme - préservation de la ressource (108 millions €), un projet de préservation de la ressource - agriculture - pastoralisme - pêche - prévention (54 millions €) et ainsi que le secteur de l'eau et l'assainissement du milieu en zone rurale (46 millions €).

A l'inverse, les principaux secteurs financés dans la zone élargie du Liptako-Gourma sont l'eau et l'assainissement du milieu en zone urbaine (991 millions €), le secteur de l'agriculture (649 millions €), le secteur de l'agriculture - pastoralisme (417 millions €), l'eau et l'assainissement du milieu en zone rurale (271 millions €), ainsi que la production d'énergie et agriculture via la construction du barrage de Kandadji (225 millions €) et son plan de gestion des impacts environnementaux et sociaux (148 millions €).

Graphique 44 : Affectations budgétaires des gestionnaires par secteurs concernant des projets de développement.

Total : 2 098 477 405 € et 82 projets.

Source : Geneva Water Hub



Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre gestionnaires de projets et secteurs d'activités concernant les projets de développement lié à l'eau dans la zone retenue du Liptako-Gourma (IPG A).

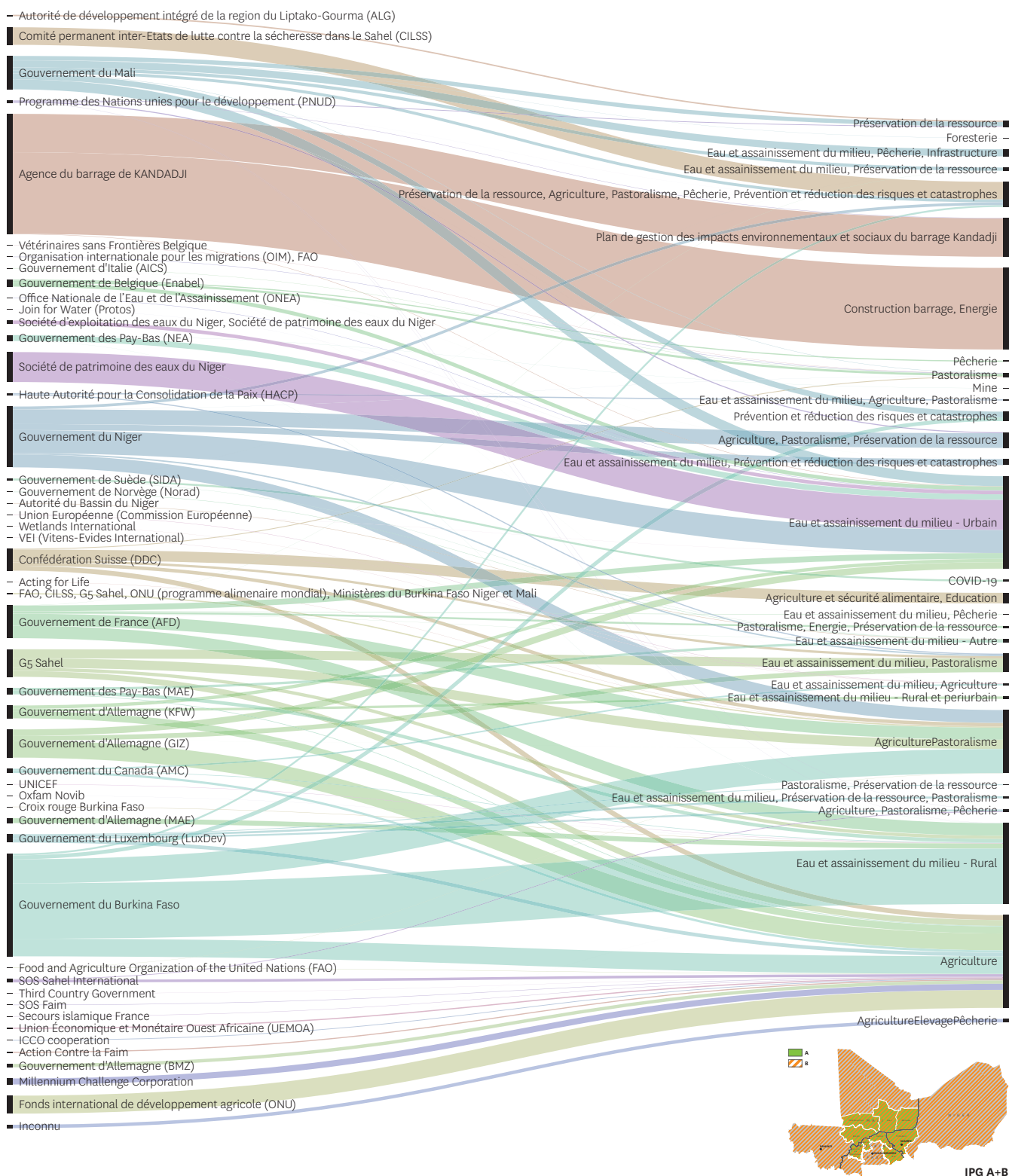
Outre la production énergétique et agricole via la construction du barrage de Kandadji et la réduction de ses impacts qui mobilisent environ 880 millions € et qui est géré par l'Agence du barrage de Kandadji, les SEEN/

SPEN (246 millions €) sont les principaux gestionnaires de l'enveloppe budgétaire recensé pour les projets de développement. A celles-ci s'ajoute comme principaux gestionnaires, la France à travers l'AFD (207 millions €), le Gouvernement du Burkina Faso (environ 188 millions €), le Gouvernement du Niger (165 millions €), ainsi que l'Allemagne à travers BMZ, GIZ, KfW (132 millions €).

Graphique 45 : Affectations budgétaires des gestionnaires par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau.

Total : 4 211 592 688 €³⁵ et 165 projets.

Source : Geneva Water Hub



³⁵ Et 25 000 000 d'€ de bailleurs inconnus

Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre gestionnaires de projets et secteurs d'activités concernant les projets de développement lié à l'eau dans la zone retenue du Liptako-Gourma (IPG A+B).

Outre la production d'énergie et agricole via la construction barrage de Kandadji et la réduction de ses impacts qui mobilisent environ 880 millions € et qui est géré par l'Agence du barrage de Kandadji, le Gouvernement du Burkina Faso (755 millions €) est le principal gestionnaire de l'enveloppe budgétaire recensé pour les projets de développement. A celle-ci s'ajoute comme principaux gestionnaires, le Gouvernement du Niger (447 millions €), l'Allemagne à travers BMZ, GIZ, kfW (362 millions €), les SEEN/SPEN (246 millions €), ainsi que le Gouvernement du Mali (245 millions €).

4.4. PROFIL DE L'ENGAGEMENT DES ACTEURS HUMANITAIRES DANS LE LIPTAKO-GOURMA

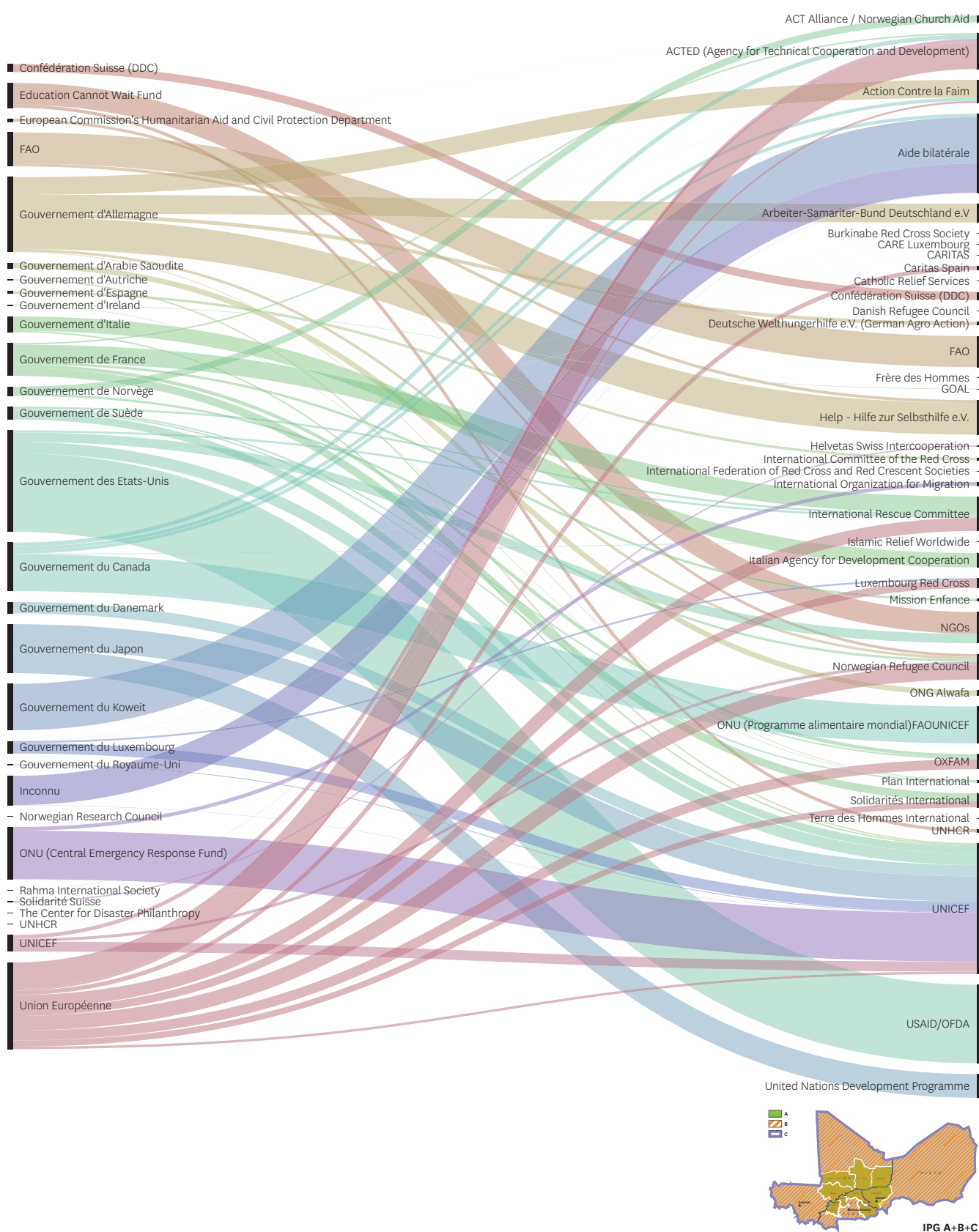
La violence et l'insécurité ont atteint des niveaux sans précédent dans certaines régions du Burkina Faso, du Mali et de l'ouest du Niger. Depuis 2017, le nombre d'incidents violents dans la région du Sahel central est en perpétuelle augmentation. En 2020, plus de 2 millions de déplacés internes ont été signalés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ceux-ci fuyant les violences, notamment dans la région du Liptako-Gourma, soit la région dite des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter d'année en année.

Pour faire face à cette crise humanitaire, une multitude d'acteur est présent au Sahel. Le Sahel central comptabilise un nombre important d'acteur humanitaire mais la cohérence de leur action n'est pas toujours garantie. Ci-dessous, un graphique illustrant les liens budgétaires unissant les bailleurs de fonds aux gestionnaires d'aides humanitaire entre 2017 et 2020 au Sahel central.

Graphique 46 : Affectations budgétaires des bailleurs à des gestionnaires pour l'aide humanitaires WASH.

Total : \$ 201 353 425 et 357 flux financiers.

Source : OCHA financial tracking services (2017-2020), compilation Geneva Water Hub.



Le graphique ci-dessus représente les affectations budgétaires entre bailleurs de fonds et gestionnaires concernant les aides humanitaires WASH dans la zone retenue du Liptako-Gourma (IPG A+B+C).

Les principaux bailleurs de fonds sont le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (23 millions \$), l'Union Européenne (20 millions \$), le Gouvernement d'Allemagne (17 millions \$), l'ONU à travers son Fonds central d'intervention d'urgence (12 millions \$) et le Gouvernement du Canada (11 millions \$).

A l'opposé, les principaux gestionnaires humanitaires sont le Fonds des Nations unies pour l'enfance (30

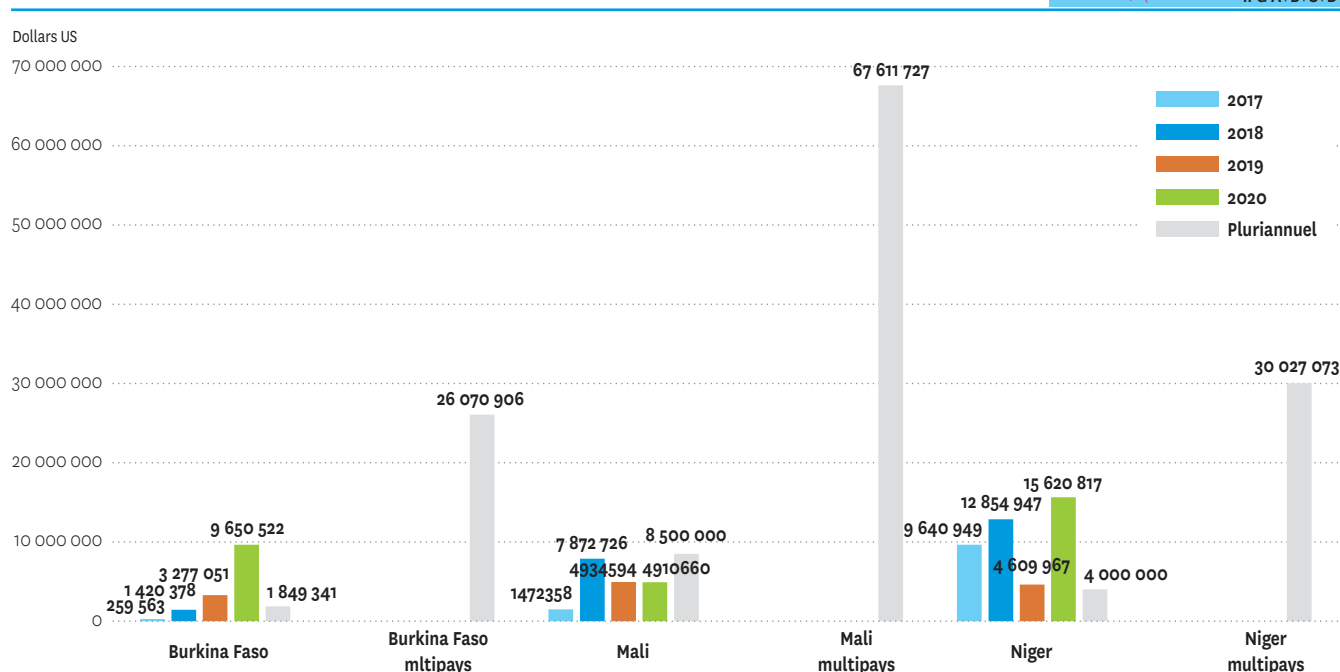
millions\$), l'Agence des États-Unis pour le développement international (18 millions \$), les pays récipiendaires des aides bilatérales (18 millions \$), l'Agence pour la coopération technique et le développement (10 millions \$), ainsi que l'International Rescue Committee.

On s'aperçoit qu'il existe quasiment autant de bailleurs que de gestionnaires. Seul l'UNICEF semble réussir à rassembler une multitude de bailleurs de fonds. Par ailleurs, il semble y avoir une sous-représentation de certain flux financiers et acteurs (bailleurs et gestionnaires) par manque d'accès aux données.

Graphique 47 : Total des flux financiers liés à des aides humanitaires WASH selon les pays.

Total : \$ 214 583 579 et 357 flux financiers.

Source : OCHA - flux financier répartis entre 2017 – 2020 ; compilation Geneva Water Hub.



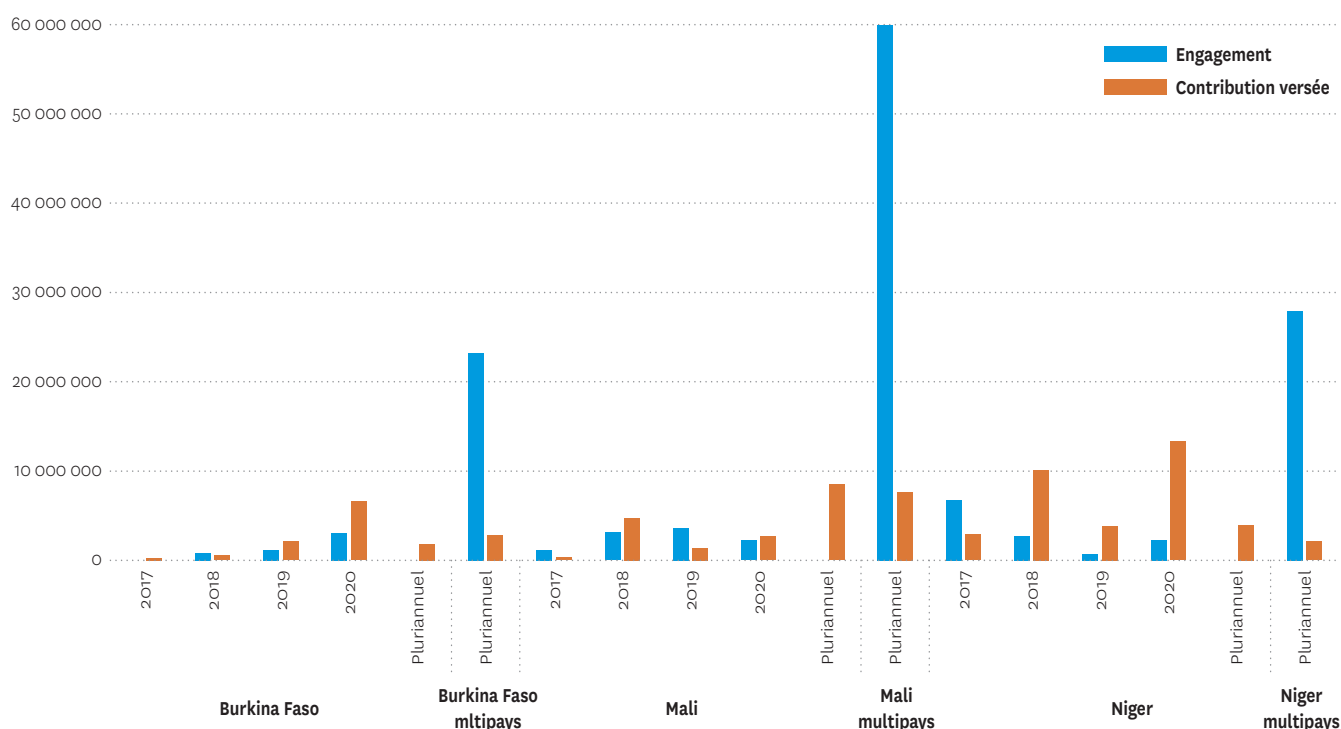
On observe une légère tendance à la hausse des flux financiers liés à des aides humanitaires WASH qui peut s'expliquer par la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel dans la zone du Liptako-Gourma. Il faut savoir que les différences entre années peuvent aussi s'expliquer par la présence d'aides humanitaires multi-pays et pluriannuel indiqués comme tel par OCHA. Ainsi, le Mali semble être le premier concerné par ces aides humanitaires. Par ailleurs, ces résultats sont un mélange d'engagement (139 millions \$) et de contributions versées (76 millions \$) (voir graphique ci-

dessous). Une même tendance semble se dessiner pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Lorsqu'il s'agit d'une aide annuelle, les contributions versées sont supérieures aux engagements. Lorsqu'il s'agit de projet pluriannuel et multi-pays, les engagements sont nettement supérieurs aux contributions versées. En réalité, le Burkina Faso a bénéficié de 14 millions de dollars sur les 28 millions d'engagement. Le Mali lui a bénéficié de 25 millions sur les 70 millions d'engagement. Quant au Niger, il a bénéficié de 36 millions de dollars sur les 40 millions d'engagement.

Graphique 48 : Répartition temporelle et géographique des contributions et engagements financiers liés à des aides humanitaires WASH.

Total : \$ 214 583 579 et 357 flux financiers.

Source : OCHA - flux financier répartis entre 2017 – 2020 ; compilation Geneva Water Hub.



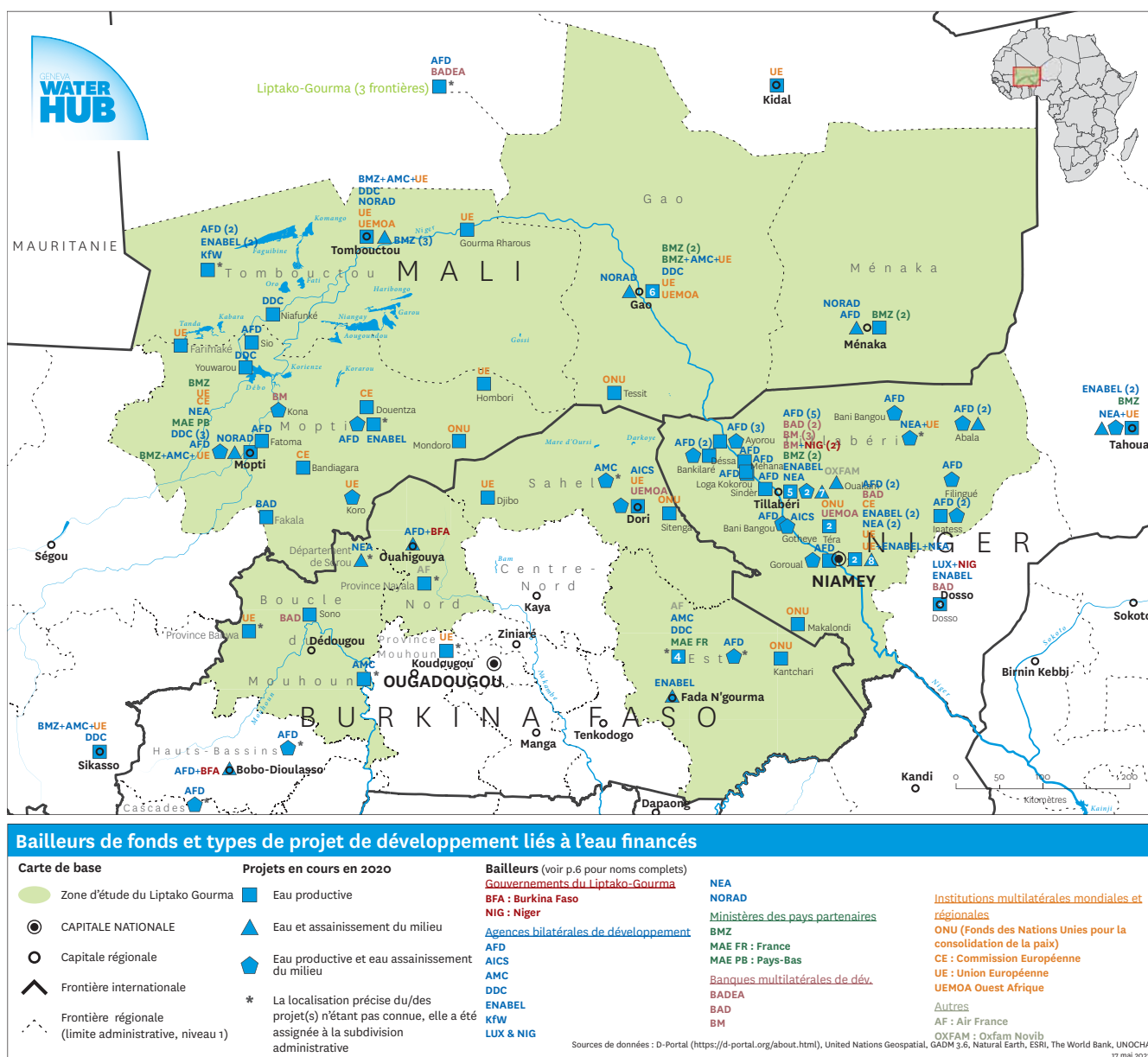
Si l'on s'intéresse aux décaissements des aides humanitaires issus des données OCHA, on s'aperçoit qu'il existe une légère différence entre les engagements et les contributions versées, hormis pour les projets pluriannuels et multi-pays. Au niveau national, les contributions versées sont souvent supérieures aux engagements, à l'exception du Niger en 2017 et du Mali en 2019. Pour ce qui est des projets pluriannuels et multi-pays, on observe des engagements nettement supérieurs aux contributions versées.

4.5. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS GÉOLOCALISÉS

Les différentes cartes qui suivent ont pour but de représenter les informations recensées sous la forme de projets géolocalisés. Nous précisons que ne figure sur cette carte que les projets d'indice de précision

géographique A (voir section 3 Cadre méthodologie) dont les données géolocalisées sont accessibles, ce qui représente 79 projets de développement, soit 36% des projets de développement la base données. Ces localisations de projet ont été complétées par d'autres sources d'informations permettant de contextualiser les informations sur les projets de développement. Il est ainsi présenté les lieux d'engagements des bailleurs de fonds (carte 2), une représentation des tendances hydrologiques rétrospectives sur vingt ans dans le contexte d'engagements des projets (carte 3), le contexte de violences armées évoluant de 2018 à 2020 dans lequel ces projets sont engagés (carte 4, 5 et 6), puis finalement les déplacements forcés de la région ainsi que les engagements relatifs à l'eau et à l'assainissement du milieu projets de développement et les aides humanitaires (carte 7).

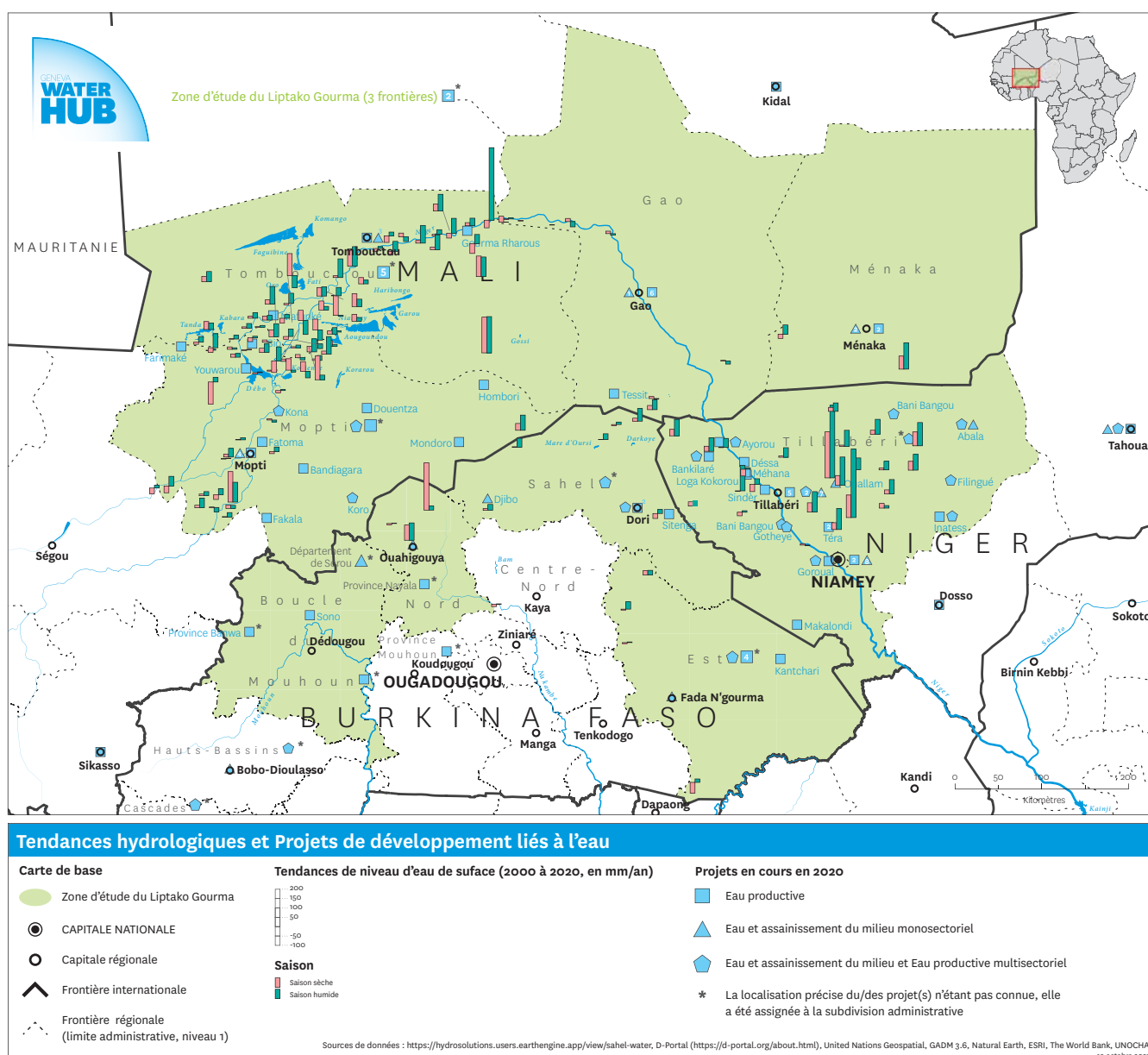
Carte 2 : Bailleurs de fonds et types de projet de développement liés à l'eau financés au Liptako-Gourma



Cette carte représente, dans la région du Liptako-Gourma, les différents types de projets de développement liés à l'eau ainsi que les bailleurs de fonds qui les financent. On observe tout d'abord une plus forte concentration de ces projets autour du fleuve Niger pour le Niger, ainsi qu'une plus forte concentration de ces projets autour des zones fluviales dans les régions de Mopti et Tombouctou pour le Mali. Pour ce qui est du Burkina Faso, la concentration des projets est plus faible, tout comme le nombre de

bailleurs de fonds par projet. On observe ensuite que les projets monosectoriel de type « eau productive » sont principalement localisés dans les ruralités alors que les projets monosectoriel de type « eau et assainissement du milieu » le sont dans les centres urbains. On observe enfin que les projets multisectoriels sont plutôt localisés au Niger, à l'inverse le Mali et le Burkina Faso concentre plutôt des projets monosectoriels.

Carte 3 : Tendances hydrologiques et projets de développement liés à l'eau au Liptako-Gourma



Cette carte présente les tendances hydrologiques rétrospectives sur vingt ans provenant de l'observation satellitaire des étendues des points d'eau (eaux de surface permanente et temporaire) et le calcul des niveaux d'eau. La méthodologie consiste à détecter le bord toujours changeant des plans d'eau sur des images de télédétection et à attribuer des hauteurs aux points de rivage à l'aide de données altimétriques. Les tendances de niveau d'eau constituent des indicateurs de disponibilité des eaux aux différents points de mesure croisant à la fois les contributions naturelles du cycle de l'eau, la gestion potentielle de ses flux par intervention humaine et le degré de prélèvement de la ressource à travers différents usages. Chaque point de mesure présente les tendances hydrologiques en saison sèche et en saison humide.

L'observation satellitaire présentée sur cette carte rend compte ainsi de la tendance générale à l'augmentation de la disponibilité en eau aux points de mesure dans la région du Liptako-Gourma principalement lors des saisons humides avec les valeurs de mesure les plus importantes situées dans les régions de Tillabéry et de Tombouctou.

Cette augmentation de la disponibilité en eau de surface est liée à un constat de hausse de la pluviométrie avec un relèvement des isohyètes du sud au nord. La région sahéenne étant soumise à une alternance de périodes pluriannuelles humide et sèche, nous nous trouvons depuis la fin des années 1980 et début des années 1990 dans une période relativement humide. Les images satellitaires ont par ailleurs permis de constater que la hausse de la pluviométrie a induit une amélioration du

couvert végétal, particulièrement dans certaines régions du Sahel comme le Gourma malien qui a augmenté sa biomasse depuis 1984 prouvant une forte résilience des écosystèmes.³⁶

Cela étant, les tendances observables sur cette carte ne permettent pas de conclure à ce que la gestion des ressources en eau soit facilitée par des quantités plus importantes à distribuer entre les divers usages. Plusieurs raisons sont à considérer en lien avec la logique de flux, et non de stock, qui régit le cycle de l'eau :

La gestion de l'occupation des sols a un rôle majeur dans la disponibilité en eau au niveau local et dans les flux d'eau au niveau régional. La dégradation des sols dans la région permet de comprendre le « paradoxe sahélien » selon lequel les coefficients d'écoulement s'accroissent depuis le début de la période sèche en 1968 avec une accélération depuis les années 2000. Cette dégradation est liée à fois à la sécheresse des sols, en léger décalage avec la sécheresse climatique, et à des pratiques d'agriculture extensive qui ont nui aux capacités d'infiltration et de rétention d'eau des sols dans une grande partie des zones sahéliennes et nord soudaniennes, entraînant un plus fort ruissellement et des débits de surface plus importants. Ainsi, même si on constate un reverdissement du Sahel depuis la fin du 20^{ème} siècle, celui-ci s'accompagne dans de nombreuses zones d'une forme de désertification se traduisant non pas par une progression du désert vers le sud mais par une dégradation généralisée des sols.³⁷

En matière de changement climatique, la période pluriannuelle humide actuelle s'accompagne d'une forte imprévisibilité de la pluviométrie. Il y a une grande variabilité interannuelle qui contraste avec la stabilité de la période humide des années 1950 à 1970 et la stabilité de la période sèche des années 1970 à la deuxième moitié des années 1980. Les modèles climatiques sont peu adaptés pour anticiper cette variabilité interannuelle.³⁸ L'impact du réchauffement climatique permet généralement aux projections de conclure à une hausse moyenne des températures, à l'augmentation des phénomènes extrêmes, et en particulier à la prévision que les saisons humides seront caractérisées par des précipitations plus faibles à leur début et plus abondantes en leur milieu.³⁹

Enfin, en lien avec le modèle d'alternance des longues périodes sèches et humides qui caractérise le climat sahélien, il y a lieu de porter une attention au scénario probable d'une nouvelle séquence de période sèche que des travaux du GIEC prévoient à l'horizon 2030 ou 2035. L'état de dégradation des sols sera à cet égard un facteur majeur pour la résilience des sociétés sahéliennes et des écosystèmes desquels elles dépendent à ce choc.⁴⁰

En rapport avec les projets de développement liés à l'eau, il paraît dès lors important que soit considéré dans les stratégies politiques tant des projets d'infrastructure hydraulique pour la gestion et l'exploitation équitable et efficiente des eaux de surface et souterraines que la promotion de pratiques agro-sylvo-pastorales intégrant des objectifs de préservation et restauration des écosystèmes et de gestion durable des sols. De nombreux savoir-faire traditionnels locaux peuvent être mobilisés à cet effet pour viser le développement d'une agriculture qui considère l'amélioration de la qualité microbiologique des sols et leurs capacités de rétention d'eau comme la base d'une résilience aux chocs climatiques à l'intensification de la production rurale pouvant renforcer la sécurité alimentaire et les économies locales.⁴¹

Le contexte de violence armée qui sévit dans la région du Liptako-Gourma, se manifestant en large partie par des conflits intercommunautaires, est cependant un enjeu majeur à la mise en œuvre de politiques de développement et au déploiement de ses projets. Cette violence intercommunautaire ne peut, du reste, pas être attribuée à une raréfaction généralisée des ressources naturelles, étant donné le contexte climatique présenté ci-dessus. Par ailleurs, suivant les situations, des conflits entre communautés ont pu éclater, tant suite à un épisode de sécheresse par une plus grande pression sur des ressources naturelles réduites, que suite à des précipitations favorisant une hausse des ressources naturelles et générant alors des convoitises.⁴² A côté des enjeux de durabilité des pratiques de production rurale, figure des enjeux d'équité dans l'accès aux ressources naturelles que l'eau rend possible impliquant des nécessaires modes de régulation des usages concurrents. La lutte pour l'accès aux ressources naturelles nécessaires

³⁶ Dardel, C., Kergoat, L., Hiernaux, P., Mougin, E., Grippa, M., & Tucker, C. J. (2014). Re-greening Sahel: 30 years of remote sensing data and field observations (Mali, Niger). *Remote Sensing of Environment*, 140, 350-364.; Descroix, Luc (2019). Processus et enjeux d'eau en Afrique de l'Ouest soudano-sahélienne, éditions des archives contemporaines

³⁷ Descroix, Luc (2019). Op. cit

³⁸ Ibid

³⁹ Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2021). Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency. *African Security*, 1-23.

⁴⁰ Descroix, Luc (2019). Op. cit.

⁴¹ Ibid

⁴² Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseth, J. T. (2012). Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel?. *Journal of peace research*, 49(1), 97-111.

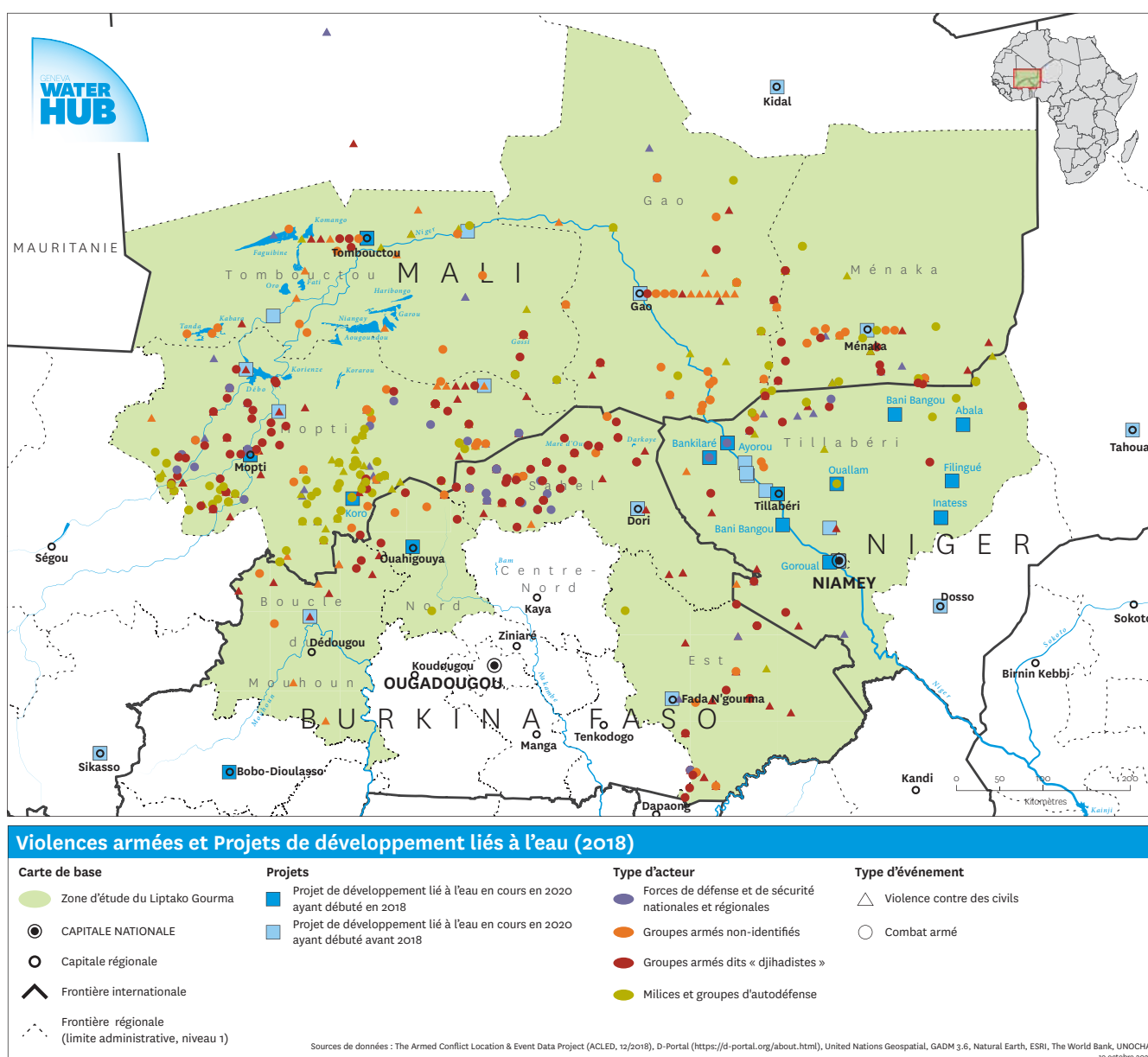
aux activités productrices est moteur important des violences armées qui entrave l'économie rurale.

Les trois cartes suivantes présentent l'évolution des projets de développement liés à l'eau et des incidents de violences armées pour les années 2018, 2019 et 2020. Chaque carte distingue les projets ayant débuté avant l'année donnée et ceux ayant débuté dans l'année d'après la base de données élaborés pour l'étude. Il n'y a donc, selon les critères méthodologiques retenus, pas de mention des projets qui se soient terminés avant le 31 décembre 2020 ou qui aient débuté après cette date.

Une lecture transversale des trois cartes permet ainsi de constater l'émergence de ces projets et les conditions de violences armées dans lesquelles ils ont tenté de se mettre en place.

En matière de violences armées, les cartes présentent d'après la base de données ACLED les épisodes de violences armées par catégories d'acteurs répertoriés comme auteur de l'acte et distinguent deux types d'action : les combats armés contre un belligérant et les exactions commises contre des civils.⁴³

Carte 4 : Violences armées⁴⁴ et projets de développement liés à l'eau au Liptako-Gourma en 2018



⁴³ Pour des données sur le nombre de victimes, nous vous renvoyons au chapitre 2 de l'étude.

⁴⁴ Par soucis de lisibilité, les occurrences ayant la même localisation ont été placées sur une ligne horizontale à côté de la localité concernée.

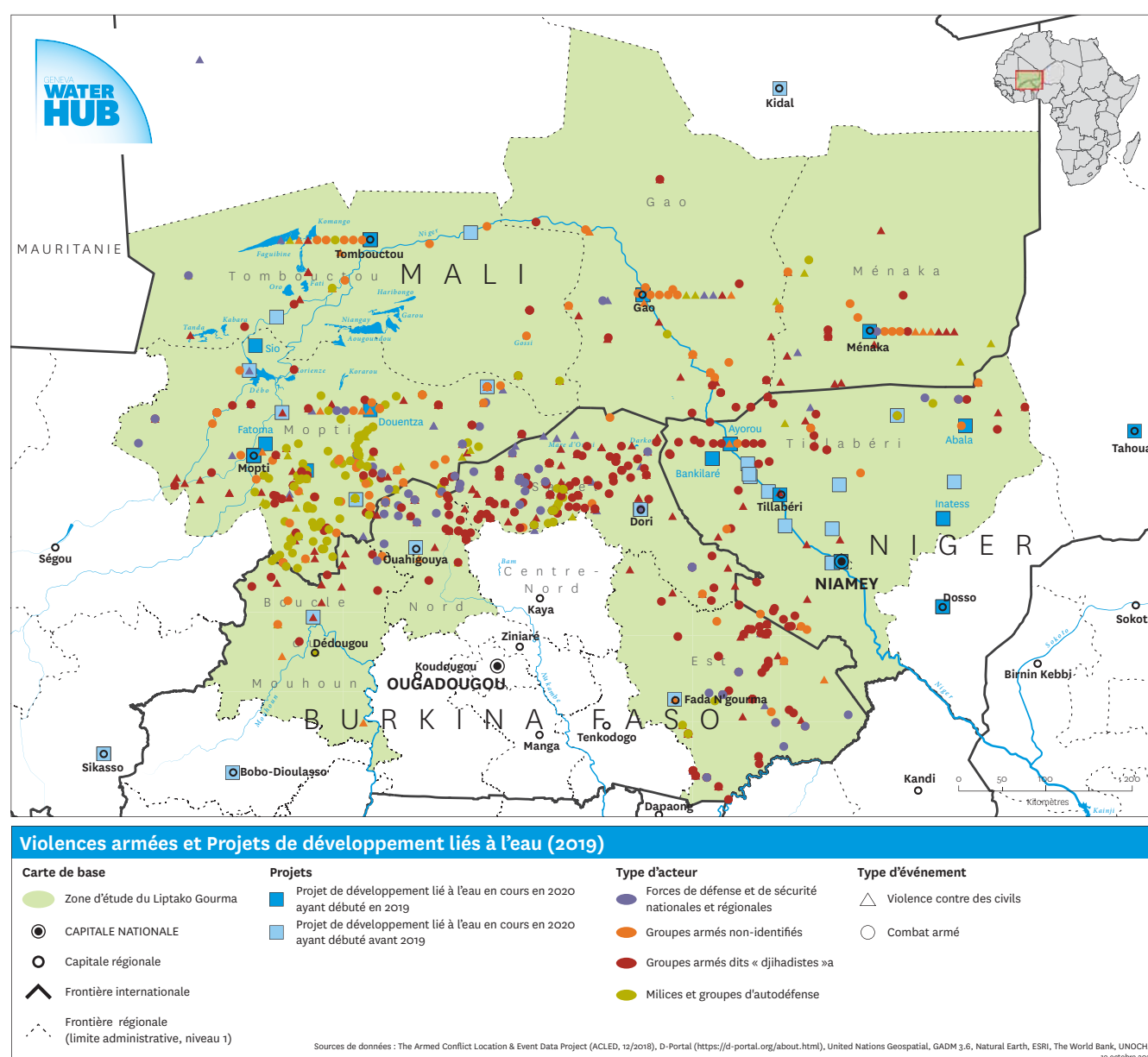
Sur cette carte de 2018, 12 projets ayant débuté avant 2018 et 13 projets ayant débuté en 2018 ont pu être géolocalisés dans la zone d'étude avec des implantations dans quelques régions environnantes. Leur répartition géographique sont de 3 projets débutés avant 2018 et 2 projets débutés en 2018 au Burkina Faso, 9 et 3 au Mali, ainsi que 7 et 9 au Niger.

Les violences armées commises par des milices et groupes d'autodéfense se situent principalement au Mali dans les régions de Mopti, Ménaka et Gao. Les violences armées commises par des groupes armés dits « djihadistes » se situent principalement dans la région du Sahel au Burkina Faso et la région de Mopti au Mali. La frontière nigéro-burkinabè semble être affectée par

les violences. Le Mali est caractérisé par des violences armées en zone urbaine avec une proportion importante d'exactions contre les civils, alors que les villes sont relativement épargnées au Burkina Faso et au Niger.

Au Burkina Faso et au Niger, les projets se situent relativement proches de localisation de violences armées. La majorité des sites d'implantation de projets au Niger ne sont pas ciblés par des violences directes. Inversement, au Mali, quasiment l'ensemble des projets est directement touché par des épisodes de violences sur le lieu de leur mise en œuvre. En particulier, un nouveau projet débute à Koro dans la région de Mopti dans une zone hautement touchée par des violences armées.

Carte 5 : Violences armées et projets de développement liés à l'eau au Liptako-Gourma en 2019



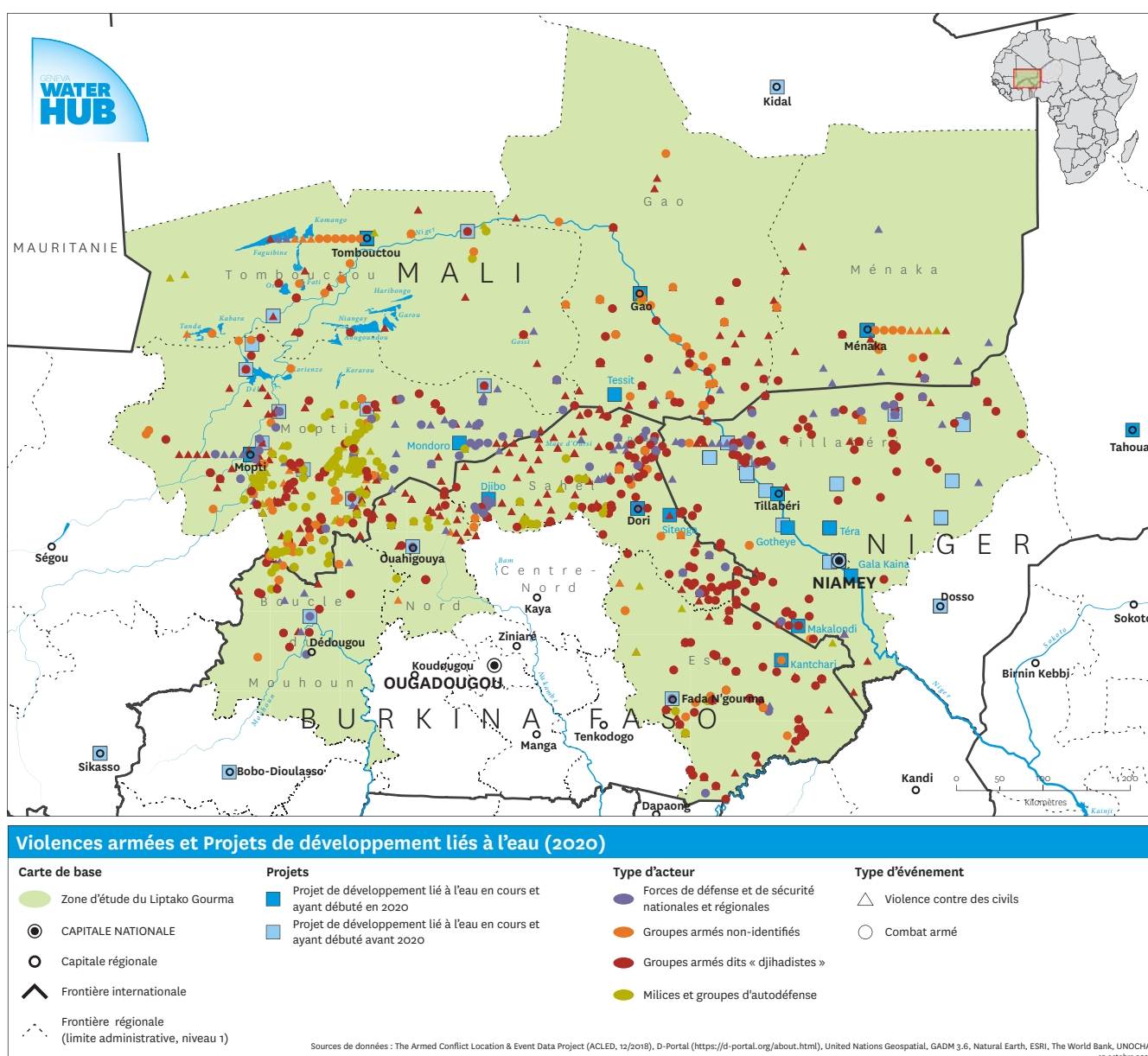
Sur cette carte de 2019, 26 projets ayant débuté avant 2019 et 6 projets ayant débuté en 2019 ont pu être géolocalisés dans la zone d'étude avec des implantations dans quelques régions environnantes. Leur répartition géographique sont de 5 projets débutés avant 2019 et aucun débuté en 2019 au Burkina Faso, 12 et 4 au Mali, et 16 et 2 au Niger.

On constate une intensification des violences menées par les groupes armés dits « djihadistes » dans les régions burkinabès du Sahel et du Nord, le long de la frontière nigéro-burkinabè, et sur le territoire nigérien, en particulier dans la zone de Terra en bordure de la frontière avec le Mali et le Burkina Faso. En ce qui concerne les milices et groupes d'autodéfense, les violences s'intensifient dans la région du Mopti et émerge dans la région burkinabè du Sahel. Les forces de sécurité et de défense exercent un déploiement de violences armées

principalement au Burkina Faso dans les régions du Nord, du Sahel et de l'Est, et dans une moindre mesure au Mali dans la région de Mopti. Les villes au Burkina Faso et Niger sont toujours épargnées par les violences alors qu'elles s'intensifient dans les villes maliennes. La proportion d'exactions contre les civils est toujours importante dans les villes et prend de l'ampleur dans les zones rurales de manière diffuse.

Les projets situés au Niger restent majoritairement réalisés dans des zones sans violence directe, à l'exception des projets situés le long de la frontière avec le Mali. Au Burkina Faso, l'intensification des violences armées concernent l'ensemble des projets de la zone d'étude. On peut dresser le même constat au Mali à l'exception de 3 projets dans la boucle du Niger situés sur des sites qui ne subissent pas d'attaque directe.

Carte 6 : Violences armées et projets de développement liés à l'eau au Liptako-Gourma en 2020



Sur cette carte de 2020, 32 projets ayant débuté avant 2020 et 9 projets ayant débuté en 2020 ont pu être géolocalisés dans la zone d'étude avec des implantations dans quelques régions environnantes. Leur répartition géographique sont de 5 projets débutés avant 2020 et 3 projets débutés en 2020 au Burkina Faso, 16 et 2 au Mali, et 18 et 4 au Niger.

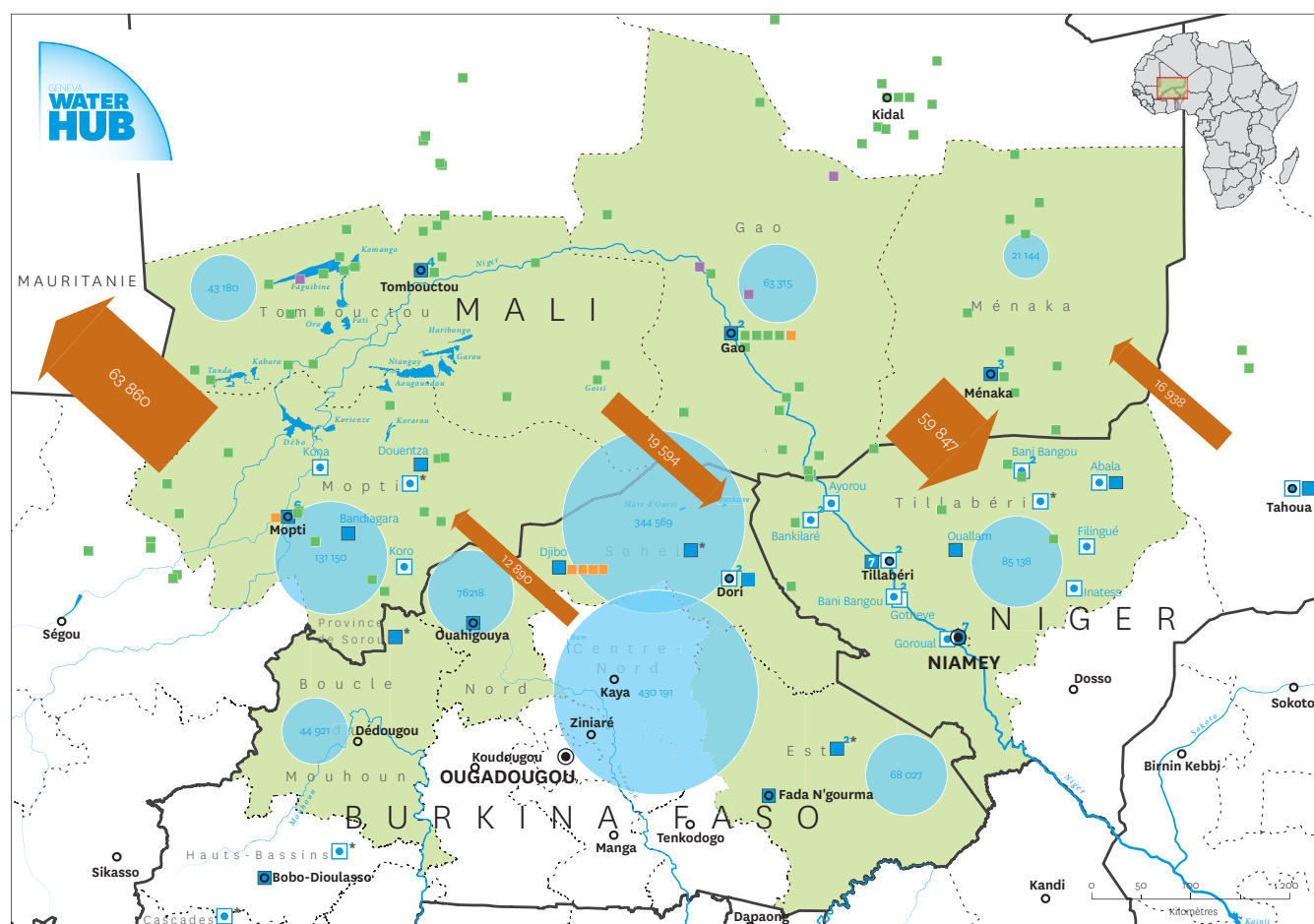
La zone des trois frontières connaît une forte augmentation généralisée des violences armées. Celles exercées par les groupes armés dit « djihadistes » sont désormais réparties sur l'ensemble de la zone d'étude avec toujours la plus forte concentration dans la région burkinabè du Sahel. La majorité des violences armées perpétrées par les milices et groupes d'autodéfense se situent toujours dans la région du Mopti. L'action des forces de sécurité et de défense des trois Etats se situent principalement dans

la zone de jonction de leurs trois frontières. Les violences urbaines restent un phénomène principalement malien. Les populations civiles sont la cible de violences dans des proportions inquiétantes dans toute la zone d'étude avec des fortes concentrations dans les régions du Sahel et du Nord au Burkina Faso, de Mopti au Mali et de Tillabéry au Niger. Elles sont exercées par tout type d'acteurs armés.

Les projets situés au Niger restent ceux qui sont relativement les plus épargnés par les violences armées, même si la frontière nigéro-malienne est encore fortement touchée. Tous les sites de projets au Burkina Faso et Mali sont concernés par des violences directes ou proche. Cette flambée de violence ne semble pas décourager le lancement de nouveaux projets qui se situent majoritairement dans les territoires les plus limitrophes des trois Etats.⁴⁵

Carte 7⁴⁵ : Déplacements forcés et projets de développement et aides humanitaires relatifs à l'eau et à l'assainissement du milieu au Liptako-Gourma.

Source : OIM : 31 décembre 2020 ; CICR : 2018 – 2021.



Déplacements forcés et projets de développement et aides humanitaires relatifs à l'eau et à l'assainissement du milieu

Carte de base

- Zone d'étude du Liptako Gourma
- CAPITALE NATIONALE
- Capitale régionale
- Frontière internationale
- Frontière régionale (limite administrative, niveau 1)

Projets

- Projet de développement « Eau et assainissement du milieu monosectoriel » en cours en 2020
- Projet de développement « Eau et assainissement du milieu et Eau productive multisectoriel » en cours en 2020
- * La localisation précise du/des projet(s) n'étant pas connue, elle a été assignée à la subdivision administrative

Réfugiés

- 30 000
- 20 000
- 10 000

Déplacés internes

- 100 000
- 50 000
- 10 000

Projets CICR - Eau et habitat

- Approvisionnement en eau potable
- Réhabilitation et construction de bâtiments
- Assainissement et santé environnementale

Sources de données : The International Organization for Migration (IOM), D-Portal (<https://d-portal.org/about.html>), Comité

Sources de données : The International Organization for Migration (IOM), D-Portal (<https://d-portal.org/about.html>), Comité International de la Croix-Rouge (CICR), United Nations Geospatial, GADM 3.6, Natural Earth, ESRI, The World Bank, UNOCHA

⁴⁵ Par soucis de lisibilité, les occurrences ayant la même localisation ont été placé sur une ligne horizontale à côté de la localité concernée.

Conséquence directe des violences armées, la crise humanitaire dans la région du Liptako-Gourma se traduit par un nombre important de déplacements forcés. Cette carte répertorie les flux de personnes réfugiées et les taux de personnes déplacés internes. La majorité des personnes réfugiées quittent le Mali (environ 140'000 personnes) se rendant principalement en Mauritanie et au Niger et dans une moindre mesure au Burkina Faso. Environ 17'000 personnes réfugiées quittent le Niger pour le Mali et environ 13'000 personnes quittent le Burkina Faso pour le Mali. Le phénomène de déplacement forcé interne touche très majoritairement le Burkina Faso avec près d'un million de personnes principalement dans les régions du Sahel et du Centre Nord. Les déplacements

forcés constituent des défis d'accueil pour les populations. Les enjeux d'accès à l'eau potable pour les besoins fondamentaux des ménages et aux points d'abreuvement pour les populations pastorales sont des fortes sources de tensions de cohabitation entre populations résidentes et déplacées.

La carte présente la couverture des projets de développement comprenant une composante de service d'eau et d'assainissement du milieu, monosectoriel et multisectoriel. Elle montre également le déploiement de l'action du Comité International de la Croix-Rouge en matière d'eau potable, d'assainissement et de santé environnementale, ainsi que de réhabilitation et construction de logement.

5. SYNTHÈSE DES CONSTATS D'ÉTUDE

L'étude conduite sur la zone retenue du Liptako-Gourma amène aux constats suivants :

5.1 DÉVELOPPEMENT

Les projets monosectoriels pour l'eau et l'assainissement du milieu représentent près de 1,23 milliards d'euros (IPG A+B), dont 518 millions directement affectés à la zone stricte du Liptako-Gourma (IPG A) et 710 millions affectés à la zone élargie du Liptako-Gourma (IPG B).

Les projets de développement monosectoriels sont principalement des projets d'hydrauliques urbaines. Leurs enveloppes budgétaires (environ 770 millions €) sont au moins deux fois plus importantes que celles des projets de développement monosectoriels d'hydrauliques urbaines-rurales (311 millions €) ou rurales (environ 210 millions €), alors qu'il est reconnu que la population rurale en 2020 est de 80 % pour le Liptako-Gourma, et au niveau national de 83 % pour le Niger, 69 % pour le Burkina Faso et 56 % pour la Mali⁴⁶. Ce constat, rapporté aux données de l'OMS et de l'UNICEF sur le taux d'accès aux services d'eau, d'assainissement et à d'hygiène des ménages,⁴⁷ pose la problématique de la fracture entre le milieu urbain et le milieu rural, soulevé dans ses priorités thématiques par le 9^e Forum mondial de l'Eau de Dakar de mars 2022.

De façon plus générale, au Liptako-Gourma (IPG A), les projets de développement liés à l'eau (eau et assainissement du milieu ainsi que les projets d'eau productive) représentent 2,1 milliards € pour 82 projets. A une échelle plus large (IPG A+B), les projets de développement liés à l'eau représentent 4,1 milliards € pour 140 projets.

En comparaison par pays, il existe, entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, des divergences des budgets de l'aide

au développement affectée aux projets liés à l'eau (eau et assainissement du milieu ainsi que eau productive). Alors que l'étude a recensé⁴⁸ un nombre assez similaire de projets de développement par pays (62 à 66), on constate que le Niger, dont sa capitale Niamey est comprise dans la zone d'étude, possède l'enveloppe budgétaire la plus importante établie à 2,35 milliards €, dont 565 millions pour les projets monosectoriels eau et l'assainissement du milieu. Le Burkina Faso bénéficie de 1,48 milliards dont 455 millions € pour les projets monosectoriels eau et l'assainissement du milieu, quant au Mali l'enveloppe s'établit à 880 millions € dont 283 millions € pour l'eau et l'assainissement du milieu.

Parmi les projets de développement recensés, on constate la présence de projets dont le budget est supérieur ou égal à dix millions d'euros. Rien que pour la zone stricte du Liptako-Gourma (IPG A), pas moins de 30% (26/82 projets) dépasse ce seuil et 6% (5/82 projets) dépasse cent millions d'euros de budget. Ces chiffres grimpent respectivement à 42% (70/165 projets) et 5,5% (9/165 projets) pour les projets de développement dans la zone élargie du Liptako-Gourma (IPG A+B).

L'étude révèle également que l'agriculture est le premier secteur bénéficiant de financement dans la zone du Liptako-Gourma burkinabè, alors qu'il s'agit de l'eau et l'assainissement du milieu pour le Mali et le Niger⁴⁹. Par ailleurs, la grande majorité des projets recensés sont multisectoriels. Cela signifie que l'investissement dans l'eau est généralement couplé avec d'autres secteurs d'activités liés à la ressource en eau.

Le recensement des financements réalisé dans cette étude permet de rendre compte de la diversité d'acteurs engagés dans le soutien financier et la réalisation d'activités liées à l'eau.

⁴⁶ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=BF-ML-NE>

⁴⁷ Voir section : 2.3. Besoins relatifs à l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le cadre de l'Objectif de développement durable n°6 des pays

⁴⁸ Ici ne sont pas comptabilisés les projets de développement multi-pays

⁴⁹ Outre le projet de construction du barrage de Kandadji

Pour ce qui est des bailleurs de fonds de la zone stricte du Liptako-Gourma (IPG A), on constate que l'Union Européenne est le premier bailleur de fonds en termes d'enveloppe budgétaire allouée (405 millions €), devant la Banque Mondiale (243 millions €) et l'AFD (237 millions €). Avec un indice de précision géographique plus faible (IPG A+B), on retrouve en première position la Banque Mondiale (1,25 milliards €), suivi de l'Union Européenne (490 millions €), et l'AFD (321 millions €). On observe ainsi qu'environ 20 % des bailleurs de fonds représentent 80 % des financements de développement.

Enfin, en ce qui concerne les gestionnaires de projets, on constate l'importance des acteurs nationaux des trois pays ainsi que de certains partenaires étrangers et institutionnels. Parmi les trois plus gros gestionnaires on note la présence dans la zone stricte du Liptako-Gourma (IPG A) de l'Agence du barrage de Kandadji (880 millions €), de la Société d'Exploitation des Eaux du Niger et la Société de Patrimoine des Eaux du Niger (246 millions €) ainsi que l'AFD (207 millions €). Avec un indice de précision géographique plus faible (IPG A+B), on retrouve l'Agence du barrage (880 millions €), mais également le Gouvernement du Burkina Faso (755 millions €) et le Gouvernement du Niger (447 millions €).

5.2 HUMANITAIRE

Sur le plan humanitaire, l'étude permet de rendre compte des divergences de proportionnalité entre les montants alloués aux actions humanitaires et des enveloppes budgétaires allouées pour les projets de développement. Les aides humanitaires WASH (monosectoriel et multisectoriel) ne représentent qu'approximativement un dixième du budget des projets de développement eau et assainissement du milieu monosectoriel et multisectoriel, alors que les besoins humanitaires sont clairement supérieurs aux montants engagés⁵⁰. On observe également que les engagements financiers sont inférieurs aux contributions réellement versées. Ces dernières ne représentent que 55% des engagements humanitaires. La cartographie des acteurs humanitaires rend compte de la multiplicité des bailleurs de fonds et des agences humanitaires engagés dans les pays de l'étude, renvoyant à des enjeux importants de coordination des acteurs.

5.3 ACCÈS À L'INFORMATION

D'un point de vue de la transparence des données, on constate des lacunes généralisées quant à l'accès à l'information relatif aux financements, qui concernent la mention de certaines sources de fonds, la publication des budgets sous forme désagrégée, et la publication des taux effectifs de décaissement. La mise à disposition d'information quant à la localisation géographique des projets de développement est également limitée puisque seul 36% des projets publient cette information. Quant aux actions humanitaires, la base de données OCHA ne procurent des informations sur les engagements qu'à l'échelle des pays.

⁵⁰ Voir section : 2.4. Besoins humanitaires évalués au Sahel central

6. PISTES DE RÉFLEXION EN VUE DES ENJEUX RELATIFS À LA GESTION DE L'EAU DANS LE NEXUS HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT

Suite à une décennie de conflits et de déstabilisation croissante des Etats, les différentes stratégies mises en place pour répondre à la crise dans le Sahel ne sont pas parvenues à endiguer l'explosion des violences armées et ses conséquences sur la sécurité des populations et leurs moyens de subsistance. Ces violences s'articulent sur la fragilité existante depuis plus de 40 ans dans ces régions rurales, où le faible présence de l'Etat central a laissé cours à des trafics illégaux. Ceux-ci sont devenus les principales rentes des groupes armés non étatiques, avec le trafic de drogue, d'armes, de véhicules et carburant, de vols de bétails, d'orpaillage, de braconnage. Le manque d'infrastructures de base au service de l'économie locale est un enjeu majeur pour que les acteurs locaux puissent organiser leur vie socio-économique et offrir les opportunités professionnelles qui permettront aux jeunes de se détourner du recrutement par les groupes armés. Le problème de l'accès à l'eau et à l'alimentation est la principale source de préoccupation des populations du Liptako-Gourma selon une consultation réalisée en 2020.⁵¹ Alors que les tensions internationales et les inconsistances politiques s'accroissent au sein de la communauté internationale, un désengagement problématique pour les Etats d'Afrique de l'Ouest.

A cet égard, le retrait précipité d'Afghanistan par les forces armées de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en août 2021 a été interprété comme des graves dysfonctionnements de l'intervention étrangère et des stratégies de reconstruction en zone fragile. Nonobstant les profondes différences de contexte culturel, historique et politique qui caractérisent ces deux régions, notamment en premier lieu la durée des relations qui lient l'Afrique de l'Ouest à l'Europe, des

leçons de l'échec afghan sont à considérer en ce qui concerne les problématiques relatives à l'intervention de la Communauté internationale. L'absence de stratégie et planification de reconstruction du pays, la manque de suivi de la durabilité des investissements et l'insécurité diffuse qui s'est rapidement instaurée ont miné les actions de reconstruction.⁵² Les efforts de compréhension du contexte afghan ont été clairement insuffisants pour permettre d'œuvrer en faveur d'une reconstruction politique et économique du pays.⁵³ Plus spécifiquement, la mauvaise compréhension des systèmes traditionnels de gestion de l'eau en ruralité par les acteurs de l'intervention internationale a impacté tant les formes d'organisations formelles et informelles de gestion de l'eau.⁵⁴ Tant les milieux urbains que ruraux ont souffert d'un déficit d'infrastructure hydraulique alors que la gestion de l'eau est considérée comme un défi clé de la reconstruction et de la nécessaire relance économique.

En ce qui concerne le contexte de la crise au Sahel, la nécessité de considérer le rôle stratégique de l'eau comme un instrument de paix et de coopération a été reconnu par des experts de différents domaines engagés dans la région (gestion de bassin, développement, humanitaire, militaire, consolidation de la paix, recherche, société civile et secteur privé)⁵⁵ ainsi que par des leaders et acteurs locaux de la région du Liptako-Gourma⁵⁶ dans le cadre de dialogues facilités par le Geneva Water Hub. Ces réflexions sont basées sur le constat consensuel qu'il ne peut y avoir de solutions militaires à la crise sahélienne – pourtant priorisées dans les engagements budgétaires internationaux – et qu'en conséquence le domaine du développement doit considérer la gestion de l'eau, dont l'accès conditionne toute activité socio-

⁵¹ SIPRI, DRC, CGD, LASDEL et POINT SUD (2021), La protection humanitaire dans la région du Liptako-Gourma, Mécanismes locaux de protection et réponse humanitaire

⁵² Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, What We Need to Learn: Lessons from Twenty Years of Afghanistan Reconstruction, August 2021

⁵³ Ibid.

⁵⁴ https://climate-diplomacy.org/case-studies/poor-water-provision-drives-taliban-recruitment-afghanistan#fact_sheet_toc-conceptual-modelhttps://climate-diplomacy.org/case-studies/poor-water-provision-drives-taliban-recruitment-afghanistan#fact_sheet_toc-conceptual-model

⁵⁵ www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-leau-vecteur-de-paix-au-sahel#impact

⁵⁶ www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-des-acteurs-locaux-sur-leau-comme-vecteur-de-paix-au-sahel#impact

économique dans l'occupation des territoires, comme le socle des stratégies de développement. Les vertus de dialogue et d'intégration sociale de la coopération dans le domaine de l'eau sont des atouts à considérer pour œuvrer à la cohésion sociale et aux rétablissements des liens de confiance avec les institutions.

En particulier, comme décrit en section 4.5, c'est la gestion intégrée, efficace et équitable du cycle de l'eau du niveau local au transfrontière qui est au cœur de l'agenda eau et paix. Il faut en effet gérer conjointement les eaux de surface et souterraines et parallèlement promouvoir les pratiques agro-sylvo-pastorales, halieutiques et minières intégrant des objectifs de préservation et restauration des écosystèmes et de gestion durable des sols. A ce titre, des mécanismes de financement participatifs et incitatifs pourraient aider à mobiliser des savoir-faire traditionnels locaux ainsi que des capacités sous-exploitées notamment parmi les jeunes et les femmes. Ces financements incitatifs pourraient ainsi intensifier la production rurale et développer l'entrepreneuriat et l'emploi pour renforcer la sécurité alimentaire et les économies locales. Et notamment dans l'agriculture en incitant les communautés à gérer le cycle de l'eau de manière intégrée, en particulier par l'amélioration des sols et de leurs capacités de rétention d'eau comme la base d'une résilience aux défis démographiques, climatiques et sécuritaires du futur. En effet, les échecs des politiques de développement à fournir et assurer des services de base, et à décentraliser des ressources au niveau local ont eu une implication majeure dans le basculement de la crise sécuritaire au Sahel. Il est largement reconnu dans les faits que le manque de perspectives socio-économiques et les luttes pour l'accès aux ressources naturelles nécessaires aux activités productrices tiennent une place majeure dans l'enrôlement des populations davantage que des considérations idéologiques, religieuses ou ethniques. La jeunesse, démographiquement majoritaire et laissée sans perspective socioprofessionnelle, est particulièrement vulnérable au recrutement des groupes armés et aux réseaux de trafic. Ainsi, les politiques de développement se présentent à la fois comme une des sources de la crise et comme une solution pour sa résolution. En ayant ébranlé les fondements des Etats déjà fragilisés par des déficiences, cette crise est perçue comme une opportunité de réformer ces politiques

de développement, en particulier en vue de mettre en œuvre une décentralisation effective des ressources techniques et financières au niveau local.⁵⁷ Ceci requiert de concevoir des approches de développement ainsi que des mécanismes de financement en zone fragile, et de développer des opérations conjointes dans le nexus humanitaire et développement. En effet, ce sont les postures des bailleurs de fonds et des agences du développement et de l'humanitaire qui peuvent impacter les enjeux de reconstruction et d'apaisement des conflits, en particulier par le biais de procédures d'intervention plus sensibles aux dynamiques de terrain et au fonctionnement des institutions.⁵⁸ Pour travailler dans cette direction, trois enjeux structurels sont incontournables :

1. La reconnaissance du rôle des acteurs locaux
2. Le renforcement des institutions endogènes
3. Les mécanismes de coordination et de financement des acteurs du développement et de l'humanitaire

1. LA RECONNAISSANCE DU RÔLE DES ACTEURS LOCAUX

Etant donné que les stratégies de déstabilisation régionale menées par les groupes armés dit terroristes se basent sur des méthodes d'endogénéisation,⁵⁹ en étant parvenu à intégrer les structures claniques de communautés du Sahel, et d'exacerbation de conflits intercommunautaires, ce sont les dynamiques au niveau local qui sont déterminantes dans l'évolution de la crise. Ces conflits intercommunautaires ont été exacerbés également par les stratégies militaires des Etats qui ont noué des alliances avec des milices et groupes armés afin d'appuyer les forces de défense et de sécurité. **Des leaders et acteurs locaux de la région du Liptako-Gourma aspirent, toutefois, à jouer un rôle prépondérant dans la définition et la réalisation de réponses à la crise en œuvrant à la cohésion sociale et au développement local.**⁶⁰ Ces communautés locales ont démontré de fortes capacités de résilience en ayant organisé les services de base et la tenue d'élections locales en l'absence de représentants d'Etats dans des villes et des communes rurales de la région du Liptako-

⁵⁷ www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-des-acteurs-locaux-sur-leau-comme-vecteur-de-paix-au-sahel#impact

⁵⁸ Marc, A., Verjee, N., & Mogaka, S. (2015). Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Washington DC: Agence Française de Développement/Groupe de la Banque mondiale www.afd.fr/fr/ressources/relever-les-defis-de-la-stabilite-et-de-la-securite-en-afrique-delouest.

⁵⁹ William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga (2019). Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Institut d'Etudes de Sécurité

⁶⁰ Voir : www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-des-acteurs-locaux-sur-leau-comme-vecteur-de-paix-au-sahel#impact

Gourma.⁶¹ Ces acteurs sont parvenus à s'adapter à des besoins urgents en s'appuyant sur une ingéniosité sociale, en inventant des solutions aux crises qu'elles subissent, et sur les ressources disponibles par les diasporas dès le début de la crise sécuritaire marquée par le retrait de l'Etat central de ces territoires. Cependant, les acteurs de ces stratégies de résilience, qui sont les garants de l'ordre social au niveau local, tels que les autorités coutumières, religieuses et civiles sont devenues par la suite la cible de groupes armés de mouvances terroristes islamiste.⁶² Dans le contexte d'une réponse à la crise fortement militarisée, les exactions commises contre les civils font l'objet de critiques des doctrines militaires de contre-insurrection menées au détriment d'une priorité donnée à la protection des populations locales, victimes de violence de tout type de parties au conflit.⁶³ Les infrastructures hydrauliques, ainsi que d'autres infrastructures dont dépendent les économies locales, sont en outre, l'objet d'attaques militaires⁶⁴ pourtant prohibées par le droit international.⁶⁵

Dans ce contexte, les efforts visant à une sortie de crise et une reconstruction des Etats au Sahel passent nécessairement par des approches ascendantes (bottom-up) basées sur une écoute des situations complexes et fragiles que vivent les acteurs locaux en temps de conflit. L'approche ascendante est en soi une tendance structurelle des politiques de l'aide au développement qui renvoient toutefois à de nombreuses formes en pratique.⁶⁶ Elle vise à induire un changement par lequel des acteurs locaux, en particulier en zone rurale, prennent en main leur destin, et des acteurs externes au contexte fournissent différents types de soutien à des buts définis au niveau local. Les méthodes et procédures d'acteurs externes peuvent toutefois contrevenir aux pratiques et savoir-faire locaux en imposant leur logique de performance ou en créant une dynamique concurrente à travers la mise en place d'un projet.⁶⁷ L'approche ascendante effective implique une réorganisation des rôles et un certain lâcher prise des acteurs externes. Des leaders et acteurs locaux de la région du Liptako-

Gourma aspirent à entrer en collaboration avec les partenaires techniques et financiers engagés dans la région en plaidant pour des procédures plus flexibles qui offrent une certaine forme de garanties de soutien.⁶⁸ Un financement perdu a, de fait, des effets plus délétères sur la cohésion sociale des communautés en temps de crise sécuritaire et politique, tandis qu'un financement obtenu a des retombées positives d'autant plus fortes lorsqu'il vient sceller une entente locale. Certains acteurs de la coopération au développement au Sahel reconnaissent la nécessité de travailler de manière transversale sur la cohésion sociale à travers les différents secteurs d'activités. Cela demande d'impliquer les acteurs locaux dans le diagnostic des besoins de manière itérative et d'adopter une plus grande flexibilité des projets soutenus. L'attente formulée est de pouvoir disposer de guichets locaux ou d'autres formes de plateforme pour que les acteurs locaux puissent accéder à des soutiens techniques et financiers, et comprendre leur usage. Une consultation de 2020 rapporte que les populations locales se sentent souvent mis à l'écart de la gestion de l'aide humanitaire dans le Liptako-Gourma et souhaitent prévenir les risques de détournement de l'aide.⁶⁹ Un prérequis pour travailler dans ce sens est la transparence de l'aide. La présente étude démontre que seul 36% des projets de développement liés à l'eau recensés mettent à disposition une géolocalisation de données (IPG A). Selon les recherches réalisées, aucune plateforme n'existe pour centraliser cette information de manière exhaustive et la rendre disponible de manière compréhensible aux acteurs locaux. Par ailleurs, la disponibilité des taux de décaissement budgétaire des projets de développement est trop peu répandue pour que cette revue documentaire ait pu prendre cette information en compte. De manière générale, il est très difficile d'obtenir des données relatives aux flux de financement qui permettent d'identifier les bénéficiaires finaux du processus de soutien ; il est nécessaire, par ailleurs, de développer des outils d'évaluation des pratiques d'intervention ascendante permettant notamment de garantir le principe de pas nuire ou contrevenir aux

⁶¹ Ibid.

⁶² SIPRI, DRC, CGD, LASDEL et POINT SUD (2021), La protection humanitaire dans la région du Liptako-Gourma, Mécanismes locaux de protection et réponse humanitaire

⁶³ Coalition citoyenne pour le Sahel, Sahel : Ce qui doit changer, Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations, Recommandations de la Coalition citoyenne pour le Sahel, Avril 2021

⁶⁴ www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-des-acteurs-locaux-sur-leau-comme-vecteur-de-paix-au-sahel#impact

⁶⁵ Geneva Water Hub, « La liste de Genève des principes relatifs à la protection des infrastructures hydrauliques », Genève, juin 2020.

⁶⁶ Baguios, A., King, M., Martins, A. and Pinnington, R. (2021) Are we there yet? Localisation as the journey towards locally led practice: models, approaches and challenges. ODI Report. London: ODI

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-des-acteurs-locaux-sur-leau-comme-vecteur-de-paix-au-sahel#impact

⁶⁹ SIPRI, DRC, CGD, LASDEL et POINT SUD (2021), La protection humanitaire dans la région du Liptako-Gourma, Mécanismes locaux de protection et réponse humanitaire

pratiques locales.⁷⁰ Dans le domaine humanitaire, on peut constater le développement de nouveaux outils digitaux pour améliorer la communication ciblée pour les services humanitaires disponibles pour les personnes affectées par les conflits armés, tels que la plateforme *Red Safe* gérée par le CICR,⁷¹ ou la plateforme de service HAAC⁷² mise en place par l'ONG Solidarités International et qui vise à appuyer l'accès humanitaire à des zones difficiles, la sécurité du personnel humanitaire, la veille et analyse, et la redevabilité aux populations affectées.⁷²

Dans le domaine plus spécifique de la gestion de l'eau, et en particulier de la gestion intégrée du cycle de l'eau, il est reconnu que la promotion des services d'eau à usage multiple est un fondement pertinent d'une approche ascendante puisque la demande en eau locale se manifeste sous forme d'utilisations à la fois domestiques et productives. Ceci requiert d'organiser une planification intersectorielle des usages relatifs à l'eau potable et à l'eau productive qui offre une flexibilité de décision aux acteurs locaux en rapport aux besoins à gérer au moyen d'une infrastructure hydraulique. En matière de développement humain, les services d'eau à usages multiples présentent notamment les avantages de renforcer l'appropriation et l'autonomisation des communautés locales, la durabilité des infrastructures, les bénéfices mutuels tirés de divers usages productifs, ainsi que la résilience de systèmes économiques en exploitant les divers usages de l'eau.⁷³ A défaut d'institutions capables d'organiser une planification multisectorielle et son transfert au niveau local, les approches multisectorielles portées par des acteurs humanitaires et de développement présentent un levier pour mettre en œuvre des services d'eau à usages multiples. **A cet égard, la présente étude rend compte du degré de normalisation de l'approche multisectorielle puisque 36% des projets de développement et 38% des actions humanitaires intègrent plusieurs secteurs.**

Il faut relever toutefois que des projets multisectoriels ne forment pas en soi des garanties d'évitement de l'application d'une logique sectorielle prédominant l'écoute des besoins locaux et l'étude de leurs effets sur les systèmes socio-économique locaux⁷⁴. Il faudrait en particulier étudier dans quelles mesures les approches adoptées par les projets réalisés dans le Liptako-Gourma permettent de renforcer des cadres de concertation politiques locaux portant sur les usages des terres, de l'eau et des ressources naturelles que celle-ci permet de valoriser, dans une logique de gestion intégrée, durable et inclusive du cycle de l'eau. Les problématiques les plus importantes et difficiles à résoudre portent sur les inégalités d'accès aux ressources ressenties par certains groupes sociaux ;⁷⁵ le niveau d'inégalité d'accès aux services de base et aux ressources étant considéré comme important dans la région.⁷⁶

En matière de politique d'accès à l'eau, il est à cet égard important de considérer les répartitions d'investissements non seulement entre les zones urbaines et rurales, mais également entre les différents types de contextes hydrogéologiques en ruralité, à savoir les cours d'eau, les autres eaux de surface permanente ou semi permanentes et les eaux souterraines, ainsi que les synergies avec la gestion des sols et des terres. Pour ce second aspect, les données géolocalisées disponibles par la présente étude⁷⁷ donnent à voir des investissements majoritairement organisés le long du fleuve Niger. Or, **une prédominance de la valorisation des eaux du fleuve comporte le risque d'accentuer les inégalités d'accès aux ressources naturelles si elle ne s'accompagne pas de projets valorisant les mares, les oueds, les eaux souterraines ainsi que les terres pour la rétention des eaux, dans un contexte historique de développement ayant privilégié les groupes sociaux résidant au bord du fleuve.**⁷⁸

⁷⁰ Baguios, A., King, M., Martins, A. and Pinnington, R. (2021) Are we there yet? Localisation as the journey towards locally led practice: models, approaches and challenges. ODI Report. London: ODI

⁷¹ www.icrc.org/en/redsafe

⁷² Humanitarian Analysis for Access in Challenging Contexts (HAAC⁷²) : www.solidarites.org/en/haact-humanitarian-analysis-for-access-in-challenging-contexts/

⁷³ Van Koppen, B., Smits, S., del Rio, C. R., & Thomas, J. (2014). Scaling up multiple use water services: accountability in the water sector (No. HO46385). International Water Management Institute.

⁷⁴ Saverio Krätli et al. (2013), Evaluation et capitalisation de 20 ans d'interventions du Groupe AFD portant sur le secteur de l'Hydraulique pastorale au Tchad, Institut International pour l'Environnement et le Développement

⁷⁵ Marc, A., Verjee, N., & Mogaka, S. (2015). Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Washington DC: Agence Française de Développement/Groupe de la Banque mondiale www.afd.fr/fr/ressources/relever-les-defis-de-la-stabilite-et-de-la-securite-en-afrique-delouest.

⁷⁶ Table ronde ministérielle sur le Sahel Central d'octobre 2020, Consultations régionales sur l'accès aux services sociaux de base, retiré de www.unocha.org/sites/unocha/files/Track%201%20Services%20sociaux%20de%20base%20FR_0.pdf

⁷⁷ Voir Carte 2 : Bailleurs de fonds et types de projet de développement liés à l'eau financés au Liptako-Gourma

⁷⁸ Voir. Grémont, C. (2005). Comment les Touaregs ont perdu le fleuve. Patrimoines naturels au Sud, 237.

2. LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS ENDOGÈNES

Le renforcement des institutions de la région portant des mandats de développement, de dialogue de paix et gestion de conflits, de gestion des ressources naturelles, de décentralisation des ressources aux collectivités territoriales est le nécessaire corollaire d'une approche ascendante renforçant le rôle des acteurs locaux. La recommandation récurrente dans les réflexions et études sur la crise sécuritaire de travailler à la création d'un nouveau contrat social⁷⁹ entre communautés du Sahel et dans leur rapport à l'Etat est un marqueur important de la rupture fondamentale des liens de confiance entre les diverses identités culturelles qui a mené à l'explosion des conflits intercommunautaires. Les limites de la mise en œuvre du modèle d'Etat nation s'étant en pratique traduit par des juxtapositions de régimes légaux étatiques, religieux et coutumiers, l'économie rurale a en particulier souffert de l'absence de cadre et d'acteur public légitime capable de réguler les usages des ressources naturelles dans les territoires concurrencés par divers groupes et systèmes sociaux.⁸⁰ L'explosion des conflits locaux sont moins la conséquence d'une diminution des ressources disponibles que d'une transformation des systèmes de production augmentant la convoitise des ressources.⁸¹ La crise sécuritaire marque l'échec des politiques de développement à œuvrer en faveur d'une distribution équitable des ressources naturelles et leur régulation, et en faveur de la fourniture des services de base –, qui auraient notamment favorisés des alternatives économiques pour les populations –, ou encore à prévenir des formes de persécution des populations par des agents étatiques en charge de la gestion de ressources naturelles.⁸² En conséquence, un retour de la présence de l'Etat dans les territoires échappant à

son contrôle militaire présuppose un changement de pratiques institutionnelles fortement attendues par les communautés. Ceci implique une prise de conscience et une volonté de réforme des élites administratives et politique. Ceci implique également de repenser l'action des bailleurs de fonds et des agences de développement en matière de renforcement des institutions, nécessitant des démarches nouvelles et moins technocratiques qui respectent davantage les dynamiques internes, en vue de soutenir les citoyens d'Afrique de l'Ouest à produire des solutions endogènes.⁸³ Ces recommandations s'inscrivent en continuité des principes internationaux sur l'efficacité de l'aide au développement⁸⁴ qui appellent en particulier à renforcer l'appropriation par les pays du processus de développement en modifiant la nature des conditionnalités liées à l'aide. Le Programme d'action d'Accra de 2008 a spécifié, en rapport aux pays en situation précaire, la nécessité d'organiser un soutien au renforcement des capacités « répondant à la demande, adapté et coordonné afin d'assurer l'accomplissement des fonctions essentielles de l'État et un redressement rapide et durable » et appellent les bailleurs de fonds à collaborer à « la mise au point de mesures transitoires convenablement échelonnées propres à donner naissance à des institutions locales pérennes ».

Sans avoir l'objectif de développer une telle analyse, la présente étude permet cependant de donner une vue d'ensemble pouvant appuyer une réflexion sur les problématiques structurelles de l'aide au développement adressées par les principes de l'efficacité de l'aide. Dans cette région, selon la période étudiée, et comme l'illustrent les diagrammes de Sankey du chapitre 3, on constate la prééminence d'un principe de Pareto dans la distribution des fonds par projet de développement. Ainsi, sur le montant budgétaire de développement

⁷⁹ Centre pour le dialogue humanitaire & PNUD (2016), Radicalisation, violence et (in)sécurité : Ce que disent 800 sahéliens, Rapport international de recherche ; PNUD (2017), Sur les Chemins de l'extrémisme en Afrique ; UNOWAS (2018), Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : Vers une coexistence pacifique ; Centre pour le dialogue humanitaire (2019), Médiation agro-pastorale aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso ; UNSC (2019), Peace and security in Africa, Intercommunal violence and terrorism in West Africa, S/PV.8685 ; Baba DAKONO (2020), La Crise au Mali est-elle insurmontable ?, Friedrich-Ebert-Stiftung Mali Policy Paper ; Forum de Niamey sur le Paix et Stabilisation (2021), Stabilisation des zones de conflit et lutte contre le terrorisme insurrectionnel dans le Sahel central et le bassin du lac Tchad, Synthèse et principales recommandations ; Interpeace (2021), Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso, Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience. Rapport de recherche participative.

⁸⁰ Voir notamment : Benoit, M., & Benoît, M. (1984). Le Séno-Mango ne doit pas mourir: pastoralisme, vie sauvage et protection au Sahel (No. 103). IRD Editions ; Thébaud, B. (2002). Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel: Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé. KARTHALA Edition ; Barrière, O., & Barrière, C. (2002). Un droit à inventer: foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger (Mali). IRD Editions ; Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2009). Farmer–herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: a case study from the inland Niger delta of Mali. Geographical Journal, 175(1), 71-81. Adamczewski, A., Tonneau, J. P., Coulibaly, Y., & Jamin, J. Y. (2013). Concessions de terres et dynamiques sociales dans la zone office du Niger au Mali. Études rurales, (191), 37-61.

⁸¹ International Crisis Group (2020), Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ?

⁸² Tor A. Benjaminsen & Boubacar Ba (2019) Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation, The Journal of Peasant Studies, 46:1, 1-20.

⁸³ Marc, A., Verjee, N., & Mogaka, S. (2015). Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Washington DC: Agence Française de Développement/Groupe de la Banque mondiale www.afd.fr/fr/ressources/relever-les-defis-de-la-stabilite-et-de-la-securite-en-afrique-delouest

⁸⁴ Déclaration de Rome de 2003, Déclaration de Paris de 2005 et le Programme d'action d'Accra de 2008 et Partenariat de Busan de 2011

recensé de 4,21 milliards d'euros,⁸⁵ 20% des gestionnaires de projet ont la charge de 80% de ces fonds. Le principe de distribution est également à l'œuvre pour les bailleurs de fonds en prenant les fonds dont l'origine est connue (90% de ce montant).

La finalité de promouvoir des solutions endogènes produites par les institutions requerrait logiquement de leur confier dans la mesure du possible la gestion de projets qui leur permettront de développer de telles capacités. En rapport à la distribution des responsabilités, on constate alors que les profils des gestionnaires de projet de développement sont à 70% des partenaires techniques et financiers et à 21% des ministères étatiques. Toutefois, ce sont ces derniers qui ont la charge des projets les plus importants financièrement. Ainsi, le Burkina Faso gère 29% des projets réunissant 69% d'un budget total de développement lié à l'eau de 1,48 milliards d'euros. Le Niger gère 32% des projets réunissant 77% d'un budget total de 2,36 milliards d'euros. En comparaison des trois pays, le Mali est l'Etat le plus en retrait quant à la gestion des projets de développement en ayant la charge de 20% de projets réunissant 35% d'un budget total de 880 millions d'euros. L'étude n'a en particulier identifié aucun projet géré par le gouvernement du Mali dans le domaine stratégique de l'agriculture.

Une finalité d'appropriation des processus de développement implique, par ailleurs, d'œuvrer à réduire la fragmentation de l'aide, afin de réduire les ressources dédiées à l'application des règles et procédures liés aux conditionnalités de l'aide. Par ailleurs, il y a lieu d'augmenter celles dédiées à la création de solutions, à l'ingénierie sociale et à l'interaction avec les citoyens bénéficiaires des prestations. Comme présenté dans le chapitre 4 de l'étude, la série de diagrammes de Sankey relative aux profils des gestionnaires et bailleurs de projet illustre la multiplicité d'acteurs par types d'activités productives ayant par ailleurs une intersectorialité très variable. On constate que certains secteurs comme l'énergie et l'eau potable et assainissement du milieu urbain parviennent à concentrer des fonds importants avec un nombre limité de bailleurs de fonds, tandis que l'eau potable et assainissement du milieu rural, l'agriculture et le pastoralisme bénéficient d'une aide plus fragmentée.⁸⁶ On peut relever toutefois qu'en cas de faible

prévisibilité de l'aide et des engagements des bailleurs, un secteur plus fragmenté au niveau de ses soutiens se présente comme plus résilient puisque le désengagement d'un bailleur de fonds impacte relativement moins ses revenus. De manière plus globale, il est révélateur de constater que les institutions régionales sont celles qui, en tant que gestionnaires, parviennent le mieux à concentrer les soutiens de bailleurs de fonds, tandis que les gestionnaires dans les contextes nationaux respectifs sont clairement plus nombreux que les bailleurs de fonds en présence. Ce rapport passe en moyenne de 1 gestionnaire pour 1,5 bailleurs de fonds au niveau des institutions régionales, contre 1 bailleur de fonds pour 2,5 gestionnaires dans les contextes nationaux tout indice de précision géographique confondu.⁸⁷

Le renforcement des institutions passe également par leur autonomisation financière ou, du moins, la réduction de leur dépendance aux ressources externes. A cet égard, l'étude rapporte que moins de 5% des budgets de développement liés à l'eau recensés sont dotés par les gouvernements des trois Etats, avec respectivement 3,7% pour le Burkina Faso, 0,1% pour le Mali et 7% pour le Niger. Pour le cas du Niger, 97% des fonds engagés proviennent de contreparties au projet de barrage de Kandadji avec respectivement 60 millions d'euros pour la construction du barrage et 98 millions d'euros pour le plan de gestion des impacts sociaux et environnementaux. Les domaines touchant à l'eau potable et l'eau productive dans ces trois pays se caractérisent donc par une forte dépendance aux ressources extérieures. **De manière essentielle, l'enjeu majeur de restaurer la confiance entre les institutions et leurs citoyens et garantir la gestion inclusive des services de base sont des préconditions à toute perspective d'améliorer leur autonomie financière par des mesures d'impôts, de redevances et de prestations payantes.**

⁸⁵ Indice de précision géographique A+B

⁸⁶ Voir Graphique 42 : Affectations budgétaires des bailleurs par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau (IPG: A+B)

⁸⁷ Voir Graphique 26 : Nombre de bailleurs de fonds et de gestionnaires de projet par indice de précision géographique

3. LES MÉCANISMES DE COORDINATION ET DE FINANCEMENT DES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'HUMANITAIRE

Partageant les caractéristiques de la tendance globale vers davantage de conflits armés prolongés et de faible intensité,⁸⁸ les conflits frappant la région du Liptako-Gourma donnent lieu à une intervention concomitante des acteurs du développement et de l'humanitaire. Construit autour de la finalité de renforcer la résilience des populations locales des contextes fragiles et violents, l'approche du nexus développement et humanitaire est devenue une référence courante et promue par les organisations internationales. Elle présente notamment l'avantage de valoriser les compétences des acteurs humanitaires d'accéder aux zones instables afin d'organiser des services de base pour répondre aux besoins humanitaires, de créer des ponts opérationnels avec les compétences des acteurs du développement afin de renforcer les capacités de gestion durable de ces services, et enfin de catalyser des investissements.⁸⁹ Toutefois, l'opérationnalisation d'un nexus humanitaire-développement s'avère complexe dans les faits. En premier lieu, en raison de l'aversion au risque des investissements de développement dans les situations sécuritaires hautement instables.⁹⁰ De leur côté, les acteurs humanitaires ont à gérer le respect des principes humanitaires au sein de ce nexus, ce qui implique de gérer le risque de ne pouvoir agir en toute impartialité si des groupes marginalisés sont écartés de l'aide à travers les planifications gouvernementales, le risque de ne plus être perçu comme un acteur neutre par des parties au conflit, ainsi que le risque que les ressources soient priorisées sur les investissements de développement de long terme plutôt que les besoins humanitaires à court terme.⁹¹ Les problématiques d'impartialité peuvent concerner également les cadres juridiques des pays donateurs, la France ayant, par exemple, revu sa loi sur le développement solidaire afin de retirer les obligations de criblage des bénéficiaires finaux à la demande des organisations humanitaires.⁹² Les réalités de terrain des

conflits prolongés requièrent néanmoins de manière croissante des échanges et de la coordination puisque les acteurs de développement et humanitaires interviennent souvent auprès des mêmes gestionnaires de services publics.⁹³

A cette fin, le Programme d'action d'Accra de 2008 sur l'efficacité de l'aide au développement avait appelé les bailleurs de fonds à « mettre au point des modalités de financement souples, rapides et s'inscrivant dans la durée, reposant, le cas échéant, sur la mise en commun de fonds afin (i) d'établir des ponts entre aide humanitaire, aide au redressement et développement à long terme (ii) d'appuyer la stabilisation et la construction d'une paix dont nul ne soit exclu et d'États compétents, responsables et réactifs ». Plus récemment, le Comité d'Aide au développement de l'OCDE a émis en 2019 ses recommandations sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix. Ce document appelle les bailleurs à « donner la priorité à la prévention, à la médiation et à la consolidation de la paix, en investissant dans le développement dans toute la mesure possible, tout en veillant à ce que les besoins humanitaires immédiats continuent d'être satisfaits ». Il recommande également « d'utiliser un financement prévisible, souple et pluriannuel à chaque fois que possible », de « renforcer les capacités nationales et locales ». Plus spécifiquement, il encourage « **les acteurs internationaux, en particulier ceux qui disposent de moyens embrassant l'action humanitaire, le développement et la recherche de la paix, à investir également dans les capacités locales et à faire des acteurs locaux, dans toute la mesure possible, une partie intégrante de leur réponse, le but ultime étant de mettre fin à la dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire en renforçant progressivement l'autonomie et la résilience.** » Il recommande par ailleurs de « fournir les ressources requises pour créer la force d'impulsion nécessaire à l'exercice d'une coordination efficace par rapport à son coût entre l'action humanitaire, les activités de développement et les efforts de recherche de la paix. »

⁸⁸ Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute (2016), Time to let go: Remaking humanitarian action for the modern era

⁸⁹ Voir pour le Mali: PAM, ECHO (2019), Mali: Mise en place d'une protection sociale efficace pour les zones touchées par le conflit chocs

⁹⁰ World Bank, ICRC, and UNICEF. (2021) "Joining Forces to Combat Protracted Crises: Humanitarian and Development Support for Water Supply and Sanitation Providers in the Middle East and North Africa." World Bank, Washington, DC

⁹¹ International Review of the Red Cross (2019), 101 (912), 1051–1066. Protracted conflict. Q&A: The ICRC and the "humanitarian–development–peace nexus" discussion In conversation with Filipa Schmitz Guinote, ICRC Policy Adviser

⁹² Coordination SUD, Communiqué de presse du 21 mai 2021, Loi Développement solidaire : Exclusion définitive, par la loi, du criblage des bénéficiaires finaux !, retiré de www.coordinationsud.org/communique-de-presse/loi-developpement-solidaire-coordination-sud-et-ses-membres-se-felicitent-de-lexclusion-definitive-par-la-loi-du-criblage-des-beneficiaires-finaux

⁹³ World Bank, ICRC, and UNICEF (2021), op. cit.

Comme relevé dans les cartographies sur les violences armées et des projets de développement liés à l'eau dans la région du Liptako-Gourma,⁹⁴ **presqu'aucun projet de développement n'est épargné par des événements violents dans sa zone d'intervention, rendant opportun des collaborations avec le domaine humanitaire.** Les mécanismes de coordination entre acteurs de développement et humanitaires pour les services de base sont toutefois défaillants dans les trois pays selon les évaluations et consultations menées dans le cadre de la table ronde ministérielle sur le Sahel central organisée en octobre 2020 sous l'égide du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en collaboration avec les gouvernements du Danemark et de l'Allemagne, l'Union européenne et les Nations Unies. **Les diagnostics pays font état de la mise en place de multiples cadres sectoriels humanitaires pour des services de base insuffisamment organisés et n'incluant pas ou que rarement les gouvernements et les collectivités territoriales.** Au Burkina Faso, le système de coordination humanitaire a été activé en 2019, de nombreux acteurs interviennent dans les zones impactées mais sans une véritable coordination avec les institutions sectorielles nationales.⁹⁵ Au Mali, la multiplication de cadres sectoriels offre une lecture fragmentée des liens entre acteurs de développement et humanitaires, un diagnostic ayant recensé pas moins de 30 organes de coordination.⁹⁶ Au Niger, il manque un mécanisme de coordination ad-hoc pour les zones fragiles dans ce nexus, qui puissent coordonner les plateformes dédiées à la sécurité alimentaire sous la tutelle du Primature, à la résilience sous la tutelle de la Présidence et à l'urgence sous la tutelle du Ministère de l'action humanitaire.⁹⁷ En rapport aux mécanismes de financement dans un contexte de conflit prolongé, les constats posés lors des consultations régionales d'acteurs humanitaires font état des problématiques d'inadéquations suivantes :

« Les mécanismes de réponse rapide (RRM) permettent de répondre plus rapidement à de nouveaux besoins mais peinent à trouver des acteurs pour assurer la seconde phase de la réponse au-delà des trois mois du RRM. Il n'y a pas aujourd'hui d'approche systématique et coordonnée entre bailleurs pour assurer une réponse flexible et multi-annuelle qui permettrait de dégager de la visibilité pour les acteurs humanitaires, de ne pas laisser les populations vulnérables sans assistance et de faire avancer les Objectifs de Développement Durables (ODD) au niveau local, régional et national. Malgré certains efforts et initiatives, le lien entre des réponses humanitaires d'urgence et des réponses de plus long terme reste insuffisant et n'est pas systématique. Les bailleurs de développement et humanitaires continuent de fonctionner selon des logiques, des objectifs et surtout des principes différents qui rendent difficile l'articulation entre les deux types d'interventions. Les instruments de financements mixtes tels que le Fond Fiduciaire de l'Union Européenne pourraient fournir des opportunités intéressantes mais restent encore guidés par des intérêts politiques ou sécuritaires plutôt que par les besoins et principes humanitaires ».⁹⁸

D'après les données de la présente étude, de multiples bailleurs de fonds ont des engagements financiers à la fois sur le plan de développement et de l'humanitaire, à savoir les gouvernements d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, de France, d'Italie, du Luxembourg, de Suède, de Suisse, ainsi que l'Union Européenne et l'agence de la FAO.⁹⁹ Seuls de rares acteurs, tels que l'agence UNICEF, l'agence du PNUD et la Coopération Suisse apparaissent comme gestionnaire à la fois de projet de développement et d'action humanitaire. En dépit des constats de coordination insuffisante, la réflexion sur les implications opérationnelles du nexus humanitaire et développement évolue. La coopération suisse a par exemple développé des programmations conjointes dans ce nexus au Mali et d'autres régions du

⁹⁴ Voir carte 3 à 6 sur les violences armées et projets de développement liés à l'eau au Liptako-Gourma

⁹⁵ Auteur non cité (2020), L'accès aux services sociaux de base : Analyse de la crise et recommandations des organisations humanitaires et de développement au Burkina Faso, retiré de https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Services%20sociaux%20de%20base_notes%20uniformis%C3%A9es_vf-20201013_Disclaimer.pdf

⁹⁶ « Huit clusters sectoriel humanitaires, l'inter clusters OCHA, autres groupes thématiques humanitaires, 3 groupes PTF techniques transversaux, 10 sous-groupes thématiques PTF, 4 groupes Ad-hoc, groupe exécutif PTF, groupe des ambassadeurs, groupes mis en œuvre par les partenaires financiers sur leur financement » in Auteur non cité (2020), L'accès aux services sociaux de base : Diagnostique et recommandations des organisations humanitaires et de développement au Mali, retiré de <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Acc%C3%A8s%20aux%20Services%20Sociaux%20de%20Base%20-%20legal%20notice.pdf>

⁹⁷ Auteur non cité (2020), Conférence Centre Sahel : Relever les défis humanitaires dans une perspective à long terme Burkina Faso, Mali, Niger, Services sociaux de base : Redéploiement efficace et pérenne des services sociaux de base (au sens large incluant la santé et la nutrition, l'éducation, la sécurité alimentaire et la protection sociale, l'accès à l'eau...) dans les zones directement et indirectement affectées par l'insécurité et les conflits. Niger, Note du groupe 1, 14 Août 2020 retiré de <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/2020-10-15%20Niger%20T1%20final%20version%20FR%20%281%29.pdf>

⁹⁸ Table ronde ministérielle sur le Sahel Central d'octobre 2020, Consultations régionales sur l'accès aux services sociaux de base, retiré de https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Track%201%20Services%20sociaux%20de%20base%20FR_O.pdf

⁹⁹ Voir Graphique 42 : Affectations budgétaires des bailleurs par secteurs concernant des projets de développement liés à l'eau (IPG: A+B). ET Graphique 46: Affectations budgétaires des bailleurs à des gestionnaires pour l'aide humanitaire WASH

monde qui a induit des synergies avec des ONG et des partenaires multilatéraux.¹⁰⁰ La coopération suédoise développe des outils de réponses humanitaires et développements qui permettent d'intervenir sur la réduction des conflits tout en engageant des projets de développement.¹⁰¹ Plus particulièrement sur les enjeux d'accès à l'eau au Burkina Faso, la coopération française et américaine ont financé un programme de deux ans initié en 2021 par le GRET, le Groupe URD et l'ONG humanitaire Solidarités Internationales visant à renforcer la résilience des services publics d'eau potable en contexte de crise en soutien direct à l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement dans les villes impactées par l'afflux de déplacements forcés.¹⁰² **Dans les tendances générales, on peut faire le constat que les financements humanitaires pluriannuels se normalisent, qu'il existe des mécanismes de financement plus souples autorisant une redirection des fonds à mi-parcours.**¹⁰³ La gestion des compétences humaines faite par les agences recherche et favorise les expériences acquises dans les différents types de contexte humanitaire et développement. Le stade de développement de ces initiatives, pas encore systématisé, ne permet toutefois pas d'en faire une évaluation complète et il reste des obstacles institutionnels majeurs. **Les mécanismes de fonds multi-donneurs, tels que les fonds communs, restent très marginaux et manquent clairement d'intérêts de la part de bailleurs de fonds.**¹⁰⁴ On peut relever toutefois le lancement en juillet 2021 du premier fonds commun régional destiné à stimuler les opérations humanitaires en Afrique de l'Ouest et du Centre afin de pourvoir aux besoins humanitaires dans les endroits les moins financés et agir sur le plan transfrontière quand cela est pertinent.¹⁰⁵

Alors que le nexus humanitaire et développement est un concept en voie de définition opérationnelle,¹⁰⁶ une focalisation sur les mécanismes et les outils du nexus

présente un risque similaire au logique sectorielle ou intersectorielle de développement, à savoir de négliger une prise en compte suffisante des réalités locales à partir de laquelle il faut construire la cohérence des interventions.¹⁰⁷ A cet égard, il est essentiel pour la conception et réalisation des interventions au Sahel d'impliquer davantage les « experts contextuels »,¹⁰⁸ à savoir des acteurs locaux, tels que les maires, des figures de leader de la société civile, qui détiennent une connaissance pragmatique du jeu des interactions sociales. Ce sont ces acteurs, relativement peu consultés dans les faits et qui ne parviennent que difficilement à mobiliser les financements au Sahel nécessaires à réaliser des micro-actions impactantes pour leur communauté,¹⁰⁹ qui sont en meilleure posture pour impulser des nouvelles dynamiques de cohésion sociale, pour utiliser à bon escient le potentiel fédérateur de la coopération autour de l'eau, pour contribuer à reconstruire à terme le contrat social entre les populations.

4. REMARQUES CONCLUSIVES : VERS UNE APPROCHE DE L'EAU COMME VECTEUR DE PAIX AU LIPTAKO-GOURMA

Face au caractère multidimensionnel de cette crise, l'articulation d'une réponse adaptée constitue une entreprise dont la complexité a engendré un questionnement profond du rapport au politique et des fondements du contrat social liant les communautés comme évoqué ci-dessus. Le thème de l'eau se présente comme un point d'ancrage pertinent puisqu'il permet d'aborder le débat sur la gestion d'une ressource qui constitue le socle de la vie des sociétés sahéniennes, tant du point de vue de leurs besoins domestiques que de leurs activités productives. Tout partage implique à la fois compétition pour la ressource mais aussi, la constitution

¹⁰⁰ DDC, Evaluation and corporate controlling division, EvalBrief, June 2019, NO. 10, Independent evaluation of the linkage of humanitarian aid and development cooperation (nexus)

¹⁰¹ The New Humanitarian, Searching for the nexus: It's all about the money, Special Report, 3 December 2019, retire de : <https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/12/3/triple-nexus-aid-development-humanitarian-donors-cooperation>

¹⁰² <https://www.urd.org/fr/projet/programme-de-renforcement-de-la-resilience-des-services-publics-deau-potable-en-contexte-de-crise/>

¹⁰³ The New Humanitarian, Searching for the nexus: It's all about the money, Special Report, 3 December 2019, op. cit.

¹⁰⁴ Norwegian Refugee Council (2019), Financing the nexus: Gaps and opportunities from a field perspective

¹⁰⁵ Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires, Communiqué de Presse du 19 Juillet 2021, L'ONU lance le premier fonds régional pour répondre aux besoins humanitaires croissants en Afrique de l'ouest et du centre. Le fonds cible les six pays suivants: Burkina Faso, nord du Cameroun, Tchad, Mali, Niger et nord-est du Nigeria.

¹⁰⁶ Norwegian Refugee Council (2019), Financing the nexus: Gaps and opportunities from a field perspective

¹⁰⁷ The New Humanitarian, Searching for the nexus: It's all about the money, Special Report, 3 December 2019, op. cit.

¹⁰⁸ de Sardan, J. P. O. (2021). La Revanche des contextes: Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà. KARTHALA Editions.

¹⁰⁹ « "Donors are announcing astronomical sums for the region, but at the same time there is a mayor of a single community in the north of Burkina Faso who's looking for €15,000 to stop a pond from drying out," he said. "Between the announcements of billions of dollars for the Sahel and his need for €15,000, is there no way of putting the two together? This is something I cannot understand ». Extrait d'interview de Jean Bosco Bazié, Président exécutif d'Eau Vive Internationale in Geneva Solutions, September 2021, How can water drive peace in the Sahel? Retire de <https://genevasolutions.news/explorations/the-water-we-share/how-can-water-drive-peace-in-the-sahel>

d'un lien d'interdépendance et de solidarité. Une durabilité de la gestion du cycle de l'eau et son partage doit s'inscrire dans un objectif fort de préservation de la ressource sur le plan quantitatif et qualitatif. **L'impératif moral d'accorder l'eau à autrui est un des fondements de la culture sociopolitique des sociétés du Sahel, qui, dans un contexte de conflit, confère à l'eau la vertu de reconnaître en l'autre son alter ego. L'eau joue un rôle dans le contrat social en incitant le dialogue sur la gestion des biens communs naturels qu'utilisent diverses parties prenantes.** Ce dialogue a par le passé servi de prémisses à des résolutions de conflits majeurs, que ce soit à travers l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal dans le conflit sénégal-mauritanien de 1989¹¹⁰ ou, à partir du niveau local, à travers une demande d'accès au fleuve Niger par des éleveurs touaregs accordé par la ville de Bourem lors du conflit malien en 1994.¹¹¹

L'enjeu de l'accès à l'eau dans les tensions communautaires au Sahel dépasse désormais les forums de dialogue des acteurs du développement en faisant l'objet de plaidoyers des acteurs humanitaires en déploiement croissant dans la région, ainsi que l'objet d'intérêt par les acteurs de la paix et de la sécurité, tel que ce thème a été abordé dans le cadre du 6^{ème} Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique en 2019 ou le 3^e Forum de Paris pour la Paix en 2020. Ces enjeux ont été également abordés lors du 9^{ème} Forum mondial de l'eau qui s'est tenu en mars 2022 à Dakar et qui, ayant pour thème la sécurité de l'eau pour la paix et le développement, a été la première édition à historiquement considérer la paix comme un axe central. La réduction des inégalités dans l'accès à l'eau pour des biens domestiques et des usages productifs y est perçue comme un sujet requérant à la fois une priorisation politique au sein des gouvernements et une consultation approfondie et continue des populations locales quant aux enjeux relatifs à ses modes de gestion.

Compte tenu des enjeux structurels présentés ci-dessus, deux dimensions paraissent essentielles pour instaurer des pratiques institutionnelles favorisant une approche de l'eau comme vecteur de paix : d'une part, **assurer un dialogue permanent avec les populations locales concernant les besoins et usages autour de la ressource**

en ciblant en priorité les communautés marginalisées et en fournissant des services de base, d'autre part, **organiser les cadres intersectoriels et les plateformes de connaissances de la ressource qui permettront de gérer les rivalités d'usages au niveau local, national et transfrontière dans la durée.**

En plus des organisations de bassin versant, élaborés à partir du paradigme de la gestion intégrée des ressources en eau, il y a lieu de développer une approche stratégique de la coopération dans le domaine de l'eau qui s'appuie sur des institutions ayant d'autres mandats, ceci afin de répondre par une diversité de canaux institutionnels aux multiples problématiques liées à l'eau qui ne sont pas aisément gérables à travers une approche par bassin.¹¹² Cette approche centrée sur les problématiques renvoie à la nécessité évoquée plus haut d'œuvrer d'améliorer une équité territoriale à travers les divers types de points d'accès à l'eau qui caractérisent le Sahel, et ainsi répondre à l'enjeu majeur des tensions locales liées aux inégalités d'accès aux ressources naturelles.

L'enjeu de la réduction de ces inégalités dans un contexte de conflit nécessite de coupler aux compétences de dialogue local et de résolution de conflits, une aptitude à intervenir rapidement pour construire des infrastructures de base venant répondre à des besoins une fois obtenue une entente locale sur la gestion et les usages de ces services. Au Niger, les interventions de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix a développé une telle expertise, remarquée par des experts en conflits, des diplomates et la société civile,¹¹³ à travers son approche de « Complexe de la paix ». Sur la base d'un mandat lui conférant pour charge la stabilité nationale et la cohésion communautaire, la HACP conduit un dialogue politique avec les communautés vivant dans les zones enclavées, marginalisées, périphériques ; ce dialogue, ayant pour objectif d'atténuer les tensions au niveau communautaire, d'écouter les plaintes de la population envers l'Etat, de marquer la présence de l'Etat dans les territoires les plus éloignés, débouche aussi généralement sur l'expression des besoins des populations. C'est ainsi que des ouvrages sont réalisés en leur faveur grâce à une pratique de politique de discrimination positive que ses textes officiels lui permettent. L'approche « Complexe de la paix » repose sur l'amélioration de l'accès à l'eau pour

¹¹⁰ Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. (2017). Une Question de survie (Rapport). Genève : Geneva Water Hub/Pôle Eau Genève, p. 108

¹¹¹ Grémont, C. (2005). Comment les Touaregs ont perdu le fleuve. Patrimoines naturels au Sud, 237.

¹¹² World Bank and CIWA, Strengthening Regional Water Security for Greater Resilience in the G5 Sahel, June 2021

¹¹³ Coalition citoyenne pour le Sahel, Sahel : Ce qui doit changer, Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations, Recommandations de la Coalition citoyenne pour le Sahel, Avril 2021 ; Guichaoua, Y., & Pellerin, M. (2017). Faire la paix et construire l'État: les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali. Études de l'IRSEM, 51, 122.; Lopez Blanco, M. (2018), Sahel : approches globales, boîtes noires et angles morts. Retiré de : www.academia.edu/35797308/SAHEL_boites_noires_angles_morts_docx ; <https://www.genevawaterhub.org/fr/actualite/table-ronde-des-acteurs-locaux-sur-leau-comme-vecteur-de-paix-au-sahel#impact>

les populations pastorales et le regroupement autour des points d'eau d'un certain nombre de services (santé humaine et animale, école, sécurité, appui aux jeunes et femmes). L'approche est mise en œuvre au plan opérationnel en creusant des forages profonds distants de 50 km.

En rapport à la seconde dimension favorisant une approche de l'eau comme vecteur de paix évoquée ci-dessus, l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) est une institution dont le but est de d'assurer un développement intégré du Bassin du Niger. Bien qu'elle soit parvenue à s'imposer comme une institution régionale d'importance permettant le dialogue entre les Etats membres, elle ne s'est pas dotée des instruments nécessaires pour concrétiser une « vision partagée » au sein du bassin versant et reste limité à un rôle informatif et consultatif.¹¹⁴ C'est une institution centrée sur le dialogue interétatique, qui n'a par ailleurs pas encore développé de mécanismes d'intervention au niveau micro et méso. Depuis 2007, une plateforme de consultation de la société civile a cependant été constituée sur la base d'une série de résolutions du Conseil des ministres de l'ABN ayant donné jour à la Coordination régionale des usagers des ressources naturelles du bassin du Niger (CRU-BN), composée de coordination nationale des neuf pays du bassin.¹¹⁵ La présente étude n'a pas pu recenser de projets l'impliquant comme gestionnaire dans la région étudiée, bien qu'elle soit bénéficiaire de certaines activités de renforcement de capacités institutionnelles. Avec le soutien du Programme de coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA) de la Banque mondiale, l'ABN a, cependant par exemple, développé un modèle pour les services écosystémiques du delta intérieur du Niger, qui permet de suivre l'évolution des flux hydriques et l'impact d'infrastructures en amont.¹¹⁶

L'Autorité de développement intégrée des Etats du Liptako-Gourma conçue sur une aire culturelle transfrontière et non sur un bassin hydrographique a permis, quant à elle, de dynamiser des cadres de concertation sur la base de modèles de coopération transfrontalière, dans un contexte où les liens identitaires et sociaux transcendent les frontières nationales. **Cette coopération transfrontalière permet de constituer de partenariats basés sur le principe de subsidiarité, de**

réaliser des économies d'échelle et de renforcer des potentialités des zones frontalières. Elle permet en outre la création d'infrastructures socio-économiques partagées en commun par les populations de deux ou des trois pays, ce qui est hautement pertinent pour les ressources d'eau transfrontières. Cette coopération transfrontalière promue par l'ALG conformément à son Traité révisé se traduit par l'accompagnement par l'organisation des initiatives locales transfrontalières des collectivités territoriales. Au niveau opérationnel, elle a débuté par l'accompagnement de trois initiatives : la Cellule de coopération décentralisée transfrontalière des collectivités territoriales du Sahel (C3SAHEL),¹¹⁷ le Groupement Local de Coopération Transfrontalière Sahel-Tillabéry et le Groupement Local de Coopération Transfrontalière Gulmu-Tillabéry. Ces initiatives ont permis la conception par les acteurs locaux d'un Schéma d'Aménagement Transfrontalier Intégré (SATI) pour la C3Sahel et de Plans transfrontaliers de développement local, contenant des centaines de projets pour recherche de financement.

En rapport à l'objectif de renforcer les institutions endogènes, un soutien financier et technique à des institutions, telles que la HACP et l'ALG, paraît stratégique et nécessaire. Selon les recensements budgétaires effectués lors de la période de cette étude, on constate pourtant que la HACP ne gère que 0,7% du budget des projets de développement liés à l'eau au Niger pour un montant de 16,4 millions d'euros, et que l'ALG ne gère que 0,007% du budget des projets de développement liés au Burkina Faso pour un montant de 100'000 euros. Plus récemment toutefois, le projet communautaire de relance et de stabilisation au Sahel,¹¹⁸ approuvé par la Banque mondiale en juin 2021, soutiendra dans la région du Liptako-Gourma la mise en place d'infrastructures et de services socio-économiques intégrés, la création de moyens de subsistance et le développement territorial, la collecte de données à l'échelle de la région et la coordination d'activités pour faire face à des risques multidimensionnels et étroitement liés. Ce projet de 352,5 millions USD sera géré par l'ALG et les trois gouvernements, adoptera une approche ascendante de planification tout en renforçant un cadre régional afin de gérer des « besoins engendrés par une situation d'urgence et le changement climatique, l'intensification

¹¹⁴ Bolognesi, T., & Bréthaut, C. (2016). Gouvernance transfrontalière du Sénégal et du Niger: analyse historique et identification des facteurs déterminants. Geneva Water Hub. Note Politique, (4).

¹¹⁵ Christophe Brachet and Daniel Valensuela, Deputy Secretaries, International Network of Basin Organizations (2013), Participation in the management of the Niger, Senegal and Congo river basins; www.cru-bn.org

¹¹⁶ CIWA Annual Report 2020, International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2020.

¹¹⁷ www.liptakogourma.org/cooperation-transfrontaliere

¹¹⁸ Voir : <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P173830>

des pressions exercées par les déplacements forcés, la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles (y compris les terres et les ressources en eau) et les lacunes de suivi des données régionales. »¹¹⁹ Il s'inscrit dans le nexus humanitaire et développement en répondant aux besoins les plus pressants des habitants et en favorisant le développement économique local pour le bénéfice d'une population estimée à 8,1 millions de personnes.

Dans une perspective régionale dépassant le cadre géographique du Liptako-Gourma, on trouve les institutions régionales le CILSS et le G5 Sahel intervenant dans des domaines relatifs à la gestion des services hydrauliques et de la ressource eau. Le CILSS, regroupant treize pays d'Afrique de l'Ouest, assure un rôle de coordination sur les enjeux des populations victimes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers son Réseau de prévention des crises alimentaires. Il a mis en place pour cela le cadre harmonisé,¹²⁰ un outil d'alerte précoce d'analyse et d'identification des zones à risque s'appuyant sur des systèmes d'information nationaux. Les analyses produites contribuent aux plans de réponse nationaux aux crises alimentaires et nutritionnelles, aux prises de décision de la CEDEAO et de l'UEMOA et à préparer les appels à l'assistance humanitaire. Bien que ce dispositif organise les actions visant à réduire l'impact des crises, il ne permet pas encore suffisamment d'agir sur leurs facteurs déterminants.¹²¹ **Le CILSS gère également des projets régionaux dans les domaines de l'irrigation et du pastoralisme, l'institution étant particulièrement bien positionnée pour ce second secteur pour coordonner les enjeux de transhumance au niveau régional.** Le CILSS gère également Le Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS)¹²² de 170 millions USD sur 6 ans, a pour objectif de satisfaire à une agriculture irriguée en expansion, productive, durable, rentable, créatrice d'emplois et assurant la sécurité alimentaire au Sahel à travers la modernisation du cadre institutionnel, le financement de solutions d'investissement dans l'irrigation et la gestion des connaissances. Dans le domaine du pastoralisme, le CILSS met en œuvre le Projet régional d'appui au

pastoralisme au Sahel (PRAPS)¹²³ dont l'objectif est de sécuriser les modes d'existence et les moyens de production des populations pastorales et accroître le produit brut des activités d'élevage d'au moins 30% au Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Sénégal de 2015 à 2021, en vue d'augmenter significativement les revenus des pasteurs sous un horizon de 5 à 10 ans, et dispose d'un appui financier de 250 millions USD de la Banque Mondiale. Le CILSS gère également le projet régional de dialogue et d'investissement pour le pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (PREDIP)¹²⁴ pour un montant de 25 millions d'euros sur 5 ans.

Le G5 Sahel, regroupant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad avec un mandat de coopération dans les domaines de la sécurité et de développement, gère quant à lui un programme d'investissements prioritaires (PIP), dont la première phase s'est terminée à la fin de l'année 2021. **Le domaine de l'eau a été priorisé avec des projets d'aménagements hydrauliques dans les zones frontalières,** notamment un projet d'aménagements hydro-agricoles dans les régions du Centre-Nord et du Sahel au Burkina Faso, un projet de réalisation des ouvrages d'adduction en eau potable, d'assainissement et d'ouvrages pastoraux dans les zones frontalières du Niger, et un projet de réalisation des infrastructures d'alimentation en eau potable dans les collectivités territoriales du Mali.

Bien que l'accès à l'eau et sa gestion soit une dimension spécifique d'une crise multidimensionnelle, elle est stratégique par son caractère vital en tant que besoin fondamental humain et condition nécessaire aux activités socio-économiques. **Investir dans sa connaissance et sa gestion, en particulier de son cycle intégré y compris les sols et les eaux souterraines,**¹²⁵ reste un défi prioritaire pour répondre à la fois des besoins urgents, tels que l'efficacité des interventions de forages humanitaires,¹²⁶ mais également aux problématiques à moyen terme, telles que la réduction des inégalités d'accès à la ressource, l'évolution des prélèvements sectoriels et leur rivalités d'usages, l'impact de l'expansion de

¹¹⁹ Voir : www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2021/06/15/think-regionally-act-locally-a-new-350-million-project-supports-community-based-recovery-and-stability-in-the-sahel

¹²⁰ Voir : www.cilss.int/index.php/2021/01/27/manuel-cadre-harmonise-2-0-fr-eng/

¹²¹ Réseau de prévention des crises alimentaires, Evaluation externe de la charte PREGEC. Analyse de la performance et l'efficacité de la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles, octobre 2018

¹²² Voir : <http://pariis.cilss.int/>

¹²³ www.cilss.int/index.php/le-projet-praps/

¹²⁴ Voir : www.cilss.int/index.php/projet-predip/

¹²⁵ CIWA, Renforcer les connaissances, les capacités d'exploration et la mise en valeur des ressources en eaux souterraines dans le sahel en afrique de l'ouest, 9 décembre 2021, retiré de : www.ciwaprogram.org/fr/blog/renforcer-les-ressources-en-eaux-souterraines-dans-le-sahel/

¹²⁶ Table ronde ministérielle sur le Sahel Central d'octobre 2020, Consultations régionales sur l'accès aux services sociaux de base, op. cit.

l'orpaillage artisanal sur la qualité de la ressource,¹²⁷ ou encore l'amélioration de la perméabilité des sols pour faire face à la prochaine période de sécheresse structurelle projetée au Sahel dans les années 2030.¹²⁸

La gestion de l'eau et ses cadres de coopération sont ainsi des éléments centraux d'une approche de nexus humanitaire et développement pouvant contribuer aux efforts de paix et de reconstruction. Tel que l'avait recommandé le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix,¹²⁹ il est nécessaire d'investir dans des nouvelles formes de diplomatie de l'eau, en particulier de participation citoyenne incluant les parties prenantes au niveau local, en vue de construire un dispositif de coopération autour de l'eau aux échelles locales, nationales et transfrontières.

Travailler dans ce sens requiert d'étudier les questions suivantes suggérées dans ce document :

- Comment les acteurs locaux peuvent-ils accéder à des fonds pour leurs initiatives de développement afin de favoriser des relations pacifiques au sein de leur communauté et avec d'autres communautés ?
- Comment améliorer la protection des populations civiles qui sont en première ligne des stratégies de résilience des services de base ?
- Comment les institutions endogènes peuvent-elles

soutenir les initiatives locales avec un financement proactif et flexible des partenaires du développement, qui incite et motive les communautés et le petit secteur privé à concevoir et à porter des initiatives locales ?

- Comment renforcer les capacités pour aborder les cadres de concertation critiques afin de gérer les différents usages actuels de l'eau et se préparer aux futurs chocs climatiques ?
- Comment améliorer la coopération entre acteurs humanitaires et de développement dans le but de renforcer les services de base durables ?

En dépit des tragédies humaines qui s'y déroulent, la crise profonde que traverse le Sahel nourrit des espoirs que de tels enjeux puissent être pleinement saisis à la faveur des réflexions sur les nouvelles formes d'interventions et de pratiques institutionnelles à induire. La multiplicité des acteurs intervenant dans la région du Liptako-Gourma est en soi un enjeu de réponse à la crise, ceux-ci partageant les responsabilités de l'efficacité de l'aide au développement. Cette réflexion ne peut se passer d'une vue d'ensemble des acteurs intervenants dans les domaines utilisant les ressources d'eau. La présente étude est une contribution à ce chantier ambitieux et nécessaire.

¹²⁷ William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga (2019). Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Institut d'Etudes de Sécurité ; Chevrillon-Guibert, R., Gagnol, L., & Magrin, G. (2019). Les ruées vers l'or au Sahara et au nord du Sahel. Ferment de crise ou stabilisateur?. Hérodote, (1), 193-215.

¹²⁸ Descroix, Luc (2019). Processus et enjeux d'eau en Afrique de l'Ouest soudano-sahélienne, éditions des archives contemporaines

¹²⁹ Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. (2017). Une Question de survie (Rapport). Genève : Geneva Water Hub/Pôle Eau Genève, p. 108

ANNEXE 1

SITE WEB DES PARTENAIRES CONSULTÉS COURANT 2020

CEDEAO

www.ecowas.int/?lang=fr

BIDC- CEDEAO

www.bidc-ebid.org/fr

Autorité de développement intégré des états du Liptako-gourma

www.liptakogourma.org

Banque Africaine de Développement

www.afdb.org/fr/countries/west-africa
<https://frmb.afdb.org>

OCDE-CSAO

www.oecd.org/fr/csao

Agence Française de Développement

www.afd.fr/fr/page-region-pays/afrique
www.afd.fr/fr/carte-des-projets

Alliance Sahel

www.alliance-sahel.org

Banque Mondiale

www.worldbank.org/en/search?q=sahel

FAO

www.fao.org/home/fr

BID

www.isdb.org/fr

CILSS

www.cilss.int

Organisation de coopération islamique (OCI)

www.oic-oci.org/home/?lan=fr

Union Africaine

<https://au.int/fr/node/3587>

Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA)

www.uemoa.int

Banque ouest-africaine de développement (BOAD- UNEMOA)

www.boad.org

Commission économique Afrique (UN CEA)

www.uneca.org/fr

Common Fund for Commodities (UN CFC)

www.common-fund.org

Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP)

www.hacp-niger.org

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

www.bceao.int

Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)

www.cen-sad.bj

Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE)

www.le-fagace.org

Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AAFI)

www.adfi-ci.org/fr

UE

https://data.europa.eu/euodp/fr/data/publisher/6eeb6edd-f850-4aad-9ce9-bd5b3d870a92?_vocab_geographical_coverage_limit=0

UNDP

https://open.undp.org/#2017/filter/operating_unit-NER

Luxdev

<https://luxdev.lu/fr>

Agence de l'eau du Gourma - Burkina Faso

www.eaugourma.bf

Banque européenne d'investissement

www.eib.org/fr/index.htm

USA

www.usaid.gov

Suisse

www.eda.admin.ch/deza/fr/home.html

Allemagne

www.giz.de/en/html/index.html

Japon

www.jica.go.jp/french

Canada

<https://wo5.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/filter-filtre?Lang=fra>

Grande Bretagne

<https://devtracker.dfid.gov.uk/location/country>

Danemark

<https://openaid.um.dk/en/countries/?Y=2019>

Expertise France

<https://expertisefrance.fr/web/guest/afrique-subsaharienne>

IUCN

www.iucn.org/fr

ABN

www.abn.ne/index.php?option=com_content&view=frontpage&Itemid=1&lang=fr

Belgique

www.openaid.be

ANNEXE 2

DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS

DANS PROGRAMME CONJOINT

OMS-UNICEF DE SURVEILLANCE DE

L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE

L'ASSAINISSEMENT

(voir <https://washdata.org/monitoring>)

Le JMP utilise des « échelles de services » pour évaluer et comparer les progrès réalisés dans les différents pays, lesquelles ont été actualisées et étendues pour le suivi des ODD.

EAU DE BOISSON (DRINKING WATER)

Les services d'eau potable font référence à l'accessibilité, la disponibilité et la qualité de la principale source utilisée par les ménages pour la boisson, la cuisine, l'hygiène personnelle et les autres usages domestiques. L'échelle relative à l'eau de boisson distingue cinq niveaux de services, allant de l'eau de surface aux services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité pour la cible 6.1 des ODD.

- Services gérés en toute sécurité (Safely managed) : Eau de boisson provenant d'une source d'eau améliorée accessible à domicile, disponible au besoin et exempte de matières fécales et de contamination par des substances chimiques d'intérêt prioritaire
- Service de base (Basic) : Eau de boisson provenant d'une source d'eau améliorée, à condition que le trajet aller-retour effectué pour collecter l'eau n'excède pas 30 minutes, temps d'attente compris.
- Services limités (Limited) : Eau de boisson provenant d'une source d'eau améliorée, dont la collecte nécessite un trajet aller-retour supérieur à 30 minutes, temps d'attente compris.
- Services non-améliorés (Unimproved) : Eau de boisson provenant d'un puits non protégé ou d'une source non protégée.
- Eau de surface (Surface water) : Eau de boisson provenant directement d'une rivière, d'un barrage, d'un lac, d'un étang, d'un ruisseau, d'un canal ou d'un canal d'irrigation.

ASSAINISSEMENT (SANITATION)

Les services d'assainissement se réfèrent à la gestion des excréments provenant des installations utilisées par les individus, par le biais de la vidange et du transport des excréments en vue de leur traitement et de leur évacuation ou réutilisation éventuelle. L'échelle du JMP relative à l'assainissement distingue cinq niveaux de services, allant de la défécation en plein air aux services d'assainissement gérés en toute sécurité, principal indicateur de l'assainissement pour la cible 6.2 des ODD.

- Services gérés en toute sécurité (Safely managed) : Utilisation d'installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages et où les excréments sont traités et gérés sur site ou évacués et traités hors site.
- Services de base (Basic) : Utilisation d'installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages.

- Services limités (Limited) : Utilisation d'installations améliorées partagées entre deux ou plusieurs ménages.
- Services non-améliorés (Unimproved) : Utilisation de latrines à fosse sans dalle ou plateforme, de latrines suspendues ou de latrines à seau.
- Défécation en plein air (Open defecation) : Évacuation des excréta humains dans les champs, les forêts, les buissons, les plans d'eau, sur les plages ou dans d'autres espaces ouverts, ou encore avec des déchets solides.

HYGIÈNE DES MAINS (HANDWASHING)

L'hygiène fait référence aux conditions et aux pratiques qui contribuent à maintenir la santé et à prévenir la propagation des maladies, notamment le lavage des mains, l'hygiène alimentaire et la gestion de l'hygiène menstruelle. La progression vers la cible des ODD relative à l'hygiène fait l'objet d'un suivi par le biais de l'indicateur 6.2.1b.

- Services de base (Basic) : Disponibilité à domicile d'une installation destinée au lavage des mains munie d'eau et de savon.
- Services limités (Limited) : Disponibilité à domicile d'une installation destinée au lavage des mains dépourvue d'eau et/ou de savon.
- Aucune installation (No facility) : Aucune installation destinée au lavage des mains disponible à domicile.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adamczewski, A., Tonneau, J. P., Coulibaly, Y., & Jamin, J. Y. (2013). Concessions de terres et dynamiques sociales dans la zone office du Niger au Mali. *Études rurales*, (191), 37-61.
- Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (2017), *Traité révisé de l'Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG)*.
- Baba Dakono (2020), *La Crise au Mali est-elle insurmontable ?*, Friedrich-Ebert-Stiftung Mali Policy Paper.
- Baguios, A., King, M., Martins, A. and Pinnington, R. (2021) Are we there yet? Localisation as the journey towards locally led practice: models, approaches and challenges. ODI Report. London: ODI.
- Barrière, O., & Barrière, C. (2002). *Un droit à inventer: foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger (Mali)*. IRD Editions.
- Bayart, J. F., Poudiougou, I., & Zanoletti, G. (2019). *L'état de distorsion en Afrique de l'Ouest*.
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2009). Farmer-herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: a case study from the inland Niger delta of Mali. *Geographical Journal*, 175(1), 71-81.
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2021). Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency. *African Security*, 1-23.
- Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseeth, J. T. (2012). Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel?. *Journal of peace research*, 49(1), 97-111Z.
- Benoit, M., & Benoît, M. (1984). *Le Séno-Mango ne doit pas mourir: pastoralisme, vie sauvage et protection au Sahel* (No. 103). IRD Editions.
- Bolognesi, T., & Bréthaut, C. (2016). *Gouvernance transfrontalière du Sénégal et du Niger: analyse historique et identification des facteurs déterminants*. Geneva Water Hub. Note Politique, (4).
- Centre pour le dialogue humanitaire & PNUD (2016), *Radicalisation, violence et (in)sécurité : Ce que disent 800 sahéliens*, Rapport international de recherche.
- Centre pour le dialogue humanitaire (2019), *Médiation agro-pastorale aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso* ; UNSC (2019), *Peace and security in Africa, Intercommunal violence and terrorism in West Africa*, S/PV.8685.
- Chaire Sahel de la Ferdi (2021) *Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement dans les pays du G5 sahel*.
- Chevrillon-Guibert, R., Gagnol, L., & Magrin, G. (2019). Les ruées vers l'or au Sahara et au nord du Sahel. Ferment de crise ou stabilisateur?. *Hérodote*, (1), 193-215.
- Christophe Brachet and Daniel Valensuela (2013), *International Network of Basin Organizations, Participation in the management of the Niger, Senegal and Congo river basins*; www.cru-bn.org.
- CIWA (2021), *Renforcer les connaissances, les capacités d'exploration et la mise en valeur des ressources en eaux souterraines dans le sahel en afrique de l'ouest*, 9 décembre 2021, retiré de : www.ciwaprogram.org/fr/blog/renforcer-les-ressources-en-eaux-souterraines-dans-le-sahel.
- CIWA (2020) *Annual Report 2020*, International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank.
- Coalition citoyenne pour le Sahel (2021), *Sahel : Ce qui doit changer, Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations*, Recommandations de la Coalition citoyenne pour le Sahel, Avril 2021.
- Coordination SUD, *Communiqué de presse du 21 mai 2021, Loi Développement solidaire :Exclusion définitive, par la loi, du criblage des bénéficiaires finaux !*, retiré de www.coordinationsud.org/communique-de-presse/loi-developpement-solidaire-coordination-sud-et-ses-membres-se-felicitent-de-lexclusion-definitive-par-la-loi-du-criblage-des-beneficiaires-finaux

- Dardel, C., Kergoat, L., Hiernaux, P., Mougin, E., Grippa, M., & Tucker, C. J. (2014). Re-greening Sahel: 30 years of remote sensing data and field observations (Mali, Niger). *Remote Sensing of Environment*, 140, 350-364.; Descroix, Luc (2019). *Processus et enjeux d'eau en Afrique de l'Ouest soudano-sahélienne*, éditions des archives contemporaines.
- DDC (2019), Evaluation and corporate controlling division, EvalBrief, June 2019, NO. 10, Independent evaluation of the linkage of humanitarian aid and development cooperation (nexus).
- de Sardan, J. P. O. (2021). *La Revanche des contextes: Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*. KARTHALA Editions.
- Descroix, Luc (2019). *Processus et enjeux d'eau en Afrique de l'Ouest soudano-sahélienne*, éditions des archives contemporaines.
- Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement international, Chaire Sahel (2021) Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement dans les pays du G5 sahel.
- Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique (2019), Actes du 6^e Forum.
- Forum de Niamey sur le Paix et Stabilisation (2021), Stabilisation des zones de conflit et lutte contre le terrorisme insurrectionnel dans le Sahel central et le bassin du lac Tchad, Synthèse et principales recommandations.
- Geneva Water Hub(2021), Rapport de la table ronde des acteurs locaux sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel, Juin 2021.
- Geneva Water Hub (2020), « La liste de Genève des principes relatifs à la protection des infrastructures hydrauliques », Genève, juin 2020.
- Geneva Water Hub(2019), Rapport de la table ronde « L'eau comme vecteur de paix au Sahel », Février 2019.
- Grémont, C. (2005). Comment les Touaregs ont perdu le fleuve. *Patrimoines naturels au Sud*, 237.
- Guichaoua, Y., & Pellerin, M. (2017). Faire la paix et construire l'État: les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali. *Études de l'IRSEM*, 51, 122.
- Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute (2016), Time to let go: Remaking humanitarian action for the modern era.
- Institut d'études de sécurité (2019), Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Décembre 2019.
- International Crisis Group (2020), Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ?
- International Review of the Red Cross (2019), 101 (912), 1051-1066. Protracted conflict. Q&A: The ICRC and the "humanitarian-development-peace nexus" discussion In conversation with Filipa Schmitz Guinote, ICRC Policy Adviser.
- Interpeace (2021), Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso, Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience. Rapport de recherche participative.
- Lopez Blanco, M. (2018), Sahel : approches globales, boîtes noires et angles morts.
- Marc, A., Verjee, N., & Mogaka, S. (2015). Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Washington DC: Agence Française de Développement/Groupe de la Banque mondiale [www. afd. fr/fr/ressources/relever-les-defis-de-la-stabilite-et-de-la-securite-en-afrique-delouest](http://www.afd.fr/fr/ressources/relever-les-defis-de-la-stabilite-et-de-la-securite-en-afrique-delouest).
- Norwegian Refugee Council (2019), Financing the nexus: Gaps and opportunities from a field perspective.
- OCHA (2019), Le Sahel central : Aperçu des besoins et des fonds requis révisés, Octobre 2020.
- PAM, ECHO (2019), Mali: Mise en place d'une protection sociale efficace pour les zones touchées par le conflit chocs.

Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix (2017). Une Question de survie (Rapport). Genève : Geneva Water Hub/ Pôle Eau Genève, p. 108.

PNUD (2017), Sur les Chemins de l'extrémisme en Afrique.

Réseau de prévention des crises alimentaires (2018), Evaluation externe de la charte PREGEC. Analyse de la performance et l'efficacité de la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles, octobre 2018

Saverio Krätli et al. (2013), Evaluation et capitalisation de 20 ans d'interventions du Groupe AFD portant sur le secteur de l'Hydraulique pastorale au Tchad, Institut International pour l'Environnement et le Développement.

SIPRI, DRC, CGD, LASDEL et POINT SUD (2021), La protection humanitaire dans la région du Liptako-Gourma, Mécanismes locaux de protection et réponse humanitaire.

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (2021), What We Need to Learn: Lessons from Twenty Years of Afghanistan Reconstruction, August 2021.

The New Humanitarian (2019), Searching for the nexus: It's all about the money, Special Report, 3 December 2019, retire de : www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/12/3/triple-nexus-aid-development-humanitarian-donors-cooperation.

Thébaud, B. (2002). Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel: Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé. KARTHALA Edition.

Tor A. Benjaminsen & Boubacar Ba (2019) Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation, The Journal of Peasant Studies, 46:1, 1-20,

UNICEF (2020), Water Under Fire dans le Sahel central : Protéger l'accès aux services sociaux de base, Evènement parallèle sur les questions WASH 13 Octobre 2020. www.unocha.org/sites/unocha/files/Annex%201%20Water%20under%20Fire%20in%20Central%20Sahel-French.pdf.

UNOWAS (2018), Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : Vers une coexistence pacifique.

Van Koppen, B., Smits, S., del Rio, C. R., & Thomas, J. (2014). Scaling up multiple use water services: accountability in the water sector (No. HO46385). International Water Management Institute.

William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga (2019). Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Institut d'Etudes de Sécurité.

WHO, UNICEF (2017), Joint Monitoring Programme, Progrès en Matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

World Bank and CIWA (2021), Strengthening Regional Water Security for Greater Resilience in the G5 Sahel, June 2021.

World Bank, ICRC, and UNICEF (2021) "Joining Forces to Combat Protracted Crises: Humanitarian and Development Support for Water Supply and Sanitation Providers in the Middle East and North Africa." World Bank, Washington, DC.

Auteur non cité (2020), Conférence Centre Sahel : Relever les défis humanitaires dans une perspective à long terme Burkina Faso, Mali, Niger, Services sociaux de base : Redéploiement efficace et pérenne des services sociaux de base (au sens large incluant la santé et la nutrition, l'éducation, la sécurité alimentaire et la protection sociale, l'accès à l'eau...) dans les zones directement et indirectement affectées par l'insécurité et les conflits. Niger, Note du groupe 1, 14 Août 2020 retiré de www.unocha.org/sites/unocha/files/2020-10-15%20Niger%20T1%20final%20version%20FR%20%281%29.pdf.

Auteur non cité (2020), L'accès aux services sociaux de base : Analyse de la crise et recommandations des organisations humanitaires et de développement au Burkina Faso, retiré de www.unocha.org/sites/unocha/files/Services%20sociaux%20de%20base_notes%20uniformis%C3%A9es_vf-20201013_Disclaimer.pdf.

La priorisation de l'eau dans l'agenda international de réponse à la crise sécuritaire au Sahel constitue un enjeu majeur porté par des organisations et des experts dans les domaines de la paix, du développement, de l'humanitaire et de la sécurité. Cette étude sur les engagements budgétaires liés à l'eau dans les zones limitrophes du Liptako-Gourma vise à fournir une vue d'ensemble sur l'état des financements dans le domaine de l'eau et ses usages productifs. Cet état des lieux des stratégies de financement permet d'engager un dialogue sur les réponses à apporter à la crise sécuritaire structurées autour des trois enjeux : 1) la reconnaissance du rôle des acteurs locaux, 2) le renforcement des institutions endogènes de la région, 3) les mécanismes de coordination et de financement des acteurs du développement et de l'humanitaire. Des nouvelles formes de coopération dans le domaine de l'eau sont à développer pour œuvrer à la résolution durable des crises au Sahel.

